

Les « nostalgiques » de Moscou

DES manifestants matraqués dans le centre de Moscou, quelques blessés, y compris parmi les OMON, ces milices qui s'étaient illustrées l'an dernier dans les pays baltes et, auparavant, en Géorgie. Les images parvenues ces dernières quarante-huit heures du pays de Boris Eltsine sont surprenantes à un double titre : c'est pratiquement la première fois (le putsch d'août dernier mis à part) que l'on observe des violences dans la capitale ; en outre, les OMON, l'élément d'élite de l'ordre public, font face à des manifestants conservateurs.

En fait, les manifestants, plus nombreux que lors d'une démonstration similaire il y a deux semaines, sont entrés sagement chez eux après une dispersion musclée. Mais l'épisode des OMON marque une fois de plus la pauvreté du débat politique dans une société écrasée par soixante-dix ans de totalitarisme.

Les « démocrates » au pouvoir surprennent et déçoivent souvent - y compris leurs amis de l'étranger - par leurs divisions, leurs bavardages et leurs inconséquences. Mais les conservateurs, eux, font figure d'aveugles en comparaison de ces « bourgeois ».

EN effet, qu'ils soient ministres ou conseillers, les conservateurs, les nostalgiques d'aujourd'hui ne se retrouvent que pour regretter la perte d'un empire désormais introuvable et d'un ordre définitivement compromis. Et surtout pour lancer des imprécations contre des « ennemis » quasiment immuables depuis le début du siècle : les « anti-patriotes », les « traîtres vendus à l'étranger » et, bien sûr, les juifs et les franc-maçons. Au point que M. Eltsine, le colonel à poigne, fait figure de modéré en demandant un peu moins de « A bas ! » et un peu plus de « qualité » dans les rangs de ce mouvement hétéroclite.

De fait, on ne voit pas comment une telle coalition pourrait mettre sur pied un gouvernement et une politique un tant soit peu crédibles. Cela dit, le putsch de l'an dernier a montré qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre. Or le choix de l'armée reste plus que jamais la grande inconnue.

PRISONNIÈRE de la politisation introduite dans ses rangs par l'ancien régime, cette armée n'est pas la « grande muette » que l'on connaît ailleurs. Ses membres étaient nombreux parmi les manifestants de dimanche à Moscou, et ils risquent de s'agiter d'autant plus qu'à leur insouciance sur leur statut s'ajoutent de nouvelles menaces : l'attaque menée dimanche par les forces armées contre des militaires russes à Stepanakert sera ressentie comme une grave provocation.

Autant de défis pour le marchand Chapochnikov, dont l'autorité semble quelque peu contestée, mais aussi pour M. Eltsine : son avertissement, lancé à Paris, contre la menace des « chemises rouges ou brunes » reste d'actualité.

Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE, ainsi que nos informations et l'article de notre envoyé spécial JOSÉ-ALAIN FRALON.

M0147 - 0225 0 - 6.00 F



La reprise des pourparlers à Washington

Tensions et contraintes pèsent sur le dialogue israélo-arabe

Les négociateurs arabes et israéliens devaient reprendre, lundi 24 février à Washington, leurs pourparlers de paix. Ce quatrième rendez-vous depuis la conférence de Madrid pourrait être le dernier avant longtemps : le mois de mars sera celui du ramadan musulman, suivi de la Pâque juive en avril. En mai, la campagne électorale battra son plein en Israël. Cet ensemble de contraintes, ajoutées aux tensions dans la région, rendent peu probable l'accomplissement de progrès sensibles.

La fermeté de M. Baker

Les pourparlers de Washington ne seront pas facilités par le climat qui règne dans la région à la suite des sanglants affrontements dans le sud du Liban, où prévaut un calme précaire. « Nous partons avec, en arrière-plan, l'escalade israélienne, la violence, l'activité d'implantations et les querelles politiques israéliennes », a déclaré M. Hanane Achraoui, porte-parole des Palestiniens, à la radio jordanienne. Les délégués jordaniens et palestiniens ont eu deux heures d'entretiens à Amman pour coordonner leur position avant leur départ pour Washington.

Lors de la dernière session de janvier, les Palestiniens avaient présenté un projet qui vise à donner un caractère territorial à l'autonomie, afin de jeter les bases d'un futur Etat en Cisjordanie et à Gaza. La délégation

israélienne a, pour sa part, fait savoir qu'elle n'avait pas mandat de présenter un projet d'autonomie détaillé. Israël, en effet, n'entend reconnaître que l'autonomie des personnes, le premier ministre Itzhak Shamir rejetant tout compromis territorial.

Les Palestiniens, en revanche, sont pressés d'obtenir des résultats. Ils veulent montrer que les concessions qu'ils ont faites, en acceptant de participer à ces négociations, portent leurs fruits. Ils souhaitent avant tout obtenir le gel des implantations dans les territoires occupés. A Jérusalem, M. Shamir a catégoriquement réaffirmé son opposition à des négociations « qui remettraient en question l'implantation juive en Eretz Israël », le « Grand Israël » qui comprend l'Etat hébreu et les territoires occupés.

Lire la suite page 6

Au Texas, en présence de M. Bush

Sommet latino-américain pour lutter contre la drogue

Le deuxième sommet interaméricain antidrogue aura lieu mercredi 26 et jeudi 27 février à San-Antonio (Texas) en présence de M. George Bush et des dirigeants latino-américains concernés. Cette réunion est destinée à unir les efforts des uns et des autres dans la lutte contre la production, le trafic et la consommation de drogue. Cinq présidents au moins (Colombie, Bolivie, Pérou, Equateur et Mexique) ont annoncé leur venue. Le sixième, M. Carlos Andres Pérez (Venezuela), hésitait encore en raison de la situation dans son pays.

« Stopper l'épidémie »

SAN-ANTONIO

de notre envoyé spécial

Plein feu sur la lutte antidrogue les 26 et 27 février à San-Antonio, au Texas, où M. Bush reçoit les présidents des six nations latino-américaines : Colombie, Bolivie, Pérou, Mexique, Equateur et Venezuela (avec un doute en ce qui concerne M. Carlos Andres Pérez). A Carthagène, en février 1990, la première Conférence interaméricaine sur la répression du trafic de stupéfiants avait réuni M. Bush et les chefs d'Etat des trois pays andins principaux producteurs et exportateurs de cocaïne : Colombie, Bolivie, Pérou.

Le cercle s'élargit. Première indication que les problèmes se sont plutôt aggravés et surtout étendus à pratiquement toute l'Amérique latine depuis deux ans. Le trafic est un fantastique business planétaire de 300 milliards de dollars par an.

La chute du communisme a ouvert de nouveaux terrains de choix aux trafiquants en Europe orientale, maintenant zone de

transit et aussi de consommation. Des saisies importantes de cocaïne ont eu lieu cette année dans plusieurs pays européens ex-communistes impliquant des passeurs colombiens. « Nous sommes désarmés face à cette invasion », dit M. Jiri Presl, directeur d'une fondation tchèque antidrogue et antisida.

En Colombie, le nouveau péril s'appelle héroïne. Les champs de pavot se multiplient à un tel rythme que le gouvernement a décidé cette semaine d'employer massivement des herbicides. Une initiative qui a déclenché une polémique virulente et passionnée. « Les naïfs défenseurs de l'environnement », dit le président Gaviria, se font les complices des trafiquants. Nous ne voulons pas engraisser de nouveaux cartels.

Ceux de Cali et de Medellín ont repris leur guerre à coups de mitrailleuse, ce qui prouve que les affaires sont bonnes. Ils ont également renforcé leurs liens et leurs accords avec les mafias italienne, libanaise et asiatique.

MARCEL NIEDERGANG

Lire la suite page 4

L'ÉCONOMIE

Philips contre-attaque

La multinationale néerlandaise publiera jeudi ses premiers comptes d'après-crise. Si redressement il y a, c'est au prix d'un effort douloureux, explique le journaliste hollandais Marcel Metz.

La renaissance du troc

La plus vieille forme de commerce du monde revient, sous des formes plus sophistiquées. Mais reste un exercice difficile : le grand troc franco-russe annoncé à l'automne aboutira peut-être à Pâques !

Le GATT empêtré

Le secrétaire d'Etat au commerce extérieur Jean-Noël Jeanneney dit sans détour pourquoi l'Uruguay Round plénière : parce que les Etats-Unis nous réclament la liberté commerciale au nom de nos principes et nous le refusent au nom des leurs.

Avec la chronique de Paul Fabra, les pages Modes d'emploi, Dossier (« Les surveillants de la Bourse »), Opinions, Conjoncture.

pages 27 à 38

ESPACE EUROPÉEN

L'eurocepticisme gagne l'Autriche

Neutralité, rentes de situation diverses, mythe de la Mitteleuropa : les adversaires de l'adhésion à la CEE ne manquent pas d'arguments.

■ Albert Reynolds, un homme d'affaires à la tête de l'Irlande. ■ Quatre « dinosaures » pour une Grèce vieillissante. ■ Difficile « lustration » en Tchécoslovaquie.

pages 7 à 9

Le voyage du pape en Afrique

Lire en page 26 les articles de notre envoyée spéciale MARIE-CLAUDE DECAMPS

Les choix du président

Au lendemain des régionales, M. Mitterrand pourra décider de préparer son départ ou, au contraire, d'engager l'épreuve de force

par Jean-Marie Colombani

Comment en sortir ? Quelle contre-attaque imaginer, au lendemain d'une échéance régionale qui ne passionne pas les foules, qui n'est pas davantage vécue comme l'approche du « grand soir », et qui, pourtant, pourrait bien déclencher une formidable accélération politique ? Que faire lorsque la perspective est celle d'un parti du président, sensiblement affaibli, d'une opposition qui surenchérit (aujourd'hui en demandant la dissolution,

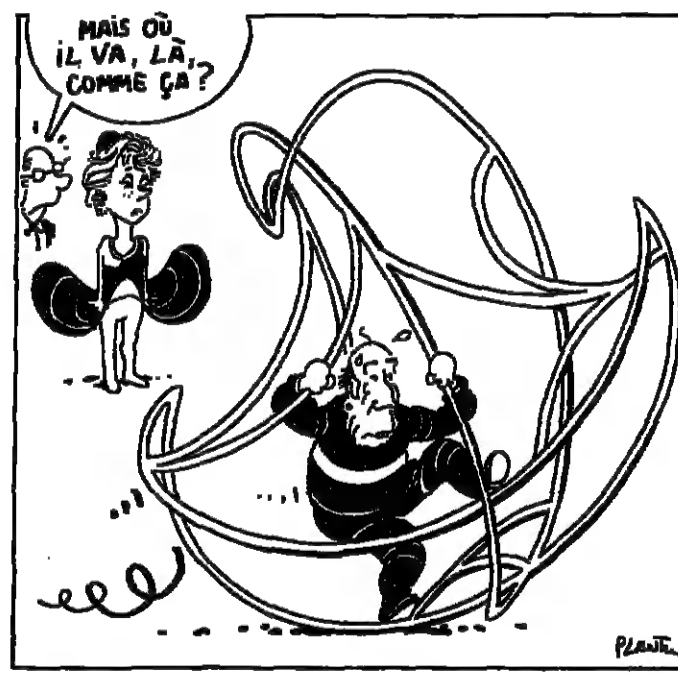
demain peut-être en exigeant le départ du chef de l'Etat), d'un Front national qui menace, comme le montre le scrutin niçois, et d'une opinion qui passe, progressivement, du sentiment de l'usure du pouvoir à un véritable rejet ? Que décider, surtout, lorsqu'on n'a plus le droit à l'erreur ?

Peut-on, lorsque l'on est François Mitterrand, tenter une sortie à la de Gaulle ? N'est-on pas, plutôt, conduit à livrer bataille, fût-ce le dos au mur, pied à pied ? Telles sont les questions auxquelles le président va devoir

répondre sans tarder, dans les jours qui suivront le scrutin du 22 mars. M. Mitterrand va donc devoir choisir, grosso modo, entre deux maux, entre deux schémas.

Le premier consiste à tirer une leçon nationale d'un scrutin local, à renoncer aux arguments qui font des élections régionales, par exemple, un scrutin qui défavorise la gauche.

Lire la suite et nos informations sur le second tour de l'élection cantonale partielle de Nice, en page 10



La catastrophe de l'Airbus

La commission d'enquête recommande la mise en place, sur les A-320, d'une alarme de proximité du sol page 13

Le grand marchandage du câble

Le gouvernement tente de sortir de l'enlisement la télévison par câble : 4 millions de prises installées et seulement 775 000 abonnés page 19

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

UMBERTO ECO

Les limites de l'interprétation

Traduit de l'italien par Myriem Bouzahr

essai

Un « art de lire » à l'usage des derniers explorateurs de la galaxie Gutenberg.



Grasset

JEUX OLYMPIQUES

D'Albertville à Lillehammer

La flamme olympique s'est éteinte. Au cours d'une cérémonie de clôture superbe, le maire d'Albertville a transmis le drapeau aux cinq anneaux à son homologue norvégien de Lillehammer où seront organisés en 1994 les prochains Jeux d'hiver. L'Allemagne a gagné le plus grand nombre de médailles (26). Pour sa part, la France en a obtenu 9.

Lire pages 14 et 15 les articles de PHILIPPE BROUSSARD, JÉRÔME FENOGLIO, CLAUDE FRANÇILLON et ALAIN GIRAUDO

DÉBATS

Rencontre entre Francis Fukuyama et Bernard Bourgeois

« La solution du problème de l'Histoire est achevée depuis la Révolution française »

Bernard Bourgeois. — Je tiens d'abord à souligner que j'apprécie hautement votre intervention sur la scène philosophique. Il me semble en effet que vos détracteurs ne situent pas toujours le débat au niveau où votre article de 1989 et à présent votre ouvrage se tiennent. Je ne tarderai pas à vous faire part de certaines de mes réserves et de mes objections. Mais je veux auparavant souligner ce qui me frappe le plus dans votre démarche.

« Ce qui m'a plu dans votre livre, c'est en premier lieu la tentative de penser fortement tout en restant au sein de l'expérience. Vous vous appuyez sur des concepts élaborés par Platon, Kant ou Hegel, mais vous ne perdez jamais de vue les événements les plus actuels et les plus concrets. L'originalité de votre travail est d'être à la fois au cœur des problèmes politiques internationaux et au cœur de la méditation philosophique. En cela, il me semble que vous avez court-circuité, si l'on peut dire, l'entre-deux des sciences sociales. Les sciences sociales ont voulu trouver des intermédiaires entre les purs concepts des philosophes et les données de l'expérience sociale et historique. Cette entreprise fut nécessaire et souvent méritoire. Mais un moyen terme a toujours tendance à vouloir se transformer en centre. Je crois que les sciences sociales ont succombé à cette tentation en finissant souvent par occulter à la fois le concept et l'expérience.

Lorsque vous affirmez que Hegel nous permet de comprendre mieux le mécanisme du développement historique que Marx et que toutes les sciences sociales, qui se sont, grosso modo, inspirées de sa vision des articulations entre vie socioéconomique et vie politique, je ne peux que vous dire mon accord.

Francis Fukuyama. — Il est exact que mes raisons de faire retour à Hegel sont pour une large part liées aux insuffisances des sciences sociales actuelles, au moins en ce qui concerne celles des États-Unis. Je ne connais pas assez la situation française pour en parler. Mais, aux États-Unis, domine une sorte de

Il y a seulement quatre ans, Francis Fukuyama était presque inconnu. Trente pages en 1989 ont suffi pour faire parler de lui dans de nombreux pays. Son article « La fin de l'Histoire? », publié dans la revue américaine National Interest, suscite, en effet, une étonnante discussion internationale. En quelques mois, ce haut fonctionnaire du Département d'Etat américain, né en 1952, diplômé de Cornell et de Harvard, spécialiste des prévisions politiques, consultant à la Rand Corporation, devient célèbre dans le monde entier.

Sa thèse est simple : la démocratie libérale ferait aujourd'hui l'objet d'un consensus mondial. Si elle n'a pas triomphé partout dans les faits, et de loin, elle apparaîtrait désormais comme le seul régime politique légitime. Ni les monarchies héréditaires ni le fascisme et le communisme n'ont pu la remplacer, et aucun autre modèle ne paraît aujourd'hui concevable.

Retrouvant la philosophie élaborée par Hegel au début du XIX^e siècle, Francis Fukuyama se demande si nous ne sommes pas arrivés au « point final de l'évolution idéologique de l'humanité ».

Aujourd'hui, un livre publié

simultanément en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Allemagne, prolonge et approfondit son diagnostic. La fin de l'Histoire et le Dernier Homme (1) est un ouvrage ambitieux qui cherche à confronter l'évolution de l'Histoire mondiale

à une analyse de la nature humaine. Pour Francis Fukuyama, si la démocratie triomphe, la fin de l'Histoire demeure toutefois incertaine car il n'est pas sûr que sa généralisation soit en mesure de satisfaire le désir de domination inhérent à la nature humaine. Une vision inspirée de Nietzsche vient donc troubler l'héritage reçu de Hegel, par l'intermédiaire des interprétations d'Alexandre Kojève.

Nous avons demandé à Bernard Bourgeois de dialoguer avec Francis Fukuyama. Grand spécialiste de Hegel et de la philosophie politique, professeur à l'université Paris-I, ancien président du jury d'agrégation de philosophie, cet universitaire rigoureux et ouvert discute avec l'auteur de l'intérêt et de l'ambiguïté de ses thèses. Avec sympathie mais sans complaisance.

(1) Traduit de l'anglais par Denis Armand Canal. Flammarion, 454 p., 140 F.



tradition webérienne qui tente de comprendre le développement historique en termes socioéconomiques, sans référence suffisante à aucun autre horizon. En procédant ainsi, on ne peut rendre compte de la rationalité des conduites au sein d'un contexte socioéconomique donné, ni élaborer une approche globale des institutions politiques. Je pense que nous sommes en train de quitter cette façon de voir pour retrouver le sens de la rationalité philosophique de l'Histoire dont Hegel nous a ouvert la voie.

B. B. — La situation de Hegel par rapport à notre présent est tout à fait exceptionnelle et vous contribuez fortement à le faire compren-

dre. Il y a plus d'un siècle et demi, ce qui, dans notre monde, signifie un développement immense. Hegel a dit en substance : « L'Histoire, en principe, est terminée. » Il y aura, certes, encore des événements, mais ils n'engageront pas la signification universelle de la vie humaine : en ce domaine, plus rien de neuf ni de fondamental ne sera dit. Or il se trouve qu'après tant d'années vous affirmez : « Ce que Hegel a dit en son temps, on peut le redire aujourd'hui » avec lui, et ce n'est pas ridicule du tout. J'ai répété pour ma part depuis plus de vingt ans devant des générations d'étudiants qu'un hégélien devait considérer le marxisme comme une longue parenthèse historique, qui n'a pas été inutile puisqu'elle a permis de confirmer, par l'auto-négation de la négation (fascisme ou communisme) de la politique hégélienne, la vérité de celle-ci ! D'une manière très publique et brillante vous soutenez la même affirmation.

F. F. — Je pense, en effet, que « la fin de l'Histoire », en un certain sens, est un fait réel. La solution du problème de l'Histoire est achevée dès la Révolution française. Ce qui prouve que cela est exact, c'est que, au cours des deux siècles qui se sont écoulés depuis lors, nous n'avons pas pu aller au-delà des principes de la Révolution française, ni politiquement ni philosophiquement. Les expériences historiques postérieures ont été des tentatives en œuvre des principes de la Révolution. Elles ne sont pas fondées sur une Révolution d'un autre ordre qui aurait bouleversé ces principes eux-mêmes. Les grandes formes d'alternative qui ont traversé notre siècle (le fascisme, le communisme) ne sont pas parvenues à dépasser ces principes. Leur échec permet de considérer ces tentatives comme des « détours », monumentaux dans l'avènement de la démocratie libérale.

B. B. — Jusqu'ici je vous ai suivis très volontiers. Je crains d'avoir plus de difficultés à poursuivre. Vous soulignez, en effet, que les faits seuls ne peuvent nous permettre de répondre à la question : « Y aura-t-il une fin de l'Histoire ? » Une réflexion sur l'essence de l'homme et sur son désir fondamental se trouve requise afin de savoir quel régime peut le satisfaire. La démocratie libérale se caractérise, dites-vous, par le primat du désir d'égalité sur le désir de s'imposer comme le meilleur face aux autres. Or ce dernier désir, selon toutes vos analyses, est celui qui domine l'homme. Dès lors, comment pouvez-vous dire que la démocratie libérale satisfait l'homme, puisqu'elle repose sur une tendance totalement opposée à celle qui définit l'homme ?

F. F. — Si la démocratie libérale triomphe, ce n'est pas parce qu'elle serait totalement satisfaisante pour les citoyens. C'est, au contraire, parce qu'elle ménage, principalement dans le domaine des affaires ou dans celui de la politique, des possibilités de satisfaction relativement sûres au désir d'être reconnu comme le meilleur. Ces formes de satisfaction sont opposées à l'égalité démocratique, elles entrent radicalement en contradiction avec le fondement de cette société, mais c'est seulement en tolérant cette

contradiction interne que la société continue à fonctionner correctement.

C'est pourquoi la question de la fin de l'Histoire demeure, à mes yeux, largement ouverte. Il y avait d'ailleurs un point d'interrogation à la fin du titre de mon article de 1989. J'insiste à la fin du livre sur les raisons pour lesquelles le règne de la reconnaissance universelle qui s'instaure dans la démocratie libérale n'est pas réellement satisfaisant.

F. Fukuyama :
« Si la démocratie libérale triomphe, c'est parce qu'elle ménage des possibilités de satisfaction au désir d'être reconnu comme le meilleur »

L'ambition fondamentale de dominer n'a pas disparu. Dans la société contemporaine, ce désir se trouve seulement domestiqué. Mais on peut imaginer aisément que cette domestication cesse de réussir, que les combats recommencent et que l'Histoire trouve ainsi la possibilité de reprendre.

B. B. — Cette conclusion est tout à fait étonnante. Il me semble que vos dernières pages s'emploient à annuler les trois cent soixante pages qui précèdent ! Je force les termes mais j'ai eu vivement cette impression ! Si l'on admet, en effet, qu'il puisse y avoir un brutal retour en arrière de l'Histoire, on voit s'ouvrir, au moins comme possibilité, un retour indéfini plutôt que l'achèvement d'un processus d'évolution. Voilà Nietzsche et non Hegel !

F. F. — Il est vrai qu'il existe dans mon travail une tension fondamentale, une source d'impossible dialogue entre Hegel et Nietzsche. Cela crée effectivement une ambiguïté, qu'il me paraît aujourd'hui impossible de lever entièrement. La réalité du triomphe du modèle de la démocratie libérale est un fait dont la portée universelle. Mais Nietzsche nous fait découvrir la possibilité qu'elle soit insatisfaisante et donc fragile et transitoire.

B. B. — Ce n'est pas la seule contradiction de votre ouvrage. Il en est de moins visibles qui n'en sont pas moins réelles. Vous marquez, par exemple, le primat de la politique sur la vie socioéconomique. C'est pourquoi vous dites très

justement que la démocratie ne peut s'instaurer, et qu'il faut la vouloir naturellement par un acte politique : pas de démocratie sans démocrates. Très bien.

Toutefois, un problème commence à se poser quand on apprend sur quoi repose, selon vous, la tendance du régime démocratique à s'universaliser en dépit de la réalisation nationale du politique. Cette tendance renvoie, en effet, au dynamisme, propre à la vie économique, à la constitution d'un marché mondial. Il semble donc que le destin de la démocratie, c'est-à-dire son universalisation, s'appuie avant tout sur l'économie, alors que l'essence de cette même démocratie, son principe fondateur, est d'abord le politique en sa signification nationale. Le destin peut-il contredire le principe ?

F. F. — Je ne crois pas avoir dit que l'économie est la seule force universalisante dans le monde d'aujourd'hui. Il y a aussi une universalisation présente au niveau proprement politique. Par exemple, si l'on considère la Communauté européenne, de puissantes raisons économiques poussent à sa constitution, mais son point de départ, chez des hommes comme Jean Monnet, était un modèle essentiellement politique né du constat que les nationalismes et les particularismes avaient conduit, à travers deux guerres mondiales, à la destruction de l'Europe. Cette forme d'universalisation montre que l'économie n'est pas la seule.

B. B. — Voilà qui pose un problème redoutable ! D'où vient, en effet, cette affirmation supérieure de l'universel ? Tout au long de votre livre, vous ne cessez de coupler le désir et la raison. La raison guide le désir, mais comme la servante guide sa maîtresse. C'est donc une raison instrumentale, calculatrice, incapable de transcender la vie économique et encore moins la vie politique. Vous ne pourriez invoquer le sens de l'universel que si vous aviez une conception de la raison comme instance autonome et non comme servante du désir. Malgré quelques affirmations de vos dernières pages où vous paraissez n'être plus tout à fait d'accord avec vous-même, il y a dans votre analyse un irrationalisme que je conteste. Il me semble qu'en suivant Kojève dans les interprétations qu'il a données de Hegel dans les années 30, vous adhérez à une lecture irrationnelle et, au fond, romantique.

F. F. — Pour Kojève en effet, et peut-être pour moi, il n'y a pas de victoire de la raison en tant que telle, mais en tant que servante du désir de reconnaissance, afin de rendre ce désir universel et, par là, compatible avec la dignité de chacun.

B. B. — Décidément, je ne suis pas d'accord avec vous ! Je ne suis d'accord ni avec votre manière de considérer le désir de la reconnaissance comme le facteur essentiel, voire unique, de l'Histoire, ni avec votre façon d'envisager le développement même de l'Histoire, où vous excluez toute efficacité de l'idée, rationnelle, de droit, si avec le contenu, somme toute bien différent de celui de Hegel, que vous donnez à « la fin de l'Histoire » !

L'influence de Kojève vous conduit également à négliger ce qui me paraît être un apport fondamental de Hegel en philosophie politique : la réflexion sur le rapport entre l'existence sociale et l'existence politique, l'articulation hiérarchique de l'Etat et de la société. Or les événements dont nous sommes aujourd'hui témoins montrent l'importance capitale d'une telle articulation. L'Etat que Hegel conçoit n'est pas exactement une démocratie libérale. Son apport le plus original est d'avoir insisté sur le pouvoir des personnes et la nécessité d'un contrôle de l'administration par ce pouvoir. Ce contrôle s'exerce « par en bas » grâce à une autogestion des communes et des groupements socio-professionnels, aussi bien que « par en haut » sous la forme d'un pouvoir personnel qui tranche politiquement dans les dossiers techniques.

B. Bourgeois :
« Je ne suis pas d'accord avec votre manière de considérer le désir de la reconnaissance comme le facteur essentiel de l'Histoire »

Ces aspects décisifs de l'Etat hégélien sont tout à fait d'actualité, comme l'indiquent l'autonomie croissante des pouvoirs locaux et la personnalisation du pouvoir présidentiel. Hegel a bien réfléchi sur les relations entre une autorité politique forte et la liberté sociale des citoyens. Il me paraît dommage que vos analyses négligent, à la suite de Kojève, cet aspect essentiel.

F. F. — Je reconnais qu'à cet égard Hegel fut bien plus avisé que son interprète Kojève. « L'Etat universel et homogène » de Kojève ne satisfait le désir de reconnaissance que d'une manière formelle et impersonnelle. Hegel a compris l'importance d'institutions médiatrices « dans la société civile », situant entre l'Etat et l'individu, elles peuvent procurer à l'individu une forme de reconnaissance finalement bien plus satisfaisante que ne peut le faire l'Etat lui-même. De ce point de vue, Hegel était tout à fait « tocquevillien », et je crois qu'il est tout à fait exact que la santé durable et la stabilité de la démocratie libérale dépendent de l'organisation de sa société civile.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et ROGER-POL DROIT

Visite de nos spécialistes

CHRISTIE'S

Engèle Gallien-Laloue (1854-1941), 'Quai Montebello avec Notre Dame au loin, Paris', Fusain et gouache.
Vendue par Christie's à Londres, le 13 février, 60.500 FF.

Afin de préparer nos prochaines ventes, nos spécialistes se tiendront à votre disposition à Paris pour conseils et estimations gracieuses.

Art Chinois
Vicki Fraser, 25-26 février

Tableaux du XIX^e Siècle
Mark Polimore, 28 février

Art Japonais
Sebastian Izzard, 20 mars
Mark Hinton, 21 mars

Pour information et rendez-vous, veuillez contacter

Christie's
6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris
Tél.: (1) 42 56 17 66 Fax: (1) 42 56 26 01

— Aix-en-Provence : tél. 42 96 43 04
— Bordeaux : tél. 56 81 65 47 — Lyon : tél. 78 43 72 44
— Monaco : tél. 93 25 19 33

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lasserre, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Sol
éditeurs en chef
de la rédaction

Jacques Amalric
Thomas Ferec
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beney-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André-Laurent (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SERGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : 40-65-25-98

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BENEY-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-80-30-10

CEI : les affrontements entre Azéris et Arméniens

L'objectif de l'Azerbaïdjan est de rétablir une « parité militaire » au Haut-Karabakh

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, devait se rendre, lundi 24 février, dans le Haut-Karabakh à partir de l'Arménie, après avoir séjourné depuis jeudi en Azerbaïdjan, où il a signé le protocole instituant des relations diplomatiques entre Paris et Bakou. M. Kouchner tente d'établir des contacts humanitaires dans la région où s'affrontent les Arméniens et les Azéris.

BAKOU

de notre envoyé spécial

Vu de Bakou, le Haut-Karabakh n'existe plus. Sur les cartes toutes fraîches de l'Azerbaïdjan qui trônent dans les bureaux de la présidence de la République, on ne trouve aucune trace de « l'ex-région autonome » enclavée en territoire azéri mais peuplée, dans sa grande majorité, d'Arméniens. Pour le président azerbaïdjanais, Ayaz Moutalibov, comme pour les responsables de l'opposition, l'intégrité du territoire national ne peut, en aucun cas, être remise en question.

L'objectif est simple : reprendre l'initiative sur le plan militaire et établir, pour le moins, une parité entre les forces armées azéris et arméniennes qui se battent dans le Haut-Karabakh avant de discuter de l'avenir de sa population. « En ce moment, affirme M. Moutalibov, une partie de notre territoire nous appartient en droit mais absolument pas en fait. M. John Major peut se rendre en Irlande alors que moi, président de la République, je ne peux pas aller à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh. »

Selon le président de la République, le problème se résume au fait qu'un « nouvel Etat a été créé à l'intérieur de notre Etat, par la force et la terreur... L'essentiel est volé par des pharises au profit de l'homme ou la démocratie, le but étant d'attirer l'attention mondiale pour légitimer cet Etat ». Quant à l'Arménie, elle veut, selon M. Moutalibov, faire du Haut-Karabakh « une fillette, une succursale de l'Arménie ». « Et c'est un non-sens », martèle le président de la République qui pose la question : « Que dirait-on si la France allait, militairement, défendre les francophones du Québec ? »

Son plan de paix tient en trois points. 1. - Retrait des troupes « terroristes » (traduire : les milices arméniennes) du Haut-Karabakh ; 2. - Démilitarisation et neutralisation de la région sous contrôle des « organisations internationales ». Lesquelles ? Pour le premier vice-ministre des



affaires étrangères, « il ne s'agit pas de forces ayant une existence juridique et surtout pas de forces des Nations unies, mais plutôt d'organisations non gouvernementales » ; 3. - Respect du droit de l'Azerbaïdjan d'administrer la totalité de son territoire et reconnaissance de l'intégrité de celui-ci. Il est « exclu » de revenir au statut de république autonome pour le Haut-Karabakh, comme au temps de l'Union soviétique ; en revanche, « il serait possible » de réfléchir sur la définition d'une région autonome qui pourrait jouir de certains droits spécifiques.

En tout état de cause, les Arméniens du Haut-Karabakh pourraient

jouer de l'autonomie culturelle - école, culture, langue, possibilité d'avoir des liens directs avec l'Arménie. Les habitants de Stepanakert, la capitale, qui sont Arméniens à 100 %, pourraient élire leur maire, de même que les habitants de quelques autres districts.

Au passage, le président de la République et les responsables de l'opposition ne se privent pas de rappeler, notamment devant leurs interlocuteurs européens, que l'Iran et la Turquie voisins veulent aussi apporter leur obole aux initiatives de paix. Une manière de faire comprendre aux Européens que l'Azerbaïdjan musulman pourrait, le cas échéant, céder

aux appels d'autres sœurs. « L'Iran nous dit : l'Europe soutient l'Arménie, alors nous, nous allons vous soutenir », affirme un des responsables de l'opposition, de retour de Téhéran. « Mais nous avons choisi la voie européenne, la laïcité. Il n'y a pas de fondamentalisme et d'intégrisme musulmans chez nous », s'empresse-t-il d'ajouter.

Si la ville de Bakou est certes loin d'offrir le spectacle d'une société dominée par des mollahs fanatisés, l'opposition, principalement représentée par le Front populaire, est, en revanche, bien plus dure que M. Moutalibov et son gouvernement quant au conflit dans le Haut-Karabakh. N'a-t-elle pas fait descendre plus de 100 000 personnes dans les rues pour demander la démission du président suspecté de laxisme à l'égard des Arméniens ?

Le Front admet la perspective d'une large autonomie culturelle aux Arméniens du Haut-Karabakh assortie d'une délimitation de la région, mais il refuse que celle-ci se fasse sous contrôle d'organisations internationales. Conclusion du premier vice-premier ministre, qui est aussi responsable de l'action humanitaire : « Sept millions d'Azéris pourraient périr, mais pas un centimètre de notre territoire ne sera cédé. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Menace d'extension du conflit après l'attaque d'une caserne à Stepanakert

La menace de voir l'armée ex-soviétique entraînée dans le conflit autour du Haut-Karabakh s'est aggravée à la suite du bombardement d'une caserne de cette armée à Stepanakert, chef-lieu de l'enclave arménienne en territoire azéri.

Dimanche 23 février, plus de 80 roquettes et obus de 100 millimètres T12 se sont abattus dans la matinée sur Stepanakert, et notamment sur la caserne du régiment 366 de l'armée de la CEI, nuan militaire et en blessant grièvement dix autres, dont deux officiers. En tout, les bombardements des dernières vingt-quatre heures auraient fait encore dix-huit morts et quarante-six blessés à Stepanakert, selon l'agence précise que les militaires, épuisés, ont alors exigé que l'état-major leur permette de détruire les rampes d'où provenaient les tirs azerbaïdjanais, situées à Choucha, à une dizaine de kilomètres au sud-est de Stepanakert.

L'Azerbaïdjan avait accusé il y a dix jours ce régiment d'avoir rompu sa neutralité, mais le maréchal Chapochnikov avait réaffirmé que l'armée n'intervenait plus dans les combats, notamment depuis le retrait, fin 1991, des « forces d'interposition » du ministère de l'Intérieur. Mais il ajoutait que si les militaires étaient attaqués, ils répondraient pour se défendre. Le commandant en chef des forces de la CEI avait alors estimé, dans l'*Ekho rouge*, que si les forces régulières étaient entraînées dans le conflit « ce serait la voie ouverte à une extension de la guerre au-delà des limites de la région, menace directe à la sécurité non seulement des Etats voisins mais du monde entier ».

A lors que l'Arménie accepte l'idée de forces communes de la CEI, l'Azerbaïdjan crée sa propre armée à partir d'éléments de l'armée ex-soviétique. Selon Erevan, Bakou vient de prendre le contrôle de nouvelles

rampes de missiles et d'une escadrille d'hélicoptères de combat Mi-24. Deux soldats d'une division paracachutiste stationnée en Azerbaïdjan ont, en outre, été tués vendredi par des inconnus qui se sont emparés de leurs armes.

Le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères a aussi annoncé samedi que l'Arménie avait lancé une offensive générale, appuyée par des blindés et des unités de l'armée de la CEI, sur la frontière commune entre les deux Républiques. L'état-major de l'armée de la CEI et le ministère de la défense arménien ont catégoriquement démenti être impliqués, mais l'information reprend un des scénarios possibles du conflit : que les Arméniens tentent de s'emparer des quelques kilomètres les séparant du Haut-Karabakh. En attendant, le président Moutalibov a décrété une mobilisation partielle des Azéris, juste avant d'annoncer l'offensive arménienne.

FLORENCE HARTMANN

CROATIE : l'envoi de « casques bleus »

L'enthousiasme de Belgrade contraste avec les appréhensions de Zagreb

Les représentants des communautés musulmane, serbe et croate de Bosnie-Herzégovine sont parvenus à un compromis, samedi 22 février, sur « l'indivisibilité » de cette République ainsi que sur « l'intangibilité » de ses frontières actuelles. Les musulmans (Slaves islamisés) ont consenti à « une certaine réorganisation » de la Bosnie « sur le principe ethnique », tandis que Serbes et Croates ont accepté de renoncer à son démembrement. Par ailleurs, de nombreux incidents sur le front de Croatie ont été rapportés par la presse croate au lendemain de la décision de dépêcher quatorze mille « casques bleus » dans les zones de conflit.

BELGRADE

de notre correspondant

L'annonce de l'envoi des « casques bleus » en Yougoslavie a été accueillie avec soulagement dans l'ensemble du pays. Toutefois, l'enthousiasme de la Serbie, qui estime remporter « une victoire » en soutenant à la Croatie le contrôle des enclaves serbes - qui bénéficieraient, jusqu'à l'aboutissement du règlement de la crise yougoslave, de la protection de l'ONU - n'est pas partagé par les autorités de Zagreb. Celles-ci se réjouissent du rétablissement de la paix en Croatie, mais craignent de ne pouvoir rétablir leur souveraineté sur les territoires perdus pendant les sept mois de guerre.

Déçu par le rapport du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, selon lequel « l'application de la législation croate

dans les régions soumises à la protection de l'ONU pendant la période transitoire précédant le règlement politique de la crise ne serait pas conforme à l'esprit et au principe du plan de paix », la Croatie reproche à l'organisation internationale d'avoir cédé aux pressions des dirigeants serbes. En dépit de ses réserves, Zagreb ne remet toutefois pas en cause le plan de l'ONU.

A l'inverse, les Serbes expriment leur satisfaction, persuadés que l'arrivée des « casques bleus » consolidera leur souveraineté sur les territoires acquis avec l'aide de l'armée yougoslave. Hostile jusqu'à présent aux modalités du déploiement des « casques bleus », le leader de la Krajina (enclave serbe de Croatie), M. Milan Babic, a donné samedi son soutien aux opérations de paix de l'ONU. M. Babic estime maintenant qu'aux termes de la résolution de l'ONU, « le peuple serbe peut réaliser son droit à l'autodétermination (...) et choisir librement dans quel Etat il souhaite vivre ».

Les responsables serbes en Slavonie, zone de crise de l'est de la Croatie où seront déployés les « casques bleus », se réjouissent, eux aussi, des « garanties supplémentaires » accordées par la résolution de l'ONU : « Désormais, la législation en vigueur actuellement (établie par les autorités autonomistes serbes) est reconnue, et nous espérons que la communauté internationale acceptera l'expression de la volonté politique du peuple serbe », a déclaré le porte-parole de la Slavonie, M. Rade Leskovic.

Sur le même ton, le vice-président du Parlement de Serbie, M. Petrovic, constate que « les revendications de la Serbie ont porté leurs fruits » et affirme que Belgrade reste sur ses positions selon lesquelles « le peuple serbe qui vit sur les territoires des

Républiques qui ont fait sécession ne peut être contraint de quitter la Yougoslavie ».

Par ailleurs, les autorités du Monténégro ont décidé d'organiser, le 1^{er} mars, un référendum sur l'avenir de la République. Les électeurs auront à répondre à la question : « Etes-vous pour que le Monténégro, en tant que République souveraine, demeure en Yougoslavie sur un pied d'égalité avec les autres Républiques ».

qui souhaitent y vivre ? » Le référendum est contesté par l'opposition, qui accuse les dirigeants de manipuler l'électorat.

Lors d'une manifestation, dimanche à Titograd, plusieurs milliers de personnes favorables à l'indépendance de la République ont qualifié la consultation d'« illégitime et antidémocratique » et réclamé la démission du gouvernement.

FLORENCE HARTMANN

RUSSIE : à l'occasion de la « fête des forces armées »

Nouvelle manifestation national-bolchevique à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

Etendards tsaristes et drapeaux rouges, portraits de Lénine et banderoles célébrant « l'Union slave » : les composantes de l'étrange cocktail national-bolchevique concocté depuis quelques semaines à Moscou sont désormais bien connues, et le spectacle offert dimanche 23 février dans les rues de la capitale avait déjà un petit air de routine.

L'occasion, « la fête des forces armées » (le *Monde* daté 23-24 février), était parfaite pour dénoncer le dépeçage de la glorieuse URSS et de ses glorieuses forces armées, pour conspuer les démocrates et autres naufrageurs d'Empire. Une fois de plus, les appels à manifester avaient été lancés par diverses organisations de défense des « travailleurs de Moscou » ou de la « patrie ». On a scandé « Non à Eltsine, oui à l'URSS ! », proclamé qu'un « génocide » était commis contre « la nation », tandis que les témoins de l'opposition conservatrice entonnaient leur refrain habituel : « Les démocrates ont jeté le masque, mais le fascisme ne passera pas ! ».

Les manifestants - une dizaine de milliers - étaient pourtant moins nombreux que quinze jours plus tôt. Alors, leurs rangs avaient été gonflés des mécontents de toute espèce venus exprimer leur révolte devant la hausse vertigineuse des prix, l'écroulement de toutes les valeurs « soviétiques » et le triomphe des affairistes. La coloration politique ouvertement réactionnaire des premiers rassemblements a peut-être fait hésiter cette fois les simples protestataires, à moins qu'ils ne se réservent pour de meilleures occasions : d'autres manifestations sont déjà prévues en mars.

Ceux qui sont venus étaient par contre fort déterminés, et il y eut même quelques heurts lorsque des manifestants tentèrent de forcer les puissants barrages de police qui bloquaient les accès au centre. L'affaire se solda par quelques vigoureux matraquages (dix-sept policiers blessés selon les autorités) et un peu de sang sur la chaussée.

Comme d'habitude, les autorités municipales avaient émis des consignes contradictoires : la mairie avait prévenu que le centre, notam-

ment la place du Manège serait interdit aux manifestants, tandis que le Mossavia (le Parlement de Moscou) répliquait que le maire « n'avait pas compétence pour interdire les meetings » et allait jusqu'à menacer de poursuivre les policiers qui réprimeraient lesdites manifestations.

Sur le terrain, c'est cependant la mairie qui l'a clairement emporté, et personne n'est venu déranger les cérémonies officielles, au pied du Kremlin. M. Boris Eltsine a déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu et a expliqué aux passants que « des signes de stabilisation de la situation apparaissent déjà ». Le président russe était accompagné par le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces de la Communauté, et par le vice-président Routsiof, qui continue à jurer de sa fidélité à M. Eltsine tout en tirant à boulets rouges contre son gouvernement, et à cultiver son image dans la nouvelle opposition : il vient de se prononcer, dans une interview au quotidien berlinois *Bild*, pour la libération des putschistes d'août dernier, toujours dans l'attente de leur procès.

Comme au bon vieux temps, la journée s'est terminée par un feu d'artifice après que la télévision ait consacré une bonne partie de ses programmes à des concerts de variétés en l'honneur des soldats.

JAN KRAUZE

M. Honecker quitte l'ambassade du Chili pour un hôpital de Moscou

L'ancien président est-allemand Erich Honecker a quitté, lundi 24 février en début de matinée, l'ambassade du Chili à Moscou et a été admis à l'hôpital Botkine de la capitale, a-t-on rapporté de sources diplomatiques et médicales. Un porte-parole chilien a déclaré que le gouvernement russe avait, auparavant, donné l'assurance que l'ex-président « continuerait à être considéré comme un invité de l'ambassade » et qu'il pourrait regagner la représentation diplomatique après son hospitalisation. M. Honecker, soixante-neuf ans, s'était réfugié en décembre 1991 à l'ambassade du Chili pour éviter d'être expulsé vers l'Allemagne. M. Honecker serait atteint d'un cancer. - (Reuters, AFP)

GRANDE-BRETAGNE : un supplément du « Sunday Times »

« The French malaise »

LONDRES

de notre correspondant

« Etrillés par les Britanniques en rugby et football, relégués à la septième place aux Jeux olympiques d'hiver sur leur propre territoire, les Français ont été contraints de s'engager dans une douloureuse phase d'introspection à propos de la déconcertante transformation de leur emblème national en un poulet sans tête. » Le commentaire, entre autres amabilités, n'est pas le fait de l'un des journaux populaires britanniques, mais a été publié, dimanche 23 février, par le *Sunday Times Magazine*. Il sert en quelque sorte d'introduction à un supplément en couleur de vingt pages sur le thème « the French malaise ».

Les journalistes du *Sunday Times* passent en revue l'état d'une « nation en crise », relevant en particulier une « immigration massive » qui a donné une crédibilité à l'extrême droite, des scandales financiers qui ont ébranlé les principaux partis politiques et le président de la République, des « fermiers en révolte » et, par-dessus tout, la peur des Français de voir que, sur la scène internationale, leur pays « ne compte plus ». Pour expliquer ce qu'il appelle une « crise de langue », le *Sunday Times* brosse un tableau sans concessions de la « France profonde », dont l'impact est cependant diminué par un usage immodéré de la caricature.

L. Z.

SOFRES

L'état de l'opinion 1992

présenté par

Olivier Duhamel

Jérôme Jaffré

Après Marx, la SOFRES

Régis Debray / Libération

165 F

Editions du Seuil

EUROPE

PORTUGAL : à l'issue du dixième congrès

Un catholique pratiquant devient secrétaire général du PS

Le congrès du Parti socialiste portugais, ouvert vendredi 21 février à Lisbonne, s'est achevé dimanche sans surprise, avec l'élection d'un nouveau secrétaire général, M. Antonio Guterres, qui succède à M. Jorge Sampaio, grand perdant attendu de ces dixièmes assises. Avec 1 122 voix contre 190 à son seul rival, M. Alvaro Beza, chef du courant libéral, M. Guterres, quarante-deux ans, jusqu'alors dirigeant de l'opposition modérée à M. Sampaio, s'est imposé sans conteste comme le nouveau patron d'un parti en proie au doute et au désarroi et mal remis de sa défaite aux élections législatives du 6 octobre dernier.

LISBONNE

de notre correspondante

Paradoxalement seuls à avoir réalisé un gain notable — près de huit points — aux législatives, les socialistes, avec à peine 30 % des suffrages, s'étaient laissés submerger par la vague « orange » du Parti social-démocrate (PSD, droite libérale), conduit à la victoire par le premier ministre, M. Aníbal Cavaco Silva : ils n'avaient pu empêcher de réélire son exploit de 1987 en obtenant du nouveau la majorité absolue au Parlement.

Dans ces conditions, M. Jorge Sampaio, cinquante-deux ans, qui cumule, depuis 1989, les fonctions de secrétaire général du PSP et de maire de Lisbonne, devenait inévitablement le bouc émissaire d'une situation vécue par les socialistes comme un véritable traumatisme.

L'échec de M. Sampaio était déjà inscrit dans les résultats de l'élection, courant janvier, des députés au dixième congrès, qui donnaient à son rival, M. Antonio Guterres, plus de 60 % des mandats. Sachant que les jeux étaient faits, le numéro un du PSP annonçait, début février, qu'il ne solliciterait pas un nouveau mandat. Dès lors, la voie était libre pour son rival. Celui-ci est considéré comme un homme d'avenir, catholique pratiquant, détonne quelque peu dans un parti traditionnellement laïque et dominé par les enseignants.

La question de la succession réglée, le congrès n'avait plus qu'à entériner le sacre de M. Guterres. Le nouveau patron du PSP s'est même payé le luxe de l'emporter dans une autre bataille, celle des statuts, où 65 % des congressistes l'ont suivi. M. Sampaio était partisan de mettre à l'ordre du

jour du congrès une réforme statutaire, qui prévoyait notamment l'élection directe du secrétaire général par les militants, tandis que M. Guterres soutenait l'idée de réserver ce problème à une future convention nationale, appelée à se réunir d'ici à la fin de l'année. C'est son point de vue qui l'a emporté et la réforme est reportée soit à l'été, soit à l'automne prochains.

Battu par K.O., M. Sampaio a été beau joueur. Lors de la proclamation des résultats du vote, il a donné l'accolade à son successeur et expliqué qu'il allait pouvoir désormais se consacrer davantage à sa mairie. M. Guterres s'est employé à user d'un langage offensif pour dynamiser ses troupes et donner un nouvel élan au PSD qui, depuis 1985, a perdu sa position de première formation politique du pays au profit du PSD de M. Cavaco Silva. Il a résolulement situé son action sous le double signe de la réorganisation et du renouveau. Devant les quelques mille huit cents délégués, il a proclamé sa volonté de redonner au Parti socialiste « une culture de journal » et de le situer dans une « opposition plus énergique » au gouvernement.

Elargissement vers le centre

Sur le plan de la stratégie électorale, M. Guterres prône un élargissement vers le centre, pour attirer au PS une partie de l'électorat centriste, qui s'était portée sur le projet social-démocrate, faute d'une solution alternative crédible offerte par les socialistes. Pour témoigner de sa pugnacité, le nouveau secrétaire général a lancé un défi au premier ministre en l'invitant à participer à un débat télévisé sur le thème de la fiscalité, afin de lui prouver que, contrairement aux affirmations du gouvernement, les impôts prévus dans le budget de 1992 se traduiraient par une aggravation de la charge fiscale pour les contribuables portugais.

Outre celle de M. Cavaco Silva, l'ombre du futurateur du PSD, actuel président de la République, M. Mario Soares, a plané aussi sur ce dixième congrès. Les congressistes ont élu au poste de président du parti M. Almeida Santos, un « éléphant » du PSD, qui pose pour l'un des plus proches, sinon le plus proche, du chef de l'Etat. En outre, le nom de M. João Soares est apparu parmi ceux des personnalités qui ont déclaré très tôt leur soutien à la candidature de M. Guterres. Une façon, peut-être, pour le fils du chef de l'Etat, de prendre date et de se préparer à prendre, un jour, le relais du nouveau secrétaire général, considéré, lui aussi, comme « socialiste ».

ALICE ILLICÉ

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : le référendum aura lieu le 17 mars. — La date du référendum, après avoir été reportée à plusieurs reprises, a été finalement fixée au 17 mars, a annoncé, dimanche 23 février, l'agence de presse sud-africaine SABA. — (AFP, Reuters.)

BULGARIE : 30 000 manifestants à Sofia pour l'interdiction de l'ex-Parti communiste. — Quelque 30 000 personnes ont manifesté, samedi 22 février à Sofia, pour réclamer l'interdiction du Parti communiste bulgare (PSB), héritier du Parti communiste. Plusieurs orateurs de l'Union des forces démocratiques (UFD, anticommuniste au pouvoir) ont accusé le PSB de « manipuler les couches sociales faibles et de chercher à désintégrer le pays ». Un député UFD a proposé l'adoption d'une loi « interdisant le parti des ex-communistes ». Le premier ministre de l'UFD, M. Filip Dimitrov, a estimé, pour sa part, que son gouvernement et le Parlement dominés par les anticommunistes « garantissent le retour vers le communisme ». — (AFP, Reuters.)

CUBA : exécution de deux condamnés à mort. — MM. Luis Almeida Perez et René Salmeron Mendoza, condamnés à mort pour l'assassinat de quatre policiers lors d'une tentative de fuite vers la Floride, ont été exécutés, mercredi 20 février, après que le Conseil d'Etat, présidé par M. Fidel Castro, ait refusé de les gracier. Les autorités ont aussi annoncé qu'un exilé cubain, M. Samuel Marcelo Gonzalez, avait été tué et que trois de ses compagnons — domiciliés comme lui à Miami — avaient été arrêtés à la mi-février alors qu'ils tentaient de prendre livraison de 286 kilos de cocaïne, sur une île au large de la province de Ciego-de-Avila.

HONGRIE : le retrait du Parti des petits propriétaires est menacé par le gouvernement. — Plusieurs milliers de membres du Parti des petits propriétaires (FKGP) ont improvisé, samedi 22 février, un « mini-congrès » dans un hangar à Budapest, pour réaffirmer leur volonté de rester au sein du gouvernement et pour condamner la décision du dirigeant de leur parti, M. József Torgyan, de retirer son soutien à la coalition conservatrice au pouvoir. M. Torgyan a exclu de son parti les ministres de l'agriculture et du travail, qui représentaient le FKGP au gouvernement. Mais M. Torgyan ne dispose du soutien de 12 des 43 députés du Parti des petits propriétaires, sans lesquels le gouvernement de M. József Antall dispose toujours d'une majorité parlementaire. — (Correspondant.)

IRLANDE : manifestation contre l'interdiction de l'avortement. — Cinq mille personnes ont défilé à Dublin, samedi 22 février, pour protester contre la décision de la Haute Cour, qui avait confirmé la semaine dernière l'interdiction, pour une adolescente enceinte après un viol, de se faire avorter en Grande-Bretagne (le Monde du 22 février). La Cour suprême devait examiner lundi l'appel de la jeune fille et faire connaître sa décision mercredi. 66 % des Irlandais interrogés dans le cadre d'un sondage du Sunday Independent souhaitent une réforme constitutionnelle afin d'autoriser l'avortement, dans des limites clairement définies. — (AFP, AP, Reuters.)

MALTE : très forte participation aux élections législatives. — Les élections législatives anticipées qui ont eu lieu, samedi 22 février à Malte, ont enregistré un taux de participation de 96,08 % des inscrits, soit deux cent quarante-neuf mille élec-

ÉTATS-UNIS : la campagne électorale

L'environnement, grand vainqueur dans le Maine

WASHINGTON

de notre correspondant

L'étape du Maine, si elle n'est pas d'importance majeure dans la course à l'élection présidentielle de novembre, a cependant mis en relief, ce week-end, une des caractéristiques de la campagne 1992 : l'importance du thème de la défense de l'environnement dans le débat électoral.

Côté républicain, le président George Bush l'emporte sans bataille dans cet Etat où il possède une résidence d'été, à Kennebunkport : son concurrent ultra-conservateur, M. Patrick Buchanan, avait choisi d'ignorer le Maine. En revanche, côté démocrate, si l'ancien gouverneur de la Californie, M. Jerry Brown, talonnait, dimanche soir 23 février, le favori, M. Paul Tsongas, c'est précisément parce que, plus encore que les autres postulants, il mène la bataille sur quelques grandes questions écologiques — danger nucléaire, réchauffement de l'atmosphère et état de la couche

d'ozone, notamment. Dans cet Etat du nord des Etats-Unis extrêmement soucieux de la qualité de son environnement, ce sont des thèmes qui comptent.

Il ne s'agissait pas d'une élection primaire, où les électeurs de chaque parti désignent leur favori pour le duel de novembre ; dans le Maine, seuls les militants de l'une et l'autre formation, réunis en une myriade d'assemblées, les caucuses, sont appelés à se prononcer. Les résultats définitifs ne seront pas connus avant mardi. Sur 90 % des « votes » dépouillés, M. Tsongas, vainqueur de la primaire du New Hampshire, arrivait en tête (avec 30 % des voix), suivi de M. Brown (29 %).

Le New-Hampshire avait servi de banc d'essai. La situation économique y fut le sujet dominant, chez les démocrates comme chez les républicains, mais la question de la défense de l'environnement n'en était pas moins omniprésente dans les réunions électorales. D'un côté comme de l'autre, les candidats avaient à répondre aux

questions extrêmement « pointues » d'électeurs aussi exigeants qu'exigeants. M. Brown, qui a mûri dans un monastère zen, au Japon, sa réflexion sur ces questions, est le candidat démocrate qui a passé le plus de temps à faire campagne dans le Maine. Son bon résultat ne bouleverse pas la physionomie de la course à l'investiture démocrate, toujours dominée par deux hommes, M. Tsongas et M. Bill Clinton, le gouverneur de l'Arkansas.

L'étape suivante devait être, mardi, l'élection primaire du Dakota du Sud, où, là encore, M. Bush n'a pas de concurrent républicain. Le prochain test significatif, celui qui pourrait faire la différence chez les démocrates et qui dira si M. Buchanan continue de sérieusement inquiéter le président, doit avoir lieu le 3 mars avec des primaires dans sept Etats : Colorado, Georgie, Maryland, Minnesota, Idaho, Utah et Etat de Washington.

ALAIN FRACHON

Corruption généralisée, violation flagrante des droits de l'homme dans les pays andins, manque de crédibilité ou de netteté des projets de coopération : autant d'arguments ayant incité le Congrès des Etats-Unis à ne pas desserrer facilement les cordons de la bourse.

« Sur 100 dollars d'aide, dit un diplomate occidental à Lima, un seul est effectivement investi en place. Le reste disparaît en flots de gestion ». Un tiers à peine des crédits prévus en 1990 a été débloqué par le Congrès. Les dirigeants des pays concernés protestent. « La corruption existe aussi en Europe et aux Etats-Unis », dit M. Fujimori. Et il affirme que le Pérou n'a pas touché un seul centime des 100 millions de dollars prévus par l'accord bilatéral antidrogue signé en mai 1991 avec les Etats-Unis. « Le Pérou, dit-il, doit lutter avec les mêmes ressources d'un pays pauvre pour ne pas être entraîné dans cette guerre ». L'ambassadeur américain Quynon, par ailleurs appelé à Lima le « vice-roi » du Pérou, rétorque que « 20 millions de dollars sont à disposition à New York et que 40 autres millions sont destinés à l'aide militaire et à des projets spécifiques dans le Huallaga ».

La Colombie a reçu, en 1991, 47 millions de dollars d'aide pour la lutte antidrogue. De bonne source on affirme que ces crédits ont été surtout utilisés pour la guerre antiterroriste. « C'est la même chose », dit-on au Pentagone, où l'on fait valoir qu'en Colombie les guérillas contrôlent ou protègent le trafic de drogue. Même chose au Pérou où le Sentier lumineux et le MRTA sont concurrents dans le Huallaga et rançonnent les narcos pour financer leur budget de guerre.

Ambiguïté : le trafic, pour les pays les plus pauvres de la région, est un ballon d'oxygène dont peu de gouvernements envisagent vraiment de se passer. En Colombie, 1 milliard de narcodollars sont rentrés au pays en 1991, provoquant un boom de la construction de la Bourse de Bogotá. Un milliard de dollars aussi ont été injectés dans l'économie péruvienne. La Banque centrale de Lima « achète » les dollars du Huallaga où une épidémie de « champignons » affectant 15 % des plantations de coca a fait plus de tort cette année aux trafiquants que la police.

MARCEL NIEDERGANG

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

SALVADOR

Les obsèques de Roberto d'Aubuisson ont confirmé le climat de réconciliation nationale

SAN SALVADOR

de notre envoyé spécial

Des milliers de Salvadoriens ont assisté, samedi 22 février, aux funérailles de Roberto d'Aubuisson, le plus controversé des dirigeants politiques locaux, mort deux jours plus tôt des suites d'un cancer de la gorge à l'âge de quarante-huit ans.

Pour les Salvadoriens, qui sont à peine d'une guerre civile de douze ans, ce fut l'occasion de mesurer la solidité des accords de paix signés le 16 janvier entre le gouvernement et la guérilla. Les adversaires de l'ancien commandant des services de renseignement militaires, passé à la politique en 1980 pour « sauver la patrie de la menace communiste », ont fait preuve d'une grande retenue au cours de la cérémonie organisée à l'Assemblée législative, en présence des quatre-vingt-quatre députés et du président de la République, M. Alfredo Cristiani. Face aux partisans du « mayor » d'Aubuisson qui scandaient leurs slogans traditionnels — « Ohi à la patrie ! Non au communisme ! » — les députés de gauche et le seul communiste sont restés impassibles.

Au nom de la réconciliation nationale, les partis d'opposition se sont joints aux condoléances publiées dans la presse locale par les nombreuses organisations liées à l'Alliance républicaine nationale (ARENA), le parti au pouvoir, fondé en 1981 par Roberto d'Aubuisson. Le groupe parlementaire de la Convergence démocratique (gauche), qui qualifiait encore récemment le « mayor » d'assassin, évoca désormais la « patrie irréparable » provoquée par la disparition du député de l'ARENA.

Le principal dirigeant de la guérilla, le « commandant » Joaquín Villalobos, a appelé lui aussi un ton très modéré. Après avoir présenté ses condoléances à la famille, il s'est refusé à faire des commentaires sur la responsabilité de Roberto d'Aubuisson dans les crimes des escadrons de la mort, se bornant à dire : « L'histoire le jugera ».

BERTRAND DE LA GRANGE

HAÏTI

Signature d'un accord en vue du rétablissement de la démocratie

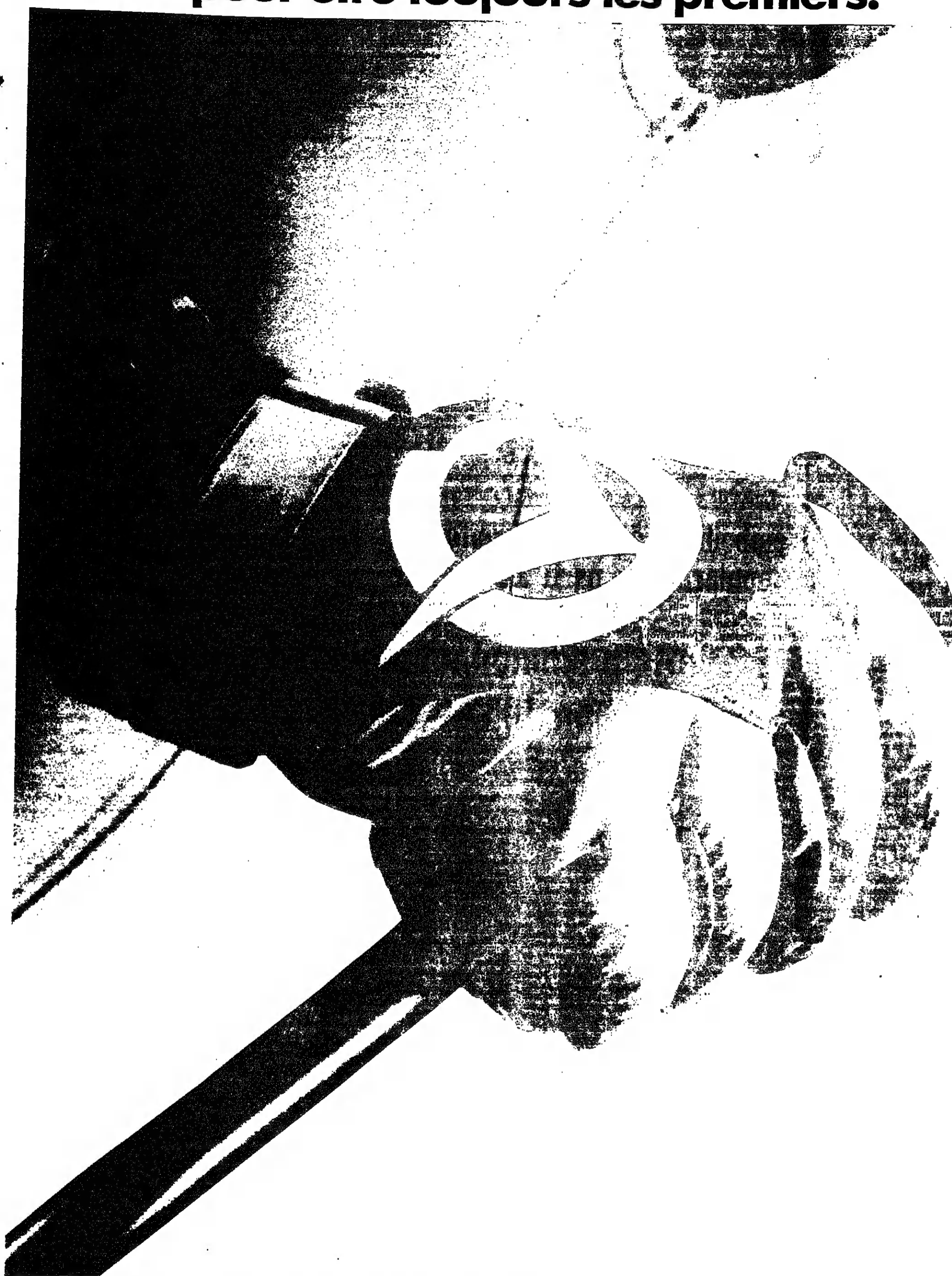
A l'issue de deux jours de discussions sous l'égide de l'Organisation des Etats américains (OEA) à Washington, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide — renversé par un putsch du général Raoul Cédras le 30 septembre dernier — et les représentants du Parlement de son pays ont signé, dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 février, un accord en vue du rétablissement de la démocratie à Port-au-Prince.

L'accord prévoit la formation d'un nouveau gouvernement provisoire, dirigé par le député communiste René Théodore, ainsi que l'acceptation par le président Aristide de l'autorité du général Cédras, dont la nomination à la tête des forces armées haïtiennes avait été contrainte par les parlementaires de son pays après le coup d'Etat. En échange, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale haïtienne, MM. Dejean Belizaire et Alexandre Medard, ont accepté de « rétablir Jean-Bertrand Aristide à son poste de président constitutionnellement élu (...) dans un délai raisonnable ». L'accord ne fixant aucune date précise pour ce retour, Le Père Aristide, qui avait exclu de revenir à Port-au-Prince tant que les principaux auteurs du coup d'Etat n'auraient pas démissionné, accepte ainsi de fait une « amnistie générale ».

Le médiateur de l'OEA, M. Augusto Ramirez Ocampo, a précisé que, dès que l'accord sera ratifié par le Parlement haïtien et que le nouveau premier ministre René Théodore sera à la tête du gouvernement, l'OEA lèvera l'embargo commercial qu'elle avait décrété le 8 octobre dernier pour obtenir le retour du président déchu. — (AFP, Reuters.)

مكتبة جامعة القاهرة

**Il n'y a pas que les sportifs
qui se battent contre les secondes
pour être toujours les premiers.**



MONDIAL ASSISTANCE

ASSISTEUR OFFICIEL DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER



Young & Rubicam 82

EUROCOM-RESISTANCE

AFRIQUE

ALGÉRIE : le remaniement gouvernemental

Les principaux ministres demeurent en fonction

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE), M. Mohamed Boudiaf, a approuvé, samedi 22 février, le remaniement gouvernemental proposé par le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali. Outre ce dernier, qui conserve ses responsabilités conjointes de chef du gouvernement et de ministre de l'économie, la nouvelle équipe est composée de vingt-sept membres, soit un de moins que dans le gouvernement précédent. Les principaux ministres demeurent en fonction.

ALGER

de notre correspondant

« Un pas très modeste », a commenté, dimanche, M. Abdelhamid Mehri, secrétaire général d'un Front de libération nationale (FLN), entré désormais résolument dans l'opposition. Avec une pointe d'impertinence, *Ech Chaab*, quotidien en langue arabe du FLN, a, sobriement, renchérit : « Ghazali remplace Ghazali à la tête du gouvernement. »

Il est vrai que le changement ne saute pas aux yeux. Sur les vingt-huit ministres et secrétaires d'Etat que compte le nouveau gouvernement, dix-sept appartenaient à l'équipe précédente.

On remarquera simplement que les principaux postes politiques restent occupés par leurs précédents titulaires. C'est, notamment, le cas

des ministres de la défense (le général Khaled Nezzar), des affaires étrangères (M. Lakhdar Brahimi), de la culture et de la communication (M. Aboubakar Belkaid), de l'énergie (M. Nordine Alt-Lacousine) et de l'intérieur (M. Larbi Belkheir). Tous appartiennent à ce que l'on pourrait appeler la « garde rapprochée » de M. Ghazali, qu'ils ont fidèlement secondé lors de la mise à l'écart de l'ancien président Chadli.

De ce point de vue, le cas de M. Belkheir mérite une mention particulière. Longtemps secrétaire général de la présidence, le ministre de l'intérieur s'est, en décembre, après les résultats du premier tour des élections législatives, résolument rangé aux côtés de ceux qui ont poussé le président Chadli vers la sortie.

Trois nominations inattendues

Ce revirement explique vraisemblablement le maintien à son poste de celui qui, mieux que quiconque, symbolisait l'ancien régime. Sa présence risque de constituer un handicap politique pour un premier ministre qui affiche son souci du changement, même si M. Ghazali peut légitimement arguer que son ministre de l'intérieur, qui a la délicate responsabilité du maintien de l'ordre, n'a pas, à ses yeux, démenti.

Le nouveau gouvernement, qui ne compte plus dans ses structures de ministères des droits de l'homme (remplacé par un Observatoire

placé sous l'autorité du HCE), n'est cependant pas la simple réplique du précédent. Trois des six nouveaux ministres sont même totalement inattendus. C'est le cas de M. Hachemi Naft-Djoudi, jusqu'à l'année dernière secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Alt-Ahmed. En désaccord avec ce dernier, M. Naft-Djoudi avait été écarté de ses responsabilités. Toujours membre du FFS et de son conseil national, il prend aujourd'hui la responsabilité des transports et des communications, initiative qui devrait susciter une vive réaction de la part de M. Alt-Ahmed fort critique à l'égard de M. Ghazali.

De même, le portefeuille de la formation professionnelle et de l'emploi échoit à M. Saïd Guechi, membre fondateur du Front islamique du salut (FIS) et ancien membre de sa direction. Très critique à l'égard de la ligne suivie par MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, M. Guechi avait appelé à l'arrêt de la grève générale lancée par son parti en mai (le *Monde* du 31 mai 1991), mouvement dont les dérapages devaient conduire au remplacement de M. Hamrouche par M. Ghazali, en même temps qu'à l'instauration de l'état de siège pour une durée de quatre mois.

La nomination au rang de ministre de M. Guechi, qui s'était, depuis, discrètement écarté de son parti, est réputée exprimer l'ouverture du pouvoir à une sensibilité islamiste plus réaliste que celle de l'actuelle direction du FIS. Il en va

de même de la promotion de M. Sassi Lamouri, nouveau ministre des affaires religieuses et membre influent d'une association qui a donné nombre de ses cadres au FIS. Il est néanmoins douteux qu'au moment où militants et dirigeants intégristes sont emprisonnés par milliers, leurs camarades violent dans ces nominations autre chose qu'une manœuvre.

Enfin, cinq secrétaires d'Etat font leur entrée au gouvernement. Bardés de prestigieuses diplômes universitaires, n'ayant jamais exercé de responsabilités politiques, ils apportent leurs compétences techniques aux domaines qui comptent parmi les axes prioritaires du prochain programme de relance économique. C'est sans doute l'aspect le plus neuf d'un remaniement, dont le manque d'audace risque de provoquer bien des déceptions.

GEORGES MARION

Les récents affrontements auraient fait 150 morts, selon le Front islamique du salut. Selon le bulletin *Minbar el Djoumouad*, publié, vendredi 21 février, à Alger, par le bureau exécutif du Front islamique du salut (FIS), le bilan des récents affrontements entre manifestants islamistes et forces de l'ordre serait de 150 morts, 700 blessés et 30 000 arrestations. La date à laquelle a été arrêté ce bilan n'est pas précisée. — (AFP.)

TANZANIE : alors que le régime s'ouvre au pluralisme

L'embellie économique renforce la popularité du parti au pouvoir

Le parti au pouvoir, le Chama Cha Mapinduzi (CCM), réuni en congrès à Dar-Es-Salaam, a donné son feu vert, mercredi 19 février, au pluralisme politique. La fin annoncée du monopartisme ne devrait pas, cependant, entamer la popularité du CCM, souvent considéré comme le garant de l'unité nationale et le principal artisan de la libéralisation économique.

DAR-ES-SALAAM

de notre envoyé spécial

« Peut-être fallait-il en payer par là », lâche cet homme d'affaires tanzanien. Selon lui, si la politique de l'ex-président Julius Nyerere a été un « échec » sur le plan économique, elle a eu le mérite de créer dans le pays une stabilité et une unité nationale plutôt rares en Afrique. « Nous pouvons maintenant entamer notre renaissance économique sur des bases solides », poursuit le commerçant. Lui-même a décidé de se lancer dans la vente d'ordinateurs aux entreprises de Dar-Es-Salaam.

Au lendemain du congrès du Chama Cha Mapinduzi, le parti au pouvoir, qui s'est prononcé, mercredi 19 février, pour la fin de son monopole politique, les discussions dans la capitale tournent autour des espoirs suscités par la libéralisation économique, lancée en 1986 par l'actuel président

Hassan Mwinyi. Oubliées les années noires du début de la décennie passée, quand, d'un bout à l'autre du pays, les étalages restaient désertiquement vides. Dans les quartiers populaires, les gens ne sont pas mécontents de voir les échoppes convenablement approvisionnées, confirme le Père Joseph Portier — un Français — de la paroisse de Manzesé, même s'ils n'ont pas les moyens de tout acheter.

Les effets du libéralisme ont évidemment leurs revers, qu'il s'agisse de la crise de l'industrie textile, lourdement taxée et concurrencée par des importations sauvages de confection bon marché ou bien du prix des aliments de base, comme l'usali (farine de maïs), qui a augmenté de 45 % en un an, selon un travailleur social expatrié.

Une opposition divisée

Mais le « système D » semble aujourd'hui encouragé par le gouvernement, qui reconnaît officiellement que les 7 000 shillings mensuels d'un petit fonctionnaire ne permettent pas de subvenir plus de quatre à cinq jours aux besoins d'une famille. D'après une étude des Pères blancs de Dar-Es-Salaam, il faut aujourd'hui un minimum de 50 000 shillings par mois pour nourrir une famille de quatre enfants.

Dans les campagnes, en revanche, la vente libre des pro-

duits agricoles a profité aux paysans, chez qui on remarque beaucoup plus de « torches électriques, de toits en tôle, de bicyclettes ou de paires de chaussures ».

Cette embellie économique bénéficie au CCM. Le parti au pouvoir, qui a su s'orienter vers le multipartisme, conserve une popularité certaine. Celle-ci vient, en partie, du fait qu'il est perçu d'abord comme le garant de la stabilité nationale. En revanche, l'opposition, divisée et parfois discréditée aux yeux de l'opinion, reste confinée dans les grandes villes et a du mal à s'imposer.

Dans les locaux exigus du cabinet d'avocat de son président par intérim, M. Mbarere Marando, les responsables de la Convention nationale pour la construction et la réforme (créée le 15 février) s'élèvent contre l'abolition de la gratuité des études, récemment décrétée par le gouvernement.

Mais le programme économique de la CNCR met également en avant le passage au libéralisme, insistant sur la privatisation totale du secteur économique, y compris celle des industries « so-disant stratégiques ». La CNCR demande l'industrialisation du commerce et de l'industrie tanzaniens, un thème toujours porteur en Afrique de l'Est où les « Asiatiques », ces commerçants d'origine indienne, n'ont pas bonne réputation.

Le secrétaire général du mouvement, M. Prince Mahinja-Bajenda, tient aussi à marquer sa différence à propos de Zanzibar, « qui est une nation, au même titre que l'ancien Tanganyika ». Le gouvernement souhaiterait, pour sa part, réduire le statut des îles à celui d'une simple région. Selon des diplomates en poste à Dar-Es-Salaam, la CNCR serait en contact avec l'opposition zanzibari, et notamment avec le groupe Kamahuru de M. Seif Sharif Hamad, qui réclame une révision de l'Acte d'union de 1964. Une action commune des deux mouvements leur permettrait, sans doute, de contourner l'interdiction qui frappe les partis régionalistes.

JEAN HÉLÈNE

Incarnation de deux opposants. Deux dirigeants de l'opposition, M. Julius Misela et le révérend Tim Kisilia Mtilila, ont été interpellés, mercredi 19 février, à Dar-Es-Salaam, alors qu'ils distribuaient des tracts hostiles au régime. Selon la radio nationale, les deux hommes, inculpés d'actes séditieux, devraient comparaître devant un tribunal, à une date qui n'a pas été précisée. — (AFP.)

ASIE

CORÉE : signature de l'accord de réconciliation

Un premier pas vers la coexistence entre le Nord et le Sud

TOKYO

de notre correspondant

Au cours de leur sixième rencontre à Pyongyang, à la fin de la semaine dernière, les premiers ministres des deux Corées ont échangé les instruments de l'accord de réconciliation et de dénucléarisation de la péninsule du 13 décembre dernier. Cet accord constitue un premier pas vers la coexistence de deux pays se trouvant dans une situation de confrontation armée depuis l'armistice de 1953 qui mit fin à une guerre meurtrière. Les deux délégations ne sont cependant pas parvenues à fixer un calendrier pour l'inspection des sites nucléaires nord-coréens par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Suscitant des réactions négatives à Séoul, où le président Roh Tae-woo a déclaré, samedi 22 février, que la Corée du Sud pourrait faire appel aux Nations unies si Pyongyang s'obstine à différer l'inspection de ses sites nucléaires, les autorités nord-coréennes se sont contentées de faire savoir qu'elles se soumettraient à une inspection si l'Assemblée nationale suprême, qui se réunira en avril, donne un

avis favorable. Recevant le premier ministre sud-coréen, le président Kim Il-sung avait déclaré que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ne possédait aucune arme nucléaire.

Au cours des entretiens intercoréens, qui se sont déroulés du 18 au 20 février, la délégation du Nord avait à nouveau soulevé la question de la « menace nucléaire » que représenterait le Japon, et demandé que les deux Corées unissent leurs efforts pour obliger Tokyo à verser des indemnités pour les jeunes Coréens contraints par l'armée japonaise à se prostituer au cours de la seconde guerre mondiale. Exigences interprétées par Séoul comme des manœuvres dilatoires.

Bien qu'estimant qu'un progrès réel en matière de relations avec le Nord est subordonné au règlement de la question nucléaire, Séoul a néanmoins donné, samedi, son feu vert au premier investissement sud-coréen en RPDC. A la suite de la visite de son président à Pyongyang, le groupe Daewoo va investir de 10 à 20 millions de dollars dans la production de vêtements et d'ustensiles de cuisine à Nampo, port de la côte ouest.

Ph. P.

AFGHANISTAN

Accord sur une formule de règlement politique

M. Benon Sevan, représentant du secrétaire général des Nations unies, a annoncé, dimanche 22 février, la mise sur pied d'une formule de règlement politique en Afghanistan, nous indique notre correspondant à Islamabad. Ce succès a été acquis au terme d'un mois de négociations avec toutes les parties impliquées dans le conflit : gouvernement de Kaboul, moudjahidins, Pakistan, Iran et Arabie saoudite. Selon M. Sevan, une assemblée (Jilga) de cent cinquante membres — d'où seront exclues toutes les personnalités de premier plan de Kaboul, Peshawar ou Téhéran, dont le dirigeant afghan Najibullah — sera réunie durant la deuxième quinzaine d'avril à Genève ou à Vienne.

Elle devra mettre sur pied une « commission de travail », installée avant le 1^{er} juillet, si possible à Kaboul, cette instance devra préparer des « recommandations » en vue du transfert total du pouvoir, avant la fin de l'été, à un gouvernement intérimaire chargé d'organiser des élections libres dans un délai d'un an. Quoique très complexe, la formule de M. Sevan a le mérite d'être appuyée par toutes les capitales qui ont été partie prenante dans le conflit, y compris, implicitement, Moscou et Washington.

BIRMANIE : Un aventurier français tué dans les maquis karens. — Un aventurier français, âgé d'une trentaine d'années, a été tué au début du mois de février alors qu'il combattait dans les rangs des insurgés karens en lutte contre le gouvernement de Rangoun. Des officiers karens ont indiqué à l'AFP qu'il avait trouvé la mort au cours d'une escarmouche près de Manerplaw, à la frontière thaïlandaise, quartier général de la guérilla karen et siège d'un « gouvernement de la jungle » formé par des opposants à la junte birmane. Trois Français sont déjà morts ces dernières années aux côtés des Karens. — (AFP.)

CHINE : Pékin se félicite de la levée de sanctions commerciales américaines. — L'agence Chine Nouvelle a salué, samedi 22 février, comme « un pas positif » vers l'amélioration des relations bilatérales, la décision des Etats-Unis de lever des sanctions commerciales contre la Chine. Le département d'Etat avait annoncé, le 21 février, la levée de l'interdiction d'exportation de produits de haute technologie (ordinateurs, missiles, satellites...) après avoir reçu l'engagement de Pékin d'agir en accord avec le régime de contrôle de technologie des missiles (MTCR), un accord international signé en 1987, limitant les exportations de missiles. — (AFP, Reuters.)

DIPLOMATIE

Les suites de l'affaire Habache

M. François Scheer : « Je ne critique personne »

M. François Scheer, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, qui a dû quitter cette fonction le 30 janvier, à la suite de l'hospitalisation de George Habache à Paris, a récusé dimanche 23 février l'interprétation, faite la veille dans la presse, du message d'adieu qu'il avait adressé à ses collaborateurs. Dans ce message, en principe à usage interne, il déclarait notamment partir « avec le sentiment de ne pas avoir, en dépit de quelques apparences, failli » à sa mission.

« C'est beaucoup solliciter les mois que de me faire dire que je critique mon ministre. Je ne fais d'ailleurs aucune critique, à l'égard de personne », a affirmé dimanche M. Scheer au *Journal du dimanche*. « Tous les détails (à propos de sa démission) se trouvent dans la lettre de démission que j'ai adressée à Roland Dumas. Le contenu de cette lettre reste entre mon ministre et moi (...). J'ai démissionné en toute connaissance de cause. Je ne tiens pas à commenter cette décision », a-t-il encore déclaré au *Figaro*.

Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a de son côté souligné dimanche que le « message d'au-revoir et de remerciements » adressé par M. Scheer à ses collaborateurs correspondait à « une pratique constante » lorsqu'un secrétaire général quitte ses fonctions. Dans le contexte qui a entouré le départ de M. Scheer, a-t-il ajouté, « il était naturel que ce message soit plus chargé d'émotion ».

La fermeté de M. Baker

Suite de la première page

Faute de pouvoir obtenir des concessions israéliennes, les Palestiniens cherchent vraisemblablement à impliquer davantage les Américains dans le processus des négociations. C'est le sens de l'entrevue que M. Ceylan Hussein, qui dirige de loin les négociateurs palestiniens, a eu vendredi avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker. Ce dernier est surtout préoccupé par le dossier des garanties de crédit de 10 milliards de dollars demandées par Israël pour financer l'absorption des immigrants juifs soviétiques. Les efforts déployés jusqu'ici par Jérusalem en vue d'ébranler la fermeté de M. Baker sur ce point n'ont pas abouti : le secrétaire d'Etat insiste pour « l'arrêt de la colonisation des territoires occupés », s'il veut obtenir la garantie du Trésor américain.

M. Shamir semble, lui, rechercher un compromis qui lui permette de sauver la face en obtenant cette aide financière sans s'engager à geler la colonisation. M. Baker déposera devant les commissions du Congrès concernées lundi et mardi.

Un vigile israélien tué par un Palestinien en Cisjordanie. — Un vigile israélien armé d'un pistolet-mitrailleur Uzi, qui assurait la sécurité d'un camion citernier, a été tué par balles par un Palestinien masqué, lundi 24 février à Jérine en Cisjordanie. Le conducteur du camion a été blessé. Le meurtrier a pris la fuite en s'emparant de l'Uzi.

COTE-D'IVOIRE : les suites de la manifestation du 18 février

Les dirigeants de l'opposition vont être jugés

ABIDJAN

correspondance

Plus de trois cents personnes sont appelées à comparaître, cette semaine, devant le tribunal des flagrants délits d'Abidjan. Parmi elles, MM. Laurent Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) et René Dégny-Séguin, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, accusés d'être responsables, en tant qu'organisateur, des dégâts commis lors de la manifestation du mardi 18 février.

Le FPI a invité ses militants à soutenir leur secrétaire général, « de façon passive et pacifique ». Le « numéro 2 » du FPI, M. Abou Brahamane Sangaré, qui recevait la presse au siège du parti (où toutes les serrures ont été arrachées, à la suite d'une perquisition), a souligné que son mouvement continuerait sa lutte « avec les moyens légaux dont il dispose ». Le FPI s'apprête à engager une bataille juridique, en contestant la validité de l'ordonnance « anti-casseurs », signée le 17 février, à Paris, par le chef de l'Etat.

Les avocats de la défense fourbissent aussi leurs armes pour rejeter le « flagrant délit », aux termes duquel M. Gbagbo est poursuivi. Selon eux, « il n'est pas établi » que le dirigeant du FPI ait été arrêté, sur le lieu même de la manifestation, mais dans un immeuble, à quelques centaines de mètres des premiers heurts.

Par ailleurs, le FPI a lancé une campagne de presse pour démontrer que les « casses » de mardi ont été commises par des « provocateurs ». Une accusation rejetée par le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, M. Auguste Miremont : « Les Ivoiriens, dont bon nombre ont vu leurs biens brûlés ou saccagés, ne se laisseront pas tromper », écrit-il, à la une du journal progouvernemental *Fraternité Matin*.

JEAN-KARIM FALL

(Publicité)

les meilleurs escargots de Paris

Ce sont les chroniqueurs gastronomiques qui disent qu'on les trouve à LA MAISON DE L'ESCARGOT. Ayez-en toujours d'avance. Sauf le lundi, de 8 h 30 à 20 heures et le dimanche de 9 heures à 13 heures. 79, rue Fondary (15^e). M^{me} Emilia-Zola, bus 80. Tél. : 45.75.31.09.

ESPACE EUROPEEN

L'« euroscepticisme » gagne l'Autriche

Neutralité, rentes de situation diverses, trafic routier, mythe de la Mitteleuropa : les adversaires de l'adhésion à la CEE ne manquent pas d'arguments

VIENNE

de notre correspondante

L'ADHESION de l'Autriche à la CEE ne se décide pas à Bruxelles ni à Vienne, mais dans les bistros de campagne, dans les débats politiques des cafés du commerce. Herbert Krejci, secrétaire général de l'Union des industriels, ne cache pas son inquiétude sur le résultat de la consultation populaire dont dépendra l'avenir européen ou isolationniste de l'Autriche. Ce référendum aura probablement lieu en 1994.

D'ici là une agence de publicité a été chargée par le gouvernement de gagner le cœur des Autrichiens à la cause européenne par une campagne d'information placée sous la devise : « Nous sommes l'Europe ». La conception « émotionnelle » de cette campagne, selon son auteur, Mariusz Demner, tient compte du recul dramatique de l'enthousiasme proeuropéen et de la montée continue des contestataires en Autriche. Elle s'adresse au premier chef aux indécis. Selon les derniers sondages, près de la moitié des Autrichiens seraient hostiles à l'adhésion à la CEE. Chez les jeunes de quatorze à vingt-quatre ans, les « europhiles » sont majoritaires (54 % contre 38 %).

A l'issue d'un débat national de plus de deux ans, l'Autriche avait fait acte de candidature en juillet 1989 sur la base d'un compromis entre sociaux-démocrates — réticents à l'origine — et conservateurs — dont l'engagement pro-européen était soutenu par l'ardent désir de l'industrie de profiter des avantages du grand marché. Depuis, le large

consensus politique entre sociaux-démocrates, conservateurs, syndicats et patrons, s'est quelque peu effrité. Des divergences existent au sein de la coalition gouvernementale entre sociaux-démocrates et conservateurs sur la compatibilité entre la neutralité et la participation à l'union politique européenne. L'éventualité d'une politique de sécurité commune a semé le doute chez les Autrichiens, très attachés à la sacro-sainte neutralité.

Dans l'opinion, l'image de la CEE a été ternie par les atermoiements des Douze dans la crise yougoslave. C'est une des nombreuses incohérences de l'attitude des Autrichiens vis-à-vis de l'Europe unie, car les mêmes qui réclamaient haut et fort l'intervention de Bruxelles en Yougoslavie, le cas échéant par des moyens militaires, rejettent souvent tout aussi catégoriquement l'adhésion de leur pays à une communauté qui cherche à se doter d'une politique extérieure et militaire commune.

« Un asile de retraités »

Les réactions de repli sont encouragées par les Verts, farouchement hostiles à la CEE qui symbolise pour eux « l'Europe des marchands » ou pire encore les « tendances néocolonialistes à l'égard de l'Europe de l'Est ». Ils jouent des peurs irrationnelles d'une population peu informée des conséquences de l'adhésion mais totalement ignorante de celles de l'isolement. La voie du splendide isolement est d'autant plus irréaliste que les pays voisins de l'Europe centrale — Hongrie, Tchécoslovaquie, Slovaquie —

souhaitent, eux, s'intégrer le plus vite possible à la CEE.

Les partisans de l'Europe refusent d'envisager un « non » au référendum en l'absence de toute solution de rechange, ce qui consolide paradoxalement le front du refus. Le vent de fronde antieuropéen souffle notamment dans les Länder, qui risquent de voir leurs compétences sensiblement réduites. Sans parler des craintes que provoque le spectre d'une vente massive de terrains à des étrangers — des Allemands cossus, notamment — dans les régions touristiques des Alpes et des lacs, faisant de l'Autriche un « immense asile pour retraités européens ». Plus réelles sont les préoccupations des paysans de montagne qui craignent, encore plus que leurs confrères dans les plaines fertiles à l'est, une réduction des subventions agricoles à la suite d'une adhésion à la CEE.

Pour les écologistes, le danger d'un trafic routier incontrôlable est imminent. Pour eux, l'accord de transit signé entre la CEE et l'Autriche visant à limiter les effets du passage des poids lourds n'est qu'un « chiffon de papier ». A cela s'ajoutent les inquiétudes des secteurs protégés, particulièrement nombreux et importants en Autriche (assurances, banques, monopoles de tabac, etc.), qui craignent la restructuration imposée par la concurrence européenne.

Le camp des antieuropéens regroupe également les nostalgiques d'une Mitteleuropa où l'Autriche devrait jouer un rôle digne de ses traditions historiques. L'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie, qui reçoivent une aide massive de Vienne, la présence des entre-

prises autrichiennes en Hongrie, etc., ont fait resurgir les idées d'une époque révolue. L'Autriche peut après l'Allemagne rester le principal partenaire commercial de l'Europe centrale, faisant en même temps contrepoids à la toute-puissance allemande. Elle réalise d'ores et déjà 17 % des exportations globales des pays de l'OCDE vers la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Ces ambitions risquent d'être remises en cause par l'adhésion à la CEE.

La question la plus délicate est cependant celle de la neutralité ou plutôt du mythe qui l'entoure. Les dirigeants de toutes tendances savent que la neutralité conçue pour maintenir l'Autriche à l'écart des blocs militaires antagonistes perd son sens si l'Europe opte pour une forme de sécurité collective. Mais ils savent également que la majorité des Autrichiens s'identifie avec ce statut qui a permis au pays de vivre paisiblement entre les blocs au temps de la guerre froide, de devenir économiquement prospère et politiquement reconnu, dans son rôle de pont entre l'Est et l'Ouest.

Pour sortir de ce dilemme, Alois Mock, ministre des affaires étrangères, et ses amis du Parti conservateur réduisent de plus en plus souvent la neutralité à son contenu juridique (interdiction d'appartenir à des alliances militaires et de laisser stationner des troupes étrangères sur le territoire autrichien) et mettent l'accent sur la nécessité de la « solidarité internationale ». Cette solidarité a été pratiquée par Vienne, notamment pendant la guerre du Golfe, et le sera de nouveau par le soutien logistique annoncé des opérations des « cas-

ques bleus » de l'ONU en Yougoslavie.

Le chancelier Franz Vranitzky et avec lui la presque totalité des dirigeants socialistes, sachant la clientèle du Parti socialiste beaucoup plus sensible au thème de la neutralité, continuent à contester toutes les tentatives d'une « nouvelle interprétation » de ce statut. Les professeurs de droit international s'en donnent à cœur joie. Karl Zemanek, titulaire de la chaire de droit international à l'université de Vienne, estime, par exemple, que « la neutralité ne perd pas seulement ses fonctions comme stratégie de sécurité en Europe, mais risque de devenir une stratégie politique dangereuse, menant directement à l'isolement ».

Des avantages économiques

L'« euroscepticisme » n'a cependant aucune base économique : 75 % des marchandises et 85 % des services sont exportés vers les pays du futur espace économique européen (EEE) constitué entre les Douze de la CEE et les Sept de l'Association européenne de libre échange (AELE). « L'EEE est un camp d'entraînement pour convaincre les adversaires de l'adhésion à la CEE » des avantages de l'abandon d'une grande partie des entraves techniques et administratives à la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes, estime Herbert Krejci. Mais il n'y voit qu'un « arrangement transitoire » sur la voie de l'adhésion pleine et entière.

Selon les experts économiques, la participation à l'EEE entraînera

une croissance supplémentaire de l'économie de 2 points (sur six ans) et une baisse du niveau des prix de 3,5 points. L'EEE obligera l'Autriche à accepter environ 60 % de l'acquis communautaire et à modifier une grande partie de sa législation. Comme membre à part entière, l'Autriche pourra compter, selon les analyses des experts, sur une croissance réelle du PNB de 3,5 % en six ans, un accroissement des offres d'emplois de 1,5 % avec la création de 50 000 emplois nouveaux, une hausse de la productivité de 4,5 % et du pouvoir d'achat de 5,5 %.

WALTRAUD BARYLI

L'AUTRE JOURNAL

HUGO : le programme qui va dévoiler les secrets de la vie

250 laboratoires ont commencé dans le monde entier à recenser les gènes de l'homme. Le plus important projet scientifique lancé depuis la conquête de la Lune soulève autant d'enthousiasme que d'inquiétude. Entretien avec le professeur Daniel Cohen.

Trafics d'enfants en RFA

Un enfant du tiers-monde pour 12 000 DM...

Les bijoutiers de Saint-Amand

Ils ont de 14 à 25 ans. Ils rêvent de devenir bijoutiers. Ils ont créé le meilleur journal lycéen de France...

Qui sauvera Sumer ?

Les plus importants sites archéologiques sumériens, berceaux de l'écriture, sont inaccessibles et menacés en Irak. Entretien avec Jean-Pierre Faye.

Tom Jobim

Il a inventé la bossa-nova. Le plus grand compositeur brésilien a été élu roi par le carnaval de Rio.

... et des chroniques, des contes, l'horoscope, un inédit...

L'Autre Journal, si c'est un roman, c'est le nôtre.

L'Autre Journal n° 22. Mars 1992. 35 F

Albert Reynolds, un homme d'affaires à la tête de l'Irlande

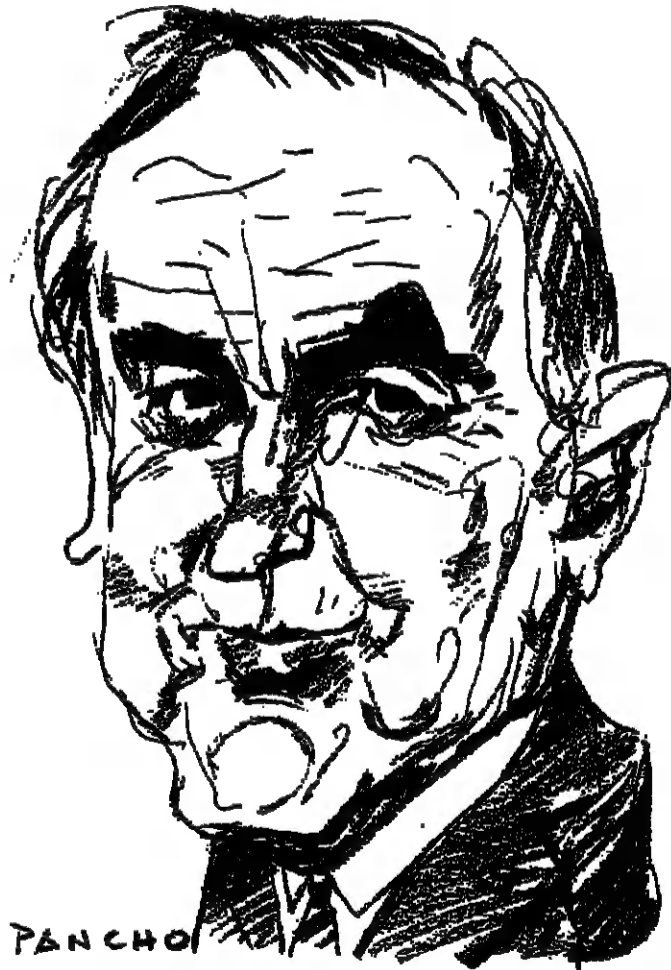
DUBLIN

de notre correspondant

Quand, il y a dix ans, Albert Reynolds a participé à une émission de variétés télévisées, en costume de cow-boy, pour chanter une chanson populaire vieille d'une trentaine d'années, personne — surtout dans les milieux cultivés de Dublin — n'aurait imaginé qu'il aspirerait un jour aux fonctions de chef du gouvernement et en tout cas qu'il avait un profil de premier ministre. Mais Albert Reynolds refusait rarement de participer à des émissions de radio et de télévision ou de s'entretenir avec des journalistes. Toujours disponible, toujours de bonne humeur — ce qui contrastait vivement avec le style tranchant de son chef de parti et prédécesseur à la tête du gouvernement, Charles Haughey, — il était prêt à donner son opinion de ministre, que ce soit sur l'économie, sur un problème politique ou sur la vie en général.

Refusant obstinément de boire de l'alcool — chose rare chez les hommes politiques irlandais — il n'en restait pas moins tard dans la nuit à bavarder avec des journalistes ou avec des interlocuteurs de rencontre sur l'état du monde. Il s'entretenait aussi volontiers dans les couloirs du Parlement avec de jeunes députés de sa formation, le Fianna Fail : il était prêt, en tant que ministre, à les aider à résoudre les problèmes de leur circonscription, ou simplement à prêter une oreille attentive à leurs problèmes, ce qui s'est révélé très important pour la suite de sa carrière politique.

Cette simplicité, cette amabilité, ont porté leurs fruits le 6 février lorsque soixante et un des soixante-dix-sept députés du Fianna Fail l'ont élu cinquième leader du Parti. Une semaine après, le successeur de Charles Haughey a prouvé qu'il était plus qu'un « brave type », que sous ses apparences bon enfant il savait être énergique, lorsqu'il a remanié le gouvernement. Il a



PANCHO

renvoyé huit ministres de l'équipe précédente dont plusieurs détenaient un portefeuille depuis une vingtaine d'années — autrement dit, des chefs de file de cette formation politique qui administre le pays depuis soixante ans, avec seulement quelques petites interruptions. Le nouveau premier ministre avait décidé qu'il fallait prendre un nouveau départ et, avec une détermination rarement manifestée dans la vie politique irlandaise, il a accompli ce que les

journalistes ont appelé un « massacre ».

Albert Reynolds, dans les portefeuilles qu'il avait détenus depuis 1978 — PTT, Industrie et Commerce, Finances — s'est révélé compétent, pragmatique et surtout modéré et raisonnable. Mais son côté impitoyable ne s'était pas encore manifesté. Et pourtant, en l'espace de quelques années, il est arrivé à se placer en tête de tous les candidats dans la course à la succession de Charles

Haughey. Elu au Parlement en 1977, il se conserva deux années plus tard seulement dans le petit groupe de conspirateurs préparant le plan qui devait entraîner la démission du leader du Fianna Fail de l'époque, le premier ministre Jack Lynch, et son remplacement par son rival, Charles Haughey. La conspiration ayant réussi, Albert Reynolds en était remercié par son ami Haughey avec un poste de ministre.

Dix ans plus tard, changement de décor : les relations entre les deux anciens complices se sont tendues et Albert Reynolds se prépare, doucement et subtilement, à rééditer l'opération de 1977, mais cette fois contre Charles Haughey. Pour lui, le premier ministre comme jadis Jack Lynch ne sert plus les intérêts supérieurs du pays : le changement s'impose : il est avant tout un homme d'affaires qui, lorsqu'une entreprise est en faillite, renvoie la direction et le conseil d'administration.

C'est dans la carrière professionnelle d'Albert Reynolds qu'on trouve l'ambition et la ténacité qui l'ont mené aux fonctions politiques qu'il occupe aujourd'hui. Fils de paysan né à l'ouest du pays, il a travaillé, après l'école secondaire, pendant une brève période dans une quincaillerie à Dublin avant de devenir employé de bureau dans la Compagnie nationale des transports.

Silence sur les sujets controversés

Très vite mécontent de ce travail routinier, il commence à organiser des bals populaires dans sa région. En quelques années, il devient propriétaire d'une dizaine de salles de danse à travers la contrée. Administrateur doué et strict, il gagne assez d'argent pour monter une usine de traitement de bacon. Il découvre alors que les déchets de l'usine sont vendus en Angleterre où ils sont transformés en aliments pour animaux domestiques et décide d'installer une usine semblable dans sa propre région. Ce sont

les bénéfices de cette entreprise qui ont fait de lui un millionnaire.

Toujours à la recherche de nouveaux défis, Albert Reynolds se tourne vers la politique, attiré par le Fianna Fail, considéré à l'époque comme la formation du pragmatisme qui avait pour objectif le développement social et économique du pays. Avec l'aide d'un journal régional qu'il avait acheté, il réussit à remplacer le député local. Depuis son élection au Parlement en 1977, il a acquis la réputation d'un homme politique actif, énergique et dynamique, et en même temps rusé. Au portefeuille des télécommunications, au début des années 80, il a fait remplacer le système caduc par un réseau moderne et a transformé la compagnie des PTT en entreprise dynamique en y nommant des chefs d'entreprises privées. Il ne supporte pas la bureaucratie, particulièrement quand elle lui paraît mettre des obstacles à la réalisation de projets essentiels.

Il a toujours évité de se prononcer sur des sujets controversés dépassant ses fonctions, tels l'Irlande du Nord, le divorce ou l'avortement. Maintenant qu'il est chef du gouvernement, il ne peut plus ignorer ces problèmes. Si l'on en juge par sa première conférence de presse le jour de son élection au poste de premier ministre, il adoptera une attitude calme, pondérée, honnête et conservatrice. Dépourvu, en fait, de tout engagement idéologique, il aspire à une société dans laquelle chacun puisse trouver sa place : il veut surtout construire une économie qui donne des emplois à toute la population, et notamment aux jeunes. Il sera jugé sur sa capacité à réduire un taux de chômage actuellement de 20 %.

Originaire d'une région de l'Irlande qui se dépeuple à un rythme alarmant, il est très conscient de la tâche énorme à laquelle il est confronté. Son action sera plus celle d'un homme d'affaires que d'un homme politique.

JOE MULHOLLAND

ESPACE EUROPÉEN

REVUE
DE PRESSEL'Irlande
hors de
l'Europe ?

La décision de la justice irlandaise d'interdire à une jeune fille de quatorze ans - violée - d'aller se faire avorter en Grande-Bretagne place-t-elle l'Irlande hors de l'Europe ? (...) ignore les droits d'une jeune et vulnérable citoyenne, à la fois de l'Irlande et de l'Europe. Il ne peut être juste que les tribunaux d'un pays de la CEE puissent empêcher ses citoyens de disposer d'un service qui est légal dans un autre Etat, écrit dans un *Guardian* deux médecins britanniques. Les injonctions de l'at-torney de Dublin « sont presque certainement en infraction avec les dispositions du traité européen sur les droits des citoyens de voyager (...) », estime *The Independent* dans un éditorial.

Après s'être rapidement trouvée au centre de la vie politique irlandaise, la douloureuse affaire prend une dimension communautaire et déclenche la colère d'une partie de la presse européenne. A Dublin, *The Irish Times* évoque « la Roumanie de Ceausescu, l'Iran et l'Algérie », conseillant aux femmes violées de ne pas s'adresser à la police, comme l'avait fait la famille de la jeune fille qui menace maintenant de se suicider. Une immense photo barre la première page du quotidien *The Independent*. Une femme manifeste à Dublin et brandit une pancarte sur laquelle on peut lire : « L'Irlande défend le droit des hommes à procréer par la violence ».

Pour le quotidien de Londres, il s'agit « d'une hypocrisie organisée ». Le journal rappelle que si l'Irlande est le seul pays européen à interdire l'avortement par le biais d'un amendement à la Constitution, « dans la pratique, la draconienne législation anti-avortement est régulièrement bafouée par les femmes enceintes, près de 5 000 par an, qui vont discrètement en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays de la CEE » pour interrompre leur grossesse. « En agissant de façon ouverte et honorable », les parents de la jeune fille violée « ont enfreint les lois non écrites du jeu hypocrite irlandais », conclut le journal.

« Cruel
et inhumain »

Le *Soir* de Bruxelles titre « Un jugement cruel et inhumain » et rapporte que M. Willy Rothley, vice-président de la commission juridique et des droits des citoyens du Parlement européen, a déclaré que « cette interdiction est un acte de barbarie. L'Europe ne peut laisser passer cela ». La *Libre Belgique*, notant que « le débat irlandais s'élargit », annonce que « le Parlement européen va se pencher sur le jugement de la Haute Cour, quant à sa conformité avec le droit de libre circulation des personnes dans la Communauté ». A Dublin, l'Agence France Presse écrit que « l'affaire se complique (...) en raison de la tenue en juin prochain d'un référendum sur la ratification du traité de Maastricht, qui comprend un protocole protégeant le droit pour l'Irlande d'interdire l'avortement. L'opinion publique irlandaise, qui paraît vouloir « renverser la vapeur » en matière d'avortement, pourrait, pour cette raison, poursuivre l'AFP, rejeter le traité de Maastricht ».

J.-B. N.

Quatre « dinosaures » pour une Grèce vieillissante

Les jeunes ont du mal à percer. En politique comme dans le reste de la société

ATHÈNES

de notre correspondant

CARAMANLIS, Papandréou, Mitsotakis, Florakis ; depuis quarante ans, ils font l'histoire de la Grèce. Ils affichent toujours leur intention inébranlable de garder les rênes du pouvoir. En Grèce, on les appelle les « dinosaures ». Le président de la République, Constantin Caramanlis, quatre-vingt-cinq ans, est le plus âgé et le plus expérimenté. Les Grecs l'appellent gentiment « Dieu ». Il a été douze fois élu député, il a été ministre pendant huit ans, premier ministre pendant quatorze ans, deux fois président de la République. Aucun homme politique grec ne peut s'enorgueillir d'une carrière si riche.

Depuis la réforme de la Constitution de 1985, sa fonction actuelle est plutôt honorifique, mais il continue de suivre de près la politique nationale. Fort de sa stature nationale et internationale, il intervient sur les dossiers brûlants. Depuis le début de l'année, il a écrit à ses partenaires européens pour attirer leur attention sur la question de la Macé-

doine, où il est né, le 8 mars 1907, alors que le pays était sous le joug ottoman.

L'actuel premier ministre, Constantin Mitsotakis, est né le 18 octobre 1918 en Crète. Surnommé « le Grand » en raison de sa taille, il a remporté les dernières élections d'avril 1990 à la tête du parti conservateur Nouvelle Démocratie fondé par Constantin Caramanlis, en 1974, après la chute des « colonels ». Il ne cesse de répéter qu'il restera à son poste jusqu'aux prochaines élections, prévues normalement en mai 1994. Il était, en 1946, le plus jeune député de Grèce. Il devait être réélu sans discontinuité jusqu'au putsch des colonels du 21 avril 1967. Sa carrière ministérielle, elle, a débuté en 1951.

Seul

le courant rénovateur...

Le président du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) et chef de l'opposition, Andreas Papandréou, est né le 5 février 1919 sur l'île de Chios (est de la mer Egée). Fils de l'ancien premier ministre Georges Papandréou, grande figure politique nationale de ce siècle, il occupe

divers postes ministériels dans les gouvernements de son père avant la dictature. Il fonde en 1974 le PASOK, qu'il mènera, de main de maître, à la victoire aux élections d'octobre 1981.

« Andreas » comme l'appellent ses compatriotes, restera premier ministre jusqu'en juin 1989. Il trébuche alors sur le scandale Koskotas. Traité de « voleur » par ses adversaires, diminué par un triple pontage coronarien, il continue de diriger son parti, contre vents et marées. Acquitté au début février pour son rôle dans l'affaire Koskotas, il réclame des élections générales et veut prendre sa revanche. Pas question pour lui de partir en retraite, au grand regret de ses dauphins dans le parti socialiste.

Les rangs de la gauche communiste ont vu, en décembre dernier, lors du 14^e congrès exceptionnel du KKE (Parti communiste grec), le retour du « vétéran », Harilaos Florakis, vieux cadre stalinien, élu président du parti. Né en 1914 dans le centre de la Grèce, il entre aux Jeunesses communistes en 1930. Il est membre du comité central du KKE, pendant la guerre civile et passe dix-huit ans de sa vie en prison pendant les « années

de plomb » qui suivent. Il est élu en 1972 secrétaire général du KKE qu'il dirigera jusqu'en février 1991. Il se met d'accord avec M. Mitsotakis, après la chute des socialistes, en juin 1989, pour faire comparaître M. Papandréou devant une cour spéciale dans l'affaire Koskotas.

Un pays
sans enfants

Face à cette gérontocratie, il faut noter l'effort de renouvellement accompli par la Coalition de gauche et du progrès, issue d'une scission du KKE. Le secrétaire général, Léonidas Kyriakos, soixante-huit ans, a laissé en mars 1991 la place à Maria Damanaki, quarante ans cette année. Chef de file du courant rénovateur du KKE, celle-ci est élue en Grèce pour avoir été la « voix » de Radio-Polytechnique pendant la révolte étudiante, réprimée dans le sang, contre la dictature le 17 novembre 1973.

Un sondage effectué en avril 1991 n'était pas tendre pour les vieux chefs politiques. Sur une liste de dix dirigeants, les Athéniens ont placé en tête de leurs préférences Maria Damanaki, loin devant M. Mitsotakis (16 %),

Papandréou (15 %) et Florakis (6 %).

La domination des « vieillards » ne s'exerce pas seulement sur la politique, mais également sur la vie publique en général. Il est rare de voir en Grèce de jeunes et séduisants chefs d'entreprise. L'avenir n'est pas rose pour les jeunes dans une société en voie de vieillissement prononcé. Selon un récent rapport de la Fondation contre le problème démographique, la classe d'âge des plus de soixante-cinq ans atteindra quelque 20 % de la population en 2021, contre 14 % actuellement.

Les Grecs ne font plus d'enfants. Les naissances pour 1 000 habitants sont tombées à environ 10,7 et l'indice de natalité est descendu à 1,48 enfant par femme, alors que le taux normal de reproduction est de 2,1. A ce rythme, la population grecque, forte aujourd'hui de 10 millions d'habitants, aura diminué en 2020 de 1,5 million. Le gouvernement a tiré la sonnette d'alarme, et le Parlement a formé une commission chargée d'étudier ce dossier explosif.

DIDIER KUNZ

TRIBUNE EUROPÉENNE

Les accords de Schengen ne peuvent être signés en l'état

par Maarten Van Traa

La ratification des accords de Schengen pose de sérieux problèmes aux Néerlandais. Le but de ces accords est de faciliter la libre circulation des personnes en supprimant les contrôles aux frontières entre huit Etats-membres de la CEE (1) : qui n'y souscrirait ? Mais « Schengen » n'est pas cela : les accords prévoient aussi des mesures compensatoires censées contrebalancer - et au-delà ! - la perte du contrôle frontalier.

« Schengen » peut conduire à l'édification d'une Europe-forteresse, avec une liberté de circulation accrue pour tel voyageur et une liberté moindre pour tel autre. Compte tenu de la crainte d'une immigration à grande échelle, les accords peuvent devenir l'instrument permettant à l'Europe de se retrancher derrière des frontières hermétiques.

« Schengen » peut aboutir à moins de démocratie, à plus de règles opaques et à moins de libertés. Le gain apporté par la suppression des contrôles frontaliers peut se traduire par la perte de droits fondamentaux. C'est pourquoi les accords causent au Parlement néerlandais infiniment plus de difficultés qu'à l'Assemblée nationale et au Sénat français, qui les ont plutôt facilement ratifiés en juin dernier. Pour notre part, nous ne l'avons pas encore fait, et il n'est pas du tout certain que nous le fassions !

A prendre
ou à laisser

S'agit-il ici d'un nouveau cas d'obstruction de la part de Néerlandais arc-boutés sur les principes et aveugles aux possibilités comme aux impossibilités de l'intégration européenne ? Est-ce une nouvelle manifestation d'un prétendu idéalisme de la part de Hollandais qui sauraient mieux que les autres, comme avec leur projet - plus démocratique - d'union politique européenne, qui fit naufrage en 1991 ? Peut-être en est-il ainsi. Mais ce n'est pas tout.

La question de l'ouverture des frontières aux personnes est lourde de plus de jugements tout faits et de préjugés que celle de la libre circulation des biens, des services et des capitaux. Avec les personnes, on a tôt fait de toucher aux droits de

l'homme et aux libertés publiques. Mémoires dans un ordinateur des informations sur les gens est quand même autre chose que de stocker des données sur la TVA !

En outre, « Schengen » pose le problème de savoir si l'Europe se dotera d'une politique de l'immigration équilibrée et humaine. Car les accords peuvent finir par jouer comme un mécanisme d'adaptation par lequel l'Etat le moins hospitalier dictera à l'Europe sa politique d'accueil des réfugiés et des migrants.

Les pays signataires de l'accord de Schengen en 1990 ont élaboré celui-ci dans le plus grand secret, et un contrôle parlementaire préalable à la signature s'est révélé difficile : les textes en discussion n'étaient pas disponibles... parce que, entre autres, les négociateurs français estimaient que les Parlements ne devaient pas être inutilement impliqués. C'est seulement par nos propres moyens que nous avons pu découvrir, pendant les négociations, ce que « Schengen » allait représenter : en premier lieu, un texte compliqué comprenant plus de cent quarante articles ; en second lieu, un traité aux effets plus décisifs que les trois quarts de la législation nationale adoptée par un Parlement.

D'un point de vue démocratique, il est proprement inacceptable qu'aucun Parlement ne puisse plus rien changer au texte, qui est « à prendre ou à laisser », sans possibilité aucune d'amendement. On nous objecte que, si tel était le cas, les Etats ne pourraient plus négocier de traités internationaux. Mais si elle peut être valable lorsqu'il s'agit de définir la dimension des pots de confiture ou d'éviter la double imposition, cette procédure digne du dix-neuvième siècle n'est pas acceptable lorsque des abandons de pouvoirs importants sont en jeu.

Voilà pourquoi la Deuxième Chambre néerlandaise a demandé au gouvernement d'obtenir des modifications des accords de Schengen sur plusieurs points fondamentaux, au moyen de clauses additionnelles, de protocoles.

Quelles sont nos principales objections ?

1. Il faut instituer une instance juridictionnelle de l'espace Schengen. Aucune cour internationale de justice n'est prévue pour contrôler l'application du droit de Schengen. Nous souhaitons que cette compétence soit attribuée à la Cour de justice des Communautés européennes. C'est d'autant plus nécessaire que le sommet européen de Maastricht a clairement montré que la libre circulation des personnes au sein de la CEE était loin d'être réglée. « Schen-

gen » ne sera donc pas un régime de transition vers le droit communautaire : les accords constitueront eux-mêmes ce droit pour une longue période. Il est donc logique qu'une cour veille à l'application et à l'interprétation uniforme des accords de Schengen par les Etats signataires. Il ne serait pas admissible, par exemple, que deux Etats interprètent différemment le droit d'asile ou les motifs d'inscription de certaines personnes dans le système d'information Schengen.

Un contrôle
des Parlements nationaux

2. Un comité exécutif de Schengen va être créé et doté de larges pouvoirs de réglementation. En leur état actuel, les textes ne permettent pas un contrôle parlementaire suffisant. Tout peut être décidé en secret, les élus et les citoyens n'étant informés qu'après coup. Nous sommes d'avis qu'il serait logique que les projets de décision de portée générale que le comité exécutif envisage de prendre soient préalablement rendus publics. Sinon, les Parlements nationaux n'auront aucune emprise sur les mesures lourdes de conséquences que le comité exécutif peut arrêter en matière, par exemple, de droit d'asile, de politique d'immigration ou de politique des visas. Nous demandons que de telles règles de portée générale soient publiées à temps afin que les Parlements nationaux puissent, et le cas échéant, mandater leur gouvernement.

Rappelons ici que le très intéressant rapport de la commis-

sion sénatoriale française Meson souligne aussi que le fonctionnement du comité exécutif n'est pas sans problèmes.

3. Au sein du Parlement néerlandais, nombreux sont ceux qui doutent de l'applicabilité des règles relatives à la procédure d'asile. Les accords indiquent qu'un demandeur d'asile ne peut déposer sa requête que dans un seul pays. Mais comment ce principe peut-il fonctionner quand la pratique du droit d'asile dans différents Etats membres présente de grandes disparités ? Le Conseil constitutionnel français a déjà estimé que le principe restait valable selon lequel « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». Qui-convaincra satisfait à ce critère jouira donc de l'asile en France (décision du Conseil constitutionnel du 25 juillet 1991).

La Constitution allemande stipule, en son article 16, que tous les réfugiés politiques bénéficient du droit d'asile. En Allemagne aussi, toutes les demandes d'asile politique continueront donc d'être examinées.

En réalité, il faut d'abord se demander si le droit d'asile peut être harmonisé, et comment il peut l'être, avant de définir une procédure uniforme de traitement des demandes. Une Cour de justice supranationale doit veiller à ce rapprochement en établissant une jurisprudence uniforme, comme cela a été le cas, dans d'autres domaines, au sein de la CEE. Sinon le risque est grand de voir le droit d'asile

pris dans une spirale descendante.

Nous n'avons fait ici état que des principales objections suscitées par Schengen dans une frange importante des milieux politiques aux Pays-Bas. En l'occurrence, aux motions inspirées par ces objections ont été dernièrement adoptées par une forte majorité de la Chambre.

Elles traduisent le souhait d'une réduction concrète du déficit démocratique en Europe. Alors que, tous les dimanches, de beaux discours sont tenus sur l'Europe du citoyen, il est inadmissible que les Parlements ne puissent que dire « oui » et « amen » à tout ce que les gouvernements ont convenu à leur niveau.

Nous voyons, d'ici, les fonctionnaires en charge de Schengen dans les chancelleries francher les frontières. Les gouvernements doivent comprendre que les Parlements nationaux ne peuvent se contenter d'avoir le droit de dire « oui » ou « non », et rien d'autre. Surtout pas au moment où le sommet de Maastricht a montré le peu de cas que l'on faisait du Parlement européen.

En espérant que le débat sur Schengen soit relancé, que les opinions publiques se mobilisent et que nos collègues français soutiennent notre position...

(1) Belgique, France, Italie, Allemagne, Portugal et Espagne.

Maarten Van Traa est député socialiste (PvdA) néerlandais.

COMPRENDRE

L'EUROPE

notamment le réseau Eurtoile créé à l'initiative de la représentation de la Communauté en France et les centres à caractère universitaires.

Ce centre sera géré par un GIE, permettant d'associer aux deux membres fondateurs tout autre organisme qui le souhaiterait. Il sera dirigé par M^{me} Elisabeth Moulard-Delaplace, ancien conseiller technique au cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui avait été chargée, il y a un an, d'en préparer la mise en place.

LES DONNÉES
NOUVELLES
DE LA SÉCURITÉ

L'Académie de la paix, qui a son siège à Sophia-Antipolis, près de Nice, organise du 27 au 29 février à Monaco sa session annuelle sur le thème « Les données nouvelles de la sécurité en

Europe. L'impact de la réunification allemande ». MM. Vytautas Landbergis, président de la Lituanie, Claude Cheysson, Egon Bahr, Etienne Davignon, M^{me} Marie-France Garaud, ainsi que des personnalités d'Europe centrale et orientale participent aux travaux.

Académie de la paix, BP 175, 06022 Nice Cedex. Tél. : 92-94-21-22.

LA MONTÉE
DES NATIONALISMES

L'Institut finlandais organise sur le thème « La montée des nationalismes a-t-elle un avenir ? » un colloque le vendredi 28 et le samedi 29 février, avec la participation d'Antonin Liehm, Jean-Pierre Faye, Alain de Benoist, Alexandre Zinoviev, etc.

Institut finlandais, 80, rue des Ecoles, 75006 Paris. Tél. : 40-61-89-08 ou 43-54-53-52.

ESPACE EUROPEEN

Difficile « lustration » en Tchécoslovaquie

Le sort réservé aux anciens communistes risque de donner lieu à de nouvelles injustices

PRAGUE

correspondance

« SUFFIT-IL que le roi devienne un citoyen comme les autres, sans privilège, ou bien est-il plus salubre de lui couper la tête afin que le peuple regarde le sang glacer de ses arrières ? » c'est en ces termes que l'écrivain slovaque Milan Simecka s'interrogeait au lendemain de la « révolution de velours » sur le sort à réserver aux anciens communistes (1). Il répondait avec pragmatisme : « Toute révolution doit s'arrêter à un certain stade afin de ne pas dégrader le tissu social par un faux déplacement de centre, du bas vers le haut, et vice versa. »

Les députés de l'Assemblée fédérale de Tchécoslovaquie ont en effet décidé, après avoir exigé la restitution des biens spoliés par les communistes et leur exclusion temporaire de la fonction publique, ils en sont arrivés à introduire la simple diffusion de l'idéologie communiste. Un fait de processus mené au nom de la justice, qui sert en fait les intérêts politiques de certains.

L'Histoire se répète

En mai 1990, les parlementaires ont voté un premier texte imposant un moratoire sur le transfert des propriétés des communistes. Huit mois après, la loi sur la restitution des biens confisqués par les organisations communistes était adoptée : l'Etat pouvait, au même titre que les habitants, recouvrer les bâtiments que le parti s'était appropriés depuis les années 50. Au terme d'une longue enquête, le ministre fédéral du contrôle, M^{me} Kvetoslava Korinkova, annonçait en décembre dernier que l'ensemble des biens du parti, estimé à 12 milliards de couronnes (2,4 milliards de francs) avait enfin été recensé par l'Etat : chacune des deux Républiques, tchèque et slovaque, devait désormais les récupérer, puis les redistribuer à des organismes

humanitaires ou à des bureaux d'action sociale.

Une action des plus légitimes même si elle sera onéreuse. « A peine rentable », commente le ministre. Elle se révélera, par ailleurs, plus symbolique qu'efficace : les apparatchiks n'avaient pas attendu que sonne le glas pour blanchir leurs avoirs. Seuls à disposer de capitaux, ils seront au contraire les premiers à créer des agences de voyages et à se porter acquéreurs de boutiques et de petites entreprises mises aux enchères lors de la « petite privatisation ».

Pourtant, sur tous ces scandales, le vice-premier ministre et ministre fédéral des finances, M. Václav Klaus – c'est de lui dont dépend le ministère du contrôle – a également présidé du Parti civique démocratique (ODS, formation de droite ultra-libérale), fermant les yeux. Le père de la privatisation veut à tout prix que sa réforme drastique de l'économie aboutisse. C'est également pour cette raison qu'il ne s'attaquera pas non plus aux syndicats.

Ce sont pourtant les députés de l'ODS qui, en octobre dernier, feront pression pour l'adoption de la fameuse « loi de lustration », dite *hustava* (2). Les partis de droite partagent l'avis que cette mise à l'écart des dirigeants de l'ancien régime s'impose non seulement au nom de la morale mais surtout parce que ceux-ci, occupant toujours des fonctions importantes, entravent le bon déroulement des réformes économiques.

Ainsi, selon le texte voté, les personnes ayant collaboré avec l'ancienne police politique (StB), les anciens hauts ou petits dignitaires du parti, les membres des anciennes milices populaires, se voient exclus de la fonction publique pendant une durée de cinq ans (3). Elles avaient un mois pour demander à recevoir un certificat de bonne conduite délivré par le ministre de l'Intérieur.

Les protagonistes du « printemps de Prague », regroupés en grande partie dans le Mouvement civique (parti de centre gauche), sont globalement hostiles à cette loi d'épuration qui leur paraît être une répétition de



l'Histoire. Comme le président Havel qui, après avoir longtemps hésité, signera le texte de loi en demandant en même temps qu'il soit amendé...

Cette loi, tout comme celle portant sur les biens du parti, est cependant loin d'atteindre son objectif. De nombreux anciens responsables se sont depuis belle lurette reconvertis dans le secteur privé : l'ancien ministre du commerce extérieur Andrej Barta est passé chez General Motors, celui des télécommunications chez ATT.

Alors que les certificats délivrés par le ministère de l'Intérieur ne permettent pas toujours de dire si la personne inscrite dans les registres de la police secrète était ou non un collaborateur actif, alors que la constitutionnalité de la loi n'a toujours pas été tranchée, les licenciements vont bon train. La fiabilité des registres est sujette à caution. Les anciens responsables de la police secrète qui avaient recruté ces collaborateurs ont eu plusieurs mois après novembre 1989 pour réviser les listes et rajouter ou

enlever des noms. Et ceux qui ont échappé aux licenciements peuvent continuer à semer le doute dans les esprits... C'est le début d'une chasse aux sorcières dont la portée politique devient de plus en plus évidente.

L'ODS profite des accords signés en avril dernier avec le Mouvement civique au moment de la scission du Forum civique. Neuf mois après les premières élections législatives libres en Tchécoslovaquie, le Mouvement de la révolution de velours qui dirigeait le gouvernement de la République tchèque donnait naissance à deux nouvelles formations politiques : le Mouvement civique (OH, centre gauche) et le Parti civique démocratique (ODS, droite ultra-libérale), dirigés respectivement par le ministre des affaires étrangères, Jiri Dienstbier, et par celui des finances, Václav Klaus.

Hormis le ministre fédéral de l'économie, M. Vladimír Dlouhý qui décidait de créer son propre parti (ODA, centre droit), tous les ministres fédé-

raux se rangeaient sous la bannière de OH.

A la fin du mois de décembre, une campagne s'engage contre le ministre de la justice tchèque, M. Leon Richter (OH) : il n'aurait pas traité assez vite le dossier de magistrats compromis et aurait collaboré avec la StB. Le ministre s'explique publiquement : non, il n'a pas collaboré, mais au début de sa carrière, dans les années 50, délégué pour un remplacement de trois mois, il a condamné un « koulak » à trois ans de prison. Aucun député de sa formation n'osera le défendre ; il quitte ses fonctions.

Contre le centre gauche slovaque

Une nouvelle étape est franchie à la fin du mois de décembre 1991 avec le vote de l'article 260. La diffusion de l'idéologie communiste devient passible de prison : « 1) Toute personne soutenant ou impulsant un mouvement ouvertement destiné à supprimer les droits de l'homme et les libertés des citoyens, ou prônant la haine nationale, raciale, de classe ou religieuse, par exemple le fascisme ou le communisme, sera punie de un à cinq ans de prison ferme. 2) Sera punie de trois à huit ans de prison ferme toute personne coupable de : a) avoir commis des délits mentionnés au paragraphe un, par voie de presse, film, radio ou tout moyen analogue... »

Un texte qui donne des frissons. Le président du Parti communiste de Bohême et de Moravie (KSCM), M. Jiri Svoboda, joue la provocation en arrivant dans l'hémicycle avec une étoile jaune sur la poitrine. Son intervention de mauvais goût lui vaut les critiques de la communauté juive mais presque aucune voix ne s'élève contre cet amendement.

Comme si l'on n'était pas encore allé assez loin dans la « purification » de la société, un amendement à la loi électorale vient d'être proposé : le dossier de chaque candidat aux élections législatives de juin prochain devra avoir été examiné par son parti qui certifiera qu'il n'a pas collaboré avec la police politique. Cette information pourra, de plus, faire l'objet

de vérifications à tout moment de la campagne électorale. Une possibilité qui pourrait permettre à l'ODS – crédité actuellement de 20 % des intentions de vote en République tchèque – d'évincer en temps et en heure les empêchements de danser en rond.

Elle vise, au premier chef, les communistes réformateurs de 1968 qui ont souvent fait de la prison pendant la « normalisation » (tels MM. Lis, Sabata, Samalik, etc.) et qui ont fort activement organisé la résistance au régime Husak. Ainsi l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Dubcek, M. Jiri Hajek, aujourd'hui octogénaire, qui eut le front de résister à l'URSS à l'ONU après l'invasion de son pays, risque d'être chassé d'un conseil d'université...

Objectif non dissimulé : se débarrasser de la gauche ou du centre gauche tchèque, mais surtout de l'embrasement centre gauche slovaque et en particulier du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) dirigé par Vladimir Meciar – son parti recueillait quelque 30 % des suffrages.

Ainsi une justice « totale », du moins espère-t-on le faire croire, aura été rendue.

CATHERINE MONROY

(1) Texte publié dans *Lettre internationale* au printemps 1991.

(2) Les mots de *hustava* en tchèque, de *hustum* en latin, étaient employés dans le vocabulaire juridique pour désigner un extrait du registre du commerce, un bordereau d'inscription. Depuis un an et demi, *hustava* et le verbe *hustovat*, qui en découle, ont envahi le vocabulaire tchèque et slovaque. Il s'agit d'éviter le mot « épuration » à connotation fâcheuse et de désigner la mise au clair du passé personnel, sur la base des données fournies par les registres des collaborateurs de la police secrète à la disposition du nouveau pouvoir. « Subir une lustration » veut dire que l'on cherche à savoir si une personne appartenait ou non aux vases réservoirs de la StB, la police politique. Lire à ce sujet *la Nouvelle Alternative*, n° 2/1991 et 24/1991.

(3) Ainsi M. Alexandre Dubcek peut présider l'Assemblée fédérale, mais ne pourrait pas diriger un bureau de poste.

En réservant aux piétons des rues et
des places, en développant les
transports en commun, en créant
des pistes cyclables et des parkings
souterrains proches du centre,
Strasbourg ouvre la voie.
La qualité de notre vie en dépend,
la qualité de notre ville est à ce prix.

Vive Strasbourg !

Aujourd'hui Strasbourg montre l'exemple
et libère son centre ville.



Le Comité de promotion
des transports publics, ce sont les élus,
les entreprises de transport public,
les constructeurs de matériel de transport
qui agissent ensemble

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun



POLITIQUE

Le scrutin cantonal partiel de Nice

Victoire à l'arraché de M^{me} Murcia (UDF-PR) sur le candidat de l'extrême-droite

La candidate de l'opposition, M^{me} Marie-Jeanne Murcia (UDF-PR) a remporté, dimanche 23 février, une victoire à l'arraché, au second tour de l'élection cantonale partielle organisée dans le quatorzième canton de Nice à la suite du décès d'Antoine Martin (UDF). Avec 50,64 % des suffrages exprimés, elle devance de 88 voix seulement le candidat du Front national, M. Jacques Peyrat, qui, arrivé largement en tête au premier tour, n'a été battu que par la constitution, contre lui, d'un véritable « front républicain ».

NICE

de notre correspondant régional

La très forte abstention enregistrée au premier tour (63,83 %) s'est réduite au second pour s'établir à 54,59 %. Chacun des deux candidats restant en lice s'était, en effet, livré à une chasse aux abstentionnistes. Le candidat du FN, M. Jacques Peyrat, ancien député et conseiller municipal de Nice, n'avait pas hésité, pour sa part, à adresser dix mille lettres de relance aux électeurs du canton en leur demandant de voter. « Voter pour moi-même ou pour M^{me} Murcia, mais voter ! » Les résultats tendent à montrer qu'il a été le principal bénéficiaire de cette démarche.

Au premier tour, les quatre candidats de droite et un candidat sans étiquette avaient totalisé 2 362 voix. Par rapport à ce total, M^{me} Murcia, également conseiller municipal de Nice, a recueilli 1 079 suffrages supplémentaires alors que M. Peyrat en a engrangé, lui, 1 238 de plus. L'ensemble des responsables nationaux de l'opposition, dont M. Valéry Giscard d'Estaing et M. François Léotard - venu sur place animer un meeting - lui avaient apporté leur soutien qui s'ajoutait à celui de la plupart des parlementaires de l'UDF et du RPR du département.

Réflexe républicain

A gauche, le PS avait invité ses électeurs à « battre Jacques Peyrat, l'homme de la Pén ». Plus directement encore, le professeur Léon Schwartzberg, tête de liste régionale dans les Alpes-Maritimes, avait appelé « solidement voter pour les électeurs du canton, qu'ils soient de droite ou de gauche, à voter pour le candidat républicain qui s'oppose au candidat du FN ». Le PC, lui, s'était contenté d'inciter ses partisans à « faire barrage au Front national, sans toutefois valider la candidature de l'UDF ». Dans une lettre diffusée à deux mille exemplaires, les dirigeants nationaux et départementaux du RECOURS France avaient également demandé « l'abstention » à tous les rapatriés du canton de soutenir M^{me} Murcia, elle-même d'origine italienne. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) du Sud-Est s'était, enfin, activement engagé dans la campagne, dès le premier tour, aux côtés de la candidature de l'opposition.

Ce « réflexe républicain » a per-

Mort du sénateur Paul Séramy

Paul Séramy, sénateur et président UDF du conseil général de Seine-et-Marne, est décédé dimanche 23 février à l'âge de soixante-douze ans, à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif. Il sera remplacé au Sénat par M. Robert Piat (app. UDF), qui devrait également assurer l'intérim à la présidence de l'assemblée départementale de Seine-et-Marne dont il est vice-président et doyen.

Né le 4 février 1920 à Saint-Vincent (Villevieille), ancien professeur Paul Séramy avait été élu conseiller municipal de l'ouest de la Seine-et-Marne en 1949. Il en est le maire depuis 1972. M. Piat est également conseiller général (socialiste indépendant puis app. UDF) de la Seine-et-Marne depuis 1977. Il était le suppléant de Paul Séramy au Sénat depuis 1977.

Né le 3 septembre 1914 à Villeneuve-la-Duchèze, instituteur puis directeur d'école, M. Robert Piat a été élu conseiller municipal de Saint-Rémy-la-Vanne (Seine-et-Marne) en 1949. Il en est le maire depuis 1972. M. Piat est également conseiller général (socialiste indépendant puis app. UDF) de la Seine-et-Marne depuis 1977. Il était le suppléant de Paul Séramy au Sénat depuis 1977.

La majorité se divise dans le Var et dans les Hautes-Alpes

Les ultimes négociations entre M. Bernard Tapie et les responsables socialistes du Var ont échoué, dimanche 23 février, la fédération du PS décidant de déposer sa propre liste de candidats aux élections régionales du 22 mars prochain. Celle-ci sera dirigée par M. Maurice Janetti, ancien sénateur, membre du courant de M. Jean Popere, suivi de MM. Barthélémy Mariani, jospiniste, premier secrétaire de la fédération, et Pierre-Yves Colomba, rocardien. Du côté de M. Tapie, dont la liste Energie-Sud sera conduite par le couturier Daniel Hechter, on a relevé la « grande rigidité » dont ont fait preuve les responsables socialistes, auxquels avaient été offertes les troisième, quatrième et sixième places.

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a déclaré au « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche, qu'il ne considère pas M. Tapie, chef de file de la majorité dans les Bouches-du-Rhône, comme « l'interlocuteur du Parti socialiste dans les autres départements de la région ». Jospiniste, M. Emmanuelli, qui n'était pas « a priori favorable au choix de cette tête de liste » dans les Bouches-du-Rhône, estime que M. Tapie n'est pas habilité à conduire la campagne des socialistes dans l'ensemble de la région.

GUY PORTE

Les résultats du second tour : insc., 15 814 ; vot., 7 181 ; abst., 54,59 % ; suffr. expr., 6 794. M^{me} Marie-Jeanne Murcia, UDF-PR, cons. mun. de Nice, 3 441 voix (50,64 %). ELUE : M. Jacques Peyrat, FN, anc. dép. cons. mun. de Nice, 3 353 (49,35 %).

Les résultats du premier tour : insc., 15 812 ; vot., 5 719 ; abst., 63,83 % ; suffr. expr., 5 571. M. Peyrat, 2 115 voix (37,90 %); M^{me} Murcia, 881 (15,81 %); MM. Richard Giamarchi, RPR, 839 (15,06 %); Paul Cutorello, PS, cons. mun. de Nice, 675 (12,11 %); Jacques Tiberi, PC, 419 (7,52 %); Simon Bihari, div. d., 317 (5,69 %); Eric-Antoine Martin, div. d., 260 (4,66 %); Guy Cerdà, div., 65 (1,16 %).

Les résultats du second tour de 1985 : insc., 15 864 ; vot., 9 266 ; abst., 41,59 % ; suffr. expr., 9 041. Antoine Martin, UDF, 3 712 voix (41,05 %); réélus : MM. Piat, 2 951 (32,64 %); Peyrat, FN, 2 378 (26,30 %).

Les choix du président

Suite de la première page

Il considère aussi à ne pas prendre prétexte de la confusion qui pourrait bien s'installer dans quelques conseils régionaux, bref à accepter l'idée que la relation entre le pays et celui qui le dirige est fortement altérée. La réponse consiste alors à ouvrir une séquence qui débute avec un changement de premier ministre et qui s'achève par une élection présidentielle anticipée.

Premier temps, donc, M. Mitterrand dit aux Français : « Je n'ai ni compromis », remercie M^{me} Cresson, et nomme M. Jacques Delors.

Cette solution n'est pas sans inconvénients, car elle est déjà, pour le président de la République, une forme d'abdication : l'aura internationale du président de la Commission européenne, son propre centre de gravité - plus social-chrétien que socialiste - soulignerait la faiblesse de M. Mitterrand et l'échec des socialistes ; mais elle aurait pour avantage, incomparable, de nettoyer l'atmosphère, de créer un nouveau climat et, peut-être, d'enclencher une véritable dynamique. En outre, M. Delors resuscite, par sa venue, l'idée d'ouverture, garantit une neutralité centriste, et peut assurer aux écologistes une représentation significative qui tiennent compte de leur percée aux élections régionales.

L'homme qui incarne le succès de Maastricht est alors on ne peut mieux placé pour mener, devant le Parlement, le combat de la ratification du nouveau traité européen, sur un thème simple : l'avènement « d'une Europe équilibrée où les nations ne disparaîtront pas » (déclaration de M. Delors au Journal du dimanche du 23 février).

Attelé à cette première tâche, le premier ministre Delors peut alors engager le second temps de la manœuvre : introduire une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif, afin de donner consistance à l'ouverture, notam-

ment vers les écologistes, qu'il incarne, sans crainte - car il est lui-même une caution morale - les fondements de ceux qui estiment que la proportionnelle rime avec extrême droite.

Reste alors à engager le troisième temps de l'opération Delors : la mise sur orbite présidentielle. L'« elle-ci » passe d'abord par la réforme constitutionnelle. La clé de celle-ci, qui peut permettre à M. Mitterrand de renouer l'addition des voix de ses partisans et de ses adversaires, est évidemment le mandat de cinq ans, et l'annonce que l'actuel président s'appliquerait la réforme à lui-même.

L'inversion du calendrier

Ainsi, à la manière de de Gaulle, M. Mitterrand paraîtrait après un référendum ; mieux que de Gaulle, il céderait le pouvoir, autorisé d'un référendum réussi. Pour être complet, ce schéma suppose bien sûr un quatrième temps : l'inversion du calendrier électoral et l'organisation d'une élection présidentielle avant les élections législatives. Dès lors, M. Delors n'a pas besoin d'une forte dose de proportionnelle, puisqu'au contraire, dans la foulée d'une présidentielle, la dominante majoritaire retrouve tout son attrait. Et il peut tabler sur la rapidité de ce « timing » (à peine un an) pour éviter qu'on lui impute les causes du mécontentement actuel. Il devient, alors, le candidat « naturel » et permet à M. Mitterrand d'écarter le candidat « virtuel ».

Le second schéma qui s'offre au président est plus conforme à son caractère et à sa carrière : c'est celui du combat, pied à pied. Tenir bon, c'est ce qu'il a toujours fait ; ne jamais abandonner devant ses adversaires (qui sont, à ses yeux, aujourd'hui, la droite et la presse). C'est ce qui lui a permis, dans le passé, de traverser mille épreuves. Avec une

« Ni compromission avec le Front national ni compromis avec le PS », déclare M. Méhaignerie

Le conseil politique du CDS a adopté, samedi 22 février, à l'unanimité, au terme d'une journée de débats à huis clos, sa charta des élus locaux, qui servira de texte de référence à ses candidats. Il a réaffirmé son refus de toute « compromission » avec le Front national comme de tout « compromis » avec le PS.

Le document du CDS précise, dans sa première partie, que les centristes entendent suivre exclusivement le chemin de l'union de l'opposition, à la condition, comme l'a précisé M. Pierre Méhaignerie, que « deux lignes jaunes » ne soient pas franchies. Celle, d'abord, du refus de tout accord de gestion, de désistement ou de retrait avec le Front national. Celle, ensuite, de l'Europe. M. Jacques Barrot a clairement signifié que la ratification des accords de Maastricht serait « un tournant pour l'opposition » et que son parti serait « intransigent ».

Les centristes ont également rejeté l'hypothèse d'un front répu-

blicain avec les socialistes. « La réussite, pour nous, a déclaré M. Méhaignerie, passe par nos amis de l'opposition, et non pas par le Parti socialiste. (...) Ni compromission avec le Front national ni compromis avec le PS. » Considérant que les élections régionales et cantonales fourniraient « le jugement des Français sur la politique socialiste », M. Méhaignerie prévoit déjà « la nécessité d'un sursaut », qui imposera des élections législatives anticipées, lesquelles, selon lui, rendront inutile « le pernicieux combat sur la cohabitation » qui reprend aujourd'hui vigueur. « Si ces élections se transforment alors en ras-de-marée anti-socialiste, prédit-il, cela signifiera la volonté des électeurs de voir le président de la République abréger son mandat. »

A court terme, les centristes se montreront toutefois plus conciliants dans les assemblées départementales et régionales. Dans leur charte, ils adressent en effet « un appel solennel aux familles politiques réellement démocratiques pour respecter, dans les assemblées sans majorité absolue, la règle de la majorité relative afin d'empêcher

que les extrêmes, par l'apport de leurs voix, n'arbitrent les décisions les plus importantes pour la vie des collectivités locales ». De la même façon, les centristes, n'hésitant pas à se présenter « comme les interlocuteurs privilégiés des familles écologistes », se prononcent en faveur d'accords de gestion locale avec les Verts.

Les autres chapitres de cette charte analysent les bilans et les perspectives de la décentralisation. Les centristes réclament un nouveau pacte entre l'Etat et les collectivités locales, qui puisse servir d'encouragement à une nouvelle avancée de la décentralisation. M. Dominique Baudis, président exécutif du CDS, a dressé un sévère réquisitoire contre l'attitude du pouvoir. « Nos collectivités locales sont délaissées, menacées économiquement, et en retard de décentralisation, a-t-il dit. La devise de l'ordonnance du ministre de l'Intérieur, « c'est les copains d'abord. L'Etat favorise ses amis, décentralise ses charges et transgresse les règles. »

DANIEL CARTON

M. Zuccarelli (MRG) et M. Fabius tentent de réduire les manquements à l'accord entre leurs formations

Comme l'avait fait son bureau national trois jours auparavant, le comité directeur du MRG, réuni samedi 22 février, a constaté et déploré les difficultés d'application de l'accord signé avec le PS, le 6 février. Dans un échange de lettres, MM. Emile Zuccarelli, président du MRG, et Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, avaient reconnu, pour les regretter, les manquements à l'accord conclu tout en exprimant le souci d'y remédier.

Si les manquements à l'accord électoral PS-MRG se confirment, le comité directeur attend de ses fédérations départementales concernées qu'elles n'apportent ni soutien ni participation aux listes formées par le PS, notamment en Aquitaine, dans le Centre, en Ile-de-France, dans le Limousin et en Provence-

Alpes-Côte d'Azur. MM. Zuccarelli et Roger-Gérard Schwartzberg, président d'honneur du MRG, qui rendaient compte des débats du comité directeur, ont souligné la responsabilité prise par le PS de voir réduite « l'ampleur et l'efficacité du rassemblement des forces de gauche et de progrès ». Le MRG a décidé de proposer la réunion, après les élections régionales, d'une « convention républicaine » rassemblant ceux qui se réclament de la majorité présidentielle, pour « concevoir un nouveau cadre de rassemblement et un projet attractif » pour les Français.

L'accord électoral PS-MRG du 6 février prévoyait tantôt des listes communes, tantôt des listes séparées. Dans trente-huit départements où devaient être établies des listes communes, il n'est pas remis en cause. Dans vingt autres, les désaccords persistent.

De façon plus globale, le MRG n'est pas associé au PS dans quarante-cinq départements mais avec éventuellement d'autres partenaires.

Des radicaux de gauche sont ainsi les chefs de file de listes France unie dans trois départements : Landes (M. Alain Dutoya, maire d'Haget-mau, conseiller général), Loiret (M^{me} Hélène de Filles, conseiller régional sortant, conseiller municipal de Beaune-la-Rolande, Pyrénées-Atlantiques (M. Jean Surville, adjoint au maire de Biarritz). Ils mènent des listes Génération Ecologie dans deux autres départements : la Creuse (M. Daniel Guérin, conseiller municipal de Villeneuve-le-Roi, Val-de-Marne) et la Sarthe (M. Jean-François Faquin, conseiller régional sortant, conseiller municipal du Mans). En Eure-et-Loir, M. François Huwart, conseiller régional sortant, maire de Nogent-le-Rotrou, conduit une liste qui a reçu le soutien de Génération Ecologie et de France unie (Le Monde du 20 février).

D'autre part, comme prévu par l'accord, le MRG conduit des listes autonomes en Corse (M. Nicolas Alfonsi, conseiller régional sortant, ancien député, maire de Piana), en Haute-Saône (M. Jean Lalloue, conseiller municipal de Fougerolles) et dans les Hauts-de-Seine (M. Georges Diquet, conseiller régional sortant). De même, il mène des listes France unie dans trois autres départements : Loire-Atlantique (M. Michel Le Mappian, conseiller régional sortant, adjoint au maire de Nantes), Côte-d'Or (M. Pierre Rebou, maire de Venray-Les-Laumes, conseiller régional sortant, conseiller général), et Essonne (M. Michel Bretagnon, conseiller régional sortant, adjoint au maire de Palaiseau).

Enfin, le MRG conduit la liste de la majorité présidentielle dans deux départements : l'Ain, avec M. Dominique Saint-Pierre, conseiller régional sortant, ancien député, et l'Aveyron, avec M. Jean Rigal, conseiller régional sortant, député et maire de Villefranche-de-Rouergue.

A. Ch.

□ L'événement d'Amiens « met en garde contre certaines thèses du Front national ». - Dans un éditorial publié dimanche 23 février, dans un bulletin catholique de la Somme, le Dimanche, Mgr Jacques Noyer, évêque d'Amiens, « met en garde l'opinion contre certaines thèses du Front national (...), reprises parfois de façon plus subtile par d'autres formations politiques ». « Tout discours qui s'agisse sur la peur spontanée de l'autre, qui encourage les réflexes de xénophobie de la population, qui développe un racisme pronant le châtin chez soi, est terriblement dangereux », écrit Mgr Noyer dans cet éditorial consacré aux élections régionales et cantonales, en concluant : « Au début, ce sont des mots. A la fin ce sont des armes, des prisons et des morts. » - (Corresp.)

□ Une prédiction de M. Mermaz. - Dans un article du Monde du 20 février consacré aux élections cantonales dans le Cher, nous avons écrit que M^{me} Marie-Danielle Babinson, qui est candidate dans le deuxième canton de Vierzon, était « membre du PS depuis 1978, proche de M. Louis Mermaz ». Le ministre de l'Agriculture nous écrit : « Je vous prie de bien vouloir porter à la connaissance de vos lecteurs qu'il est tout à fait inexact d'écrire que M^{me} Babinson ne soit proche de je ne l'ai en effet jamais rencontrée. »

JEAN-MARIE COLOMBANI

سكان مصر

POLITIQUE

régionales

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Jean-Marie Rausch le travailleur

En Lorraine, le maire de Metz, qui rompu avec ses anciens amis politiques pour rallier la gauche, compte sur son bilan pour conserver la présidence de la région

METZ

envoyé spécial

« JMR : J'aime Ma Région », Jean-Marie Rausch joue de ses initiales pour mener campagne. Le président de l'Assemblée lorraine compte sur son image. « Je suis par 99 des Lorrains », et sur son bilan pour la tête de la région. Il n'est pas pour autant rassuré. Il s'enquiert auprès d'une collaboratrice sondages qui doivent être rendus publics ce jour-là. « En état de course », s'empresse-t-il de préciser, pour chasser les inquiétudes, ils ne voudront pas dire grand-chose puisque je n'ai pas de liste dans les Vosges. »

Cela empêche de sa tournée départementale. Après quoi qu'il arrive, le maire de Metz aura besoin des sièges obtenus par le socialiste M. Christian Pierret (fabiusien), député maire de Saint-Dié, pour la présidence. Le décollage de l'hélicoptère pour Gérardmer prévu à 10 h 10. A la minute près, il prend la direction de la région vosgienne. Le ministre délégué aux télécommunications consulte la carte, puis le bobby favori : la photographie. Quelques minutes plus tard, l'atterrissage, il relit le discours prévu pour l'inauguration du centre de formation.

Tout est programmé : précisions : allocutions, petits fours et champagne. Sauf l'intervention d'un proche M. Christian Poncet (RPR), sénateur et président du conseil général des Vosges, qui conduira la d'opposition départementale. Pas d'incident ni de retard : simplement quelques phrases de bienvenue. M. Dominique Schmitt, son « excellent » directeur des services de la région, un Strasbourgeois qui lui est attaché depuis vingt ans, lui fait signe. Comme prévu, l'écrou s'arrache à 10 h 45 du mort de l'hôpital. Gérardmer pour se diriger vers Neufchâteau.

Jean-Marie Rausch tourne

vers son entourage pour se réjouir de ce que l'ami politique de M. Rausch, l'a félicité, et après, pour la qu'il accompli en Lorraine. Ce « petit bourgeois de province », il se plaît à se définir, n'entend pas pour être dupe. « Il m'a peut-être dit cela, commente-t-il en riant, parce que Poncet m'a pas retenu sur sa liste. »

« Ce n'est vraiment pas rigolo »

Le brouillard qui s'accroche collées avoisinant la sous-préfecture vosgienne ramène le silence. Le pilote effectue plusieurs tentatives pour trouver un travers à brume. Il finit par faire un signe de désespoir. Le président acquiesce : « Il ne faut pas s'amuser avec ces engins-là. » Le bureau de poste de Neufchâteau du ministre pour son inauguration et le entre la ville et la région sera signé un jour.

Le jour dans son bureau de l'hôtel de ville de Metz, le maire demande à un jeune secrétaire, à laquelle il délire le volonte des « merci, ma fille », des nouvelles sur les résultats attendus. Ils sont toujours arrivés. En revanche, il lui a signalé que deux conseillers régionaux d'opposition ont publié une lettre à la presse locale pour protester contre le déblocage de 15 millions de francs destinés à financer l'étude de faisabilité du TGV-Est. « Mais c'est ridicule », s'exclame-t-il, sur l'enveloppe des millions adoptés à l'unanimité par la région pour la construction du train à grande vitesse. « Je ne laisserai pas tomber. »

Entouré de sa batterie d'équipe-informatiques dont il n'est pas fier - « Ils me permettent d'être informé immédiatement », vaquant normalement à mes occupations, sans précipitation et sans claquer », il ajoute : « Moi, je tra-

vaille tandis qu'eux font de la politique. » « Eux », ce sont M. Julien Schwartz (RPR), président du conseil général de Moselle, qui conduira la liste Union pour la France (UPF) dans ce département, mais M. Gérard Longuet (UDF-PR), qui sera à la tête de l'opposition dans la Meuse. Il est vrai que « sous-préfet parachuté », il dit, vise la présidence de la Lorraine.

La fierté, voire l'orgueil, de Jean-Marie Rausch c'est qu'il estime devoir son travail, lui qui aime à rappeler qu'il est un « homme de terrain ». Sur de qu'il a su donner à sa ville et à sa région, il ignore « adversaires politiques qu'il renvoie dans leur camp d'une pichenette » lorsqu'ils insistent trop.

D'ailleurs, il n'a pas l'intention de faire grand bruit d'ici au scrutin. Il va limiter à une tournée d'une dizaine de villes en Moselle. La publication d'un journal de quatre pages tiré à cinq mille exemplaires à une campagne d'affichage. Soutiens de transparence et pour bien montrer qu'il n'y a pas d'affaires. Lui ni d'ailleurs dans la région - « Les Lorrains sont des gens sérieux », il évalue le coût global de l'opération à un million de francs. « Ce n'est pas un problème de financement compte tenu des dispositions prévues par la loi. »

Il n'ira même pas soutenir les listes de l'Union républicaine lorraine (URL) présentes dans la Meuse et Meurthe-et-Moselle. Visiblement, il craint qu'un soutien trop appuyé aux candidats parti qu'il a créé ne soit contre-productif. Même si Metz et Nancy sont arrivés à un accord pour construire un aéroport régional à égale distance entre les deux cités, il ne se risque de réveiller les vieux démons. Peut-être aussi commence-t-il à être sérieusement préoccupé par la popularité qui affecte le gouvernement Cressat et le président M. République ?

Le ministre des postes et télécommunications a la difficulté à affirmer que ses adversaires politiques lui « veulent du mal », parce qu'il a accepté l'ouverture mais « accepté parce qu'il a réussi » qu'il a « entrepris ». Il admet que quoi qu'il soit, cette fois « rien n'est ». Il évoque un instant la sénatorialité partielle de septembre prochain qui pourrait être une solution alternative à l'échec à la présidence de la région. Mais il revient très vite aux régionales. Comme il semble tenir au fauteuil qu'il occupe depuis 1982 ! Pourtant ses amis politiques d'hier feront pour l'en chasser à risques « grands » pour « JMR » qu'ils y parviennent.

Trève de « déprime », il est 14 heures et il est grand temps de se remettre au travail : entretien avec des industriels américains désireux d'investir en Lorraine, réunion des membres pour préparer la commission des finances de la ville et, probablement, enfin le main aux fameux sondages.

MARCEL SCOTTO

Intentions de vote : les écologistes dépasseraient le PS en Alsace et l'égaleraient en Lorraine. Les enquêtes sur les intentions de vote aux élections régionales, réalisées par BVA pour Antenne 2, FR 3, France-Inter, France-Info et Paris-Match du 17 au 20 février auprès d'échantillons d'environ huit personnes, ont donné les résultats suivants. En Alsace, les listes UDR-RPR obtiendraient 31 % des suffrages ; les écologistes 21,3 % (17 % pour les Verts, 4,5 % pour Génération Ecologie) ; le PS, 19 % ; le Front national, 14 % ; Alsace, d'abord, 4,5 % ; le PC, 2,5 %. En Lorraine, les listes UDR-RPR recueilleraient 40 % des voix ; le PS, 14 % ; les écologistes, 8 % (8 % pour les Verts, 8 % pour Génération Ecologie) ; le Front national, 11,5 % ; l'Union républicaine lorraine (M. Rausch), 11 % ; le PC, 5,5 %.

PROPOS ET DÉBATS

M. Hermier : « Le vote communiste sera un vote vert et rouge »

M. Guy Hermier, député Bouches-du-Rhône, chef de file du PCF aux élections régionales dans ce département, qui était, dimanche 23 février, l'invité de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, s'est déclaré partisan d'un « rassemblement pour la vie politique ». « Il faut monter d'en bas, a-t-il affirmé. On ne fera pas l'économie des forces qui, dans ce pays, veulent la politique de gauche. » Interrogé sur l'éventualité du PCF au lendemain des élections régionales, M. Hermier a ajouté : « Sur le terrain, dans bien des rencontres, je suis avec beaucoup d'écologistes. Naturellement, il n'y a aucune ambiguïté, mais (...) le communiste est un rouge. »

A propos des critiques visant M. Georges Marchais, à l'intérieur même du PCF, M. Hermier a indiqué : « Je suis sûr que, au-delà des problèmes de personnes, pensent

qu'il faut un Parti communiste renouvellement plus fréquent, plus régulier, de directions. Nous sommes dans une période de mutations fantastiques. Des problèmes absolument inédits se posent. Il y a besoin d'un Parti communiste plus souple, plus divers, plus adapté au mouvement de la vie. Cela pose notamment le problème de la direction, et pas simplement de Georges Marchais. Nous avons changé, mais je crois que nous sommes changés dans un cadre qui reste marqué par ce qui a été. Il y a besoin d'un Parti critique approfondi. »

Parmi les invités de M. Hermier présents sur le plateau de télévision figuraient notamment M. Georges Marchais, Pierre Zarka, Alain Boccia, plusieurs membres de la direction du parti, mais aussi les chefs de file du courant « refondateur » : M. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite, anciens ministres, et plusieurs de leurs amis.

M. Lalonde : « Minoritaires de tous les partis, unissez-vous ! »

M. Lalonde, ministre de l'environnement, a déclaré dimanche 23 février au « Forum RMC-L'Express » : « Actuellement les états-majors des partis politiques empêchent d'avancer. Au point que je suis presque prêt à dire : minoritaires de tous les partis, unissez-vous ! » Le ministre de l'environnement a estimé que l'environnement politique français passe par une alliance entre les socialistes modernes, les écologistes réalistes, les centristes rénovateurs, ajoutant : « Peut-être faut-il le pro-

chain premier ministre soit pas socialiste pour qu'il y ait une recomposition. M. Lalonde a indiqué que, « pour l'instant », il lui paraît « exclu » le ministre d'un gouvernement d'union, mais, a-t-il précisé, « je suis pas obligé d'être ministre pour donner un coup de main à quelque gouvernement que soit, à condition que le gouvernement soit réformiste, qu'il soit clair vis-à-vis du Front national, clair vis-à-vis des dimensions péennes. »

M. Emmanuelli : « La priorité des socialistes, revenir sur le plan social »

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 23 février, au « Grand jury RTL-Le Monde », qu'« on assiste, dans ce pays, à un affaiblissement de la conscience civique, ce qui n'est pas sans rapport avec la montée du Front national ». « On ne sait plus très bien ce qu'est, en démocratie, la légitimité », a observé le député Landais. On a joué avec des concepts aussi importants que celui de suffrage universel (...). On s'oppose à la légitimité démocratique d'autres formes de légitimité, celle de la société civile, dont on ne m'a toujours pas expliqué pourquoi elle reposait. »

M. Emmanuelli, « il est bon que, dans la majorité présidentielle, il y ait une diversité de partis », a-t-il déclaré. « Cela doit se faire dans un certain ordre, d'idées, de programmes. Partisan du vote pour le candidat « républicain » - RPR ou UDF - face à celui du Front national, au second tour d'une élection, lorsque le candidat socialiste a été éliminé au premier tour, le président de l'Assemblée natio-

nale est hostile à l'idée d'un « front républicain », qui ne laisserait pas le citoyen d'autre choix qu'entre le front républicain et le Front national. « A mon avis, a-t-il dit, ce serait la seule situation qui pourrait permettre à M. Le Pen d'approcher du pouvoir dans ce pays démocratique. » Estimant « la priorité des socialistes ne doit pas être de se préoccuper de tel ou tel mode de scrutin, mais de revenir sur le plan social », le député Landais s'est prononcé pour un scrutin où la proportionnelle puisse exister en partie, mais qui conserverait la logique majoritaire. »

Au sujet de la ratification des accords de Maastricht, le président de l'Assemblée nationale a déclaré que le « peignage » nécessaire à la Constitution devrait être fait, selon lui, « devant le Congrès ». « En cas, a-t-il ajouté, de fins utiles, nous sommes prêts de la suite en état. » Quant aux accords eux-mêmes, M. Emmanuelli estime « s'il y a au Parlement une majorité pour », pour quoi le référendum ? »

EN BREF

SEINE-MARITIME : Le maire de Fécamp a constitué une liste centriste. M. Jean-Pierre Deneuvre (div. d.), conseiller général de Fécamp (Seine-Maritime), conduira aux élections régionales une liste située au « centre » composée d'élus locaux et de socio-professionnels. M. Deneuvre, qui réclame de la majorité départementale un conseil général présidé par M. Jean Lecanuet (UDF-CDS), affronte M. Antoine Ruffenach (RPR), vice-président du conseil général à la tête de liste RPR-UDF. M. Deneuvre continue un combat

qu'il a engagé en 1981 lorsqu'il s'est opposé au désigné de M. André Bettencourt qu'il a poursuivi en 1988 lorsqu'il fut à nouveau mis en compétition avec un candidat de M. Lecanuet. La division de la droite permit alors l'élection de M. Frédérique (PS), qui lui ravit l'année suivante la mairie de Fécamp, qu'il dirigeait depuis 1977. Sa candidature régionales pourrait conduire M. Lecanuet à lui de Fécamp. - (C'ntrep.)

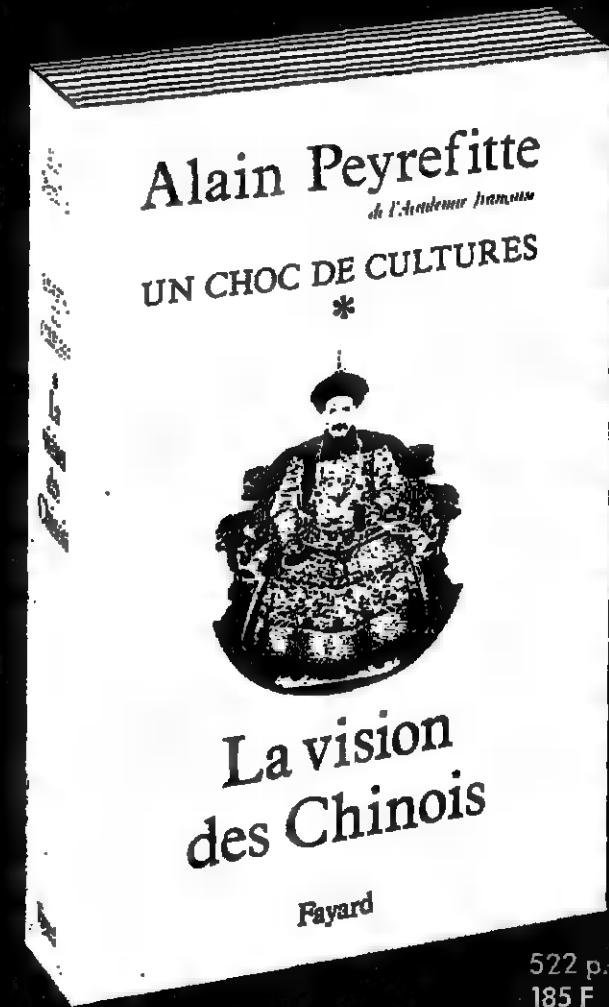
ALAIN PEYREFITTE de l'Académie française

Un extraordinaire recueil de textes... traduits par une solide équipe de sinologues... De précieux aperçus... Il faut lire La Vision des Chinois.

Francis Deron, Le Monde.

Peyrefitte, au plus fort de la crise de 1989, était le seul à prévoir la répression. Non par pessimisme, mais par sa connaissance intérieure de l'essence du pouvoir en Chine, qui, malgré les révolutions, n'a pas changé. Son commentaire de textes donne une clé... Ce livre est un enchantement.

Pierre Miquel, Figaro Magazine.



522 p.
185 F

Lisez bien Peyrefitte. Les vraies murailles sont celles que l'on construit dans les têtes. Et c'est de cette muraille-là que vous serez informés aussi sûrement par le dernier Peyrefitte que nos pères le furent jadis, de notre fanfaronne Révolution, par Alexis de Tocqueville.

Dans un texte d'anthologie, en 120 pages, il donne les clés. Déjà, évidemment, les Chinois de Peyrefitte me plaisent. Je leur trouve comme un petit air coquin de Persan à la Montesquieu.

re Chaunu, La France Catholique

Le choc des archives stupéfie... L'histoire de ce conflit entre l'arrogance anglaise et la suffisance chinoise est appelée à devenir exemplaire.

de l'Union, Actuelles.

Un fabuleux témoignage sur l'art de gouverner.

Leclercq, Le Point.

FAYARD

SOCIÉTÉ

Regroupant 70 000 fonctionnaires

La nouvelle direction centrale de la police territoriale luttera en priorité contre la petite et moyenne délinquance

La nouvelle direction centrale de la police territoriale, regroupant, au sein du ministère de l'intérieur, les polices urbaines (PU), des renseignements généraux (RG) et de la police de l'air et des frontières (PAF), créée par un décret publié au Journal officiel du 21 février, a pour direction aux allures de mastodonte : environ 70 000 policiers - lut- tuer en priorité contre la petite et moyenne délinquance. Son directeur devrait être nommé par le conseil des ministres du mercredi 26 février. La réforme devrait conduire MM. Robert Broussard, Roger Lajouane et Jean-Jacques Pélissier, « patrons » respectifs des PU, de la PAF et des RG, à quitter prochainement leurs fonctions.

La police française traverse un grand changement. A peine rétrograde-t-on l'apparition de « brigades du Tigre » créées par le ministre de l'intérieur Georges Clemenceau, qu'on voit la police criminelle ridiculisée par les malfa- tris s'enfuyant grâce à des malfrats bolides. A peine se souvient-on de la réforme de 1941, qu'elle est confirmée en 1992.

M. Jean-Louis Destans nommé conseiller diplomatique du ministre de l'intérieur

Succédant à M. Christian Rouyer, qui avait dû démissionner de son poste au cabinet du ministre de l'intérieur à la suite de l'affaire Habache, M. Jean-Louis Destans, conseiller des affaires étrangères, a été nommé conseiller diplomatique au cabinet de M. Philippe Marchand.

À la suite de sa nomination, M. Destans a été nommé conseiller technique chargé des questions internationales au cabinet du président du conseil de l'intérieur, M. Pierre Joxe. À la suite de sa nomination, M. Destans a été nommé conseiller technique chargé des questions internationales au cabinet du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, en tant que conseiller diplomatique. Conseiller municipal (PS) à Pont-Audemer (Eure), M. Destans a été nommé conseiller technique chargé des questions internationales au cabinet du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, en tant que conseiller diplomatique.

Libération, qui plaça sous la coupe de l'Etat la police des villes de plus de 10 000 habitants. Pour le reste, la police aura conservé une organisation territoriale, la moins adaptée aux demandes de sécurité d'une société moderne.

Des pouvoirs sans précédent

Présenté par M. Philippe Marchand comme « la réforme la plus importante de la police nationale depuis la Libération », la territorialisation des services impose d'abord une refonte profonde de l'administration centrale de la police. D'un coup de plume, le décret a supprimé les directions centrales des polices urbaines (les PU regroupent quelque 60 000 policiers) et des renseignements généraux (RG). Les services comparables à ceux de la PAF (police de l'air et des frontières) avec, il est dit, un « patron » unique chargé de coordonner leur action.

Nouveau dans la hiérarchie policière, celui-ci concentre des pouvoirs sans précédent. Non seulement parce qu'il dirige le gros des troupes policières, mais aussi parce que ses services exercent des missions relevant de la police administrative et judiciaire, comme du renseignement ou de la police de l'immigration. En outre, il couvrira bientôt de son autorité l'ensemble des directions départementales de la police, les PU, la PAF et les RG : le mécanisme de départementalisation en cours concerne à ce jour vingt-trois départements (le Monde du 14 juillet 1991) et tous les départements seront, d'ici à la fin de l'année, sous d'un commandement policier unique.

On voit mal comment la « patron » de la police territoriale ne porterait ombrage à l'autorité de son supérieur hiérarchique, le

directeur général de la police nationale. Mais son emprise immédiate, au dernier « que » trois des principaux services actifs : la direction centrale de la police judiciaire, la direction de la surveillance du territoire et le service central des CRS. Encore s'agit-il de directions très particulières : la police judiciaire dépend des autorités judiciaires, la « patron » des contre-espions de la DST dépend du compte direct de l'Etat et les compagnies républicaines de sécurité sont, parfois à leur tour, dépendant, confiées à la mission de l'ordre. Tout dépendra donc du modus vivendi qui s'établira entre les différentes autorités de la place Beauvau.

A terme, la territorialisation des services peut en tout cas atténuer le cloisonnement des hiérarchies et la juxtaposition de « maisons » policières traditionnellement jalouses de leurs spécificités. Pour l'heure, elle a plutôt un effet déstabilisant dans les rangs policiers où chacun s'interroge sur la place qu'il occupera dans le futur dispositif. Très sensible est, de ce point de vue, la question de la PAF, de la PAF et des RG. Dans une institution où l'on ne vit en fonction de la direction d'appartenance, où un changement changeant de direction d'emploi n'est pas considéré comme un « autre », l'évolution des carrières des policiers, qu'ils soient attachés aux RG, à la PAF ou au DPT, seront désormais gérées par la DCPT. Et chaque directeur départemental de la police nationale pourra demander un redéploiement de ses effectifs, mais aussi des moyens afin de mieux répondre aux objectifs de sécurité qu'il aura définis.

Inquiétudes et attentisme

L'inquiétude s'est encore accrue lorsque la lutte contre la petite et moyenne délinquance a été annoncée comme l'objectif prioritaire de la réforme. A la PAF, et surtout aux RG, les policiers s'interrogent sur leur rôle : ces délinquances, qui représentent certes 98 % des infractions constatées, ne sont-elles pas essentiellement traitées par les polices urbaines ? Craignant d'être réduites à la portion congrue, les « grandes oreilles » ont cependant

trouvé des soutiens du préfet et du gouvernement. Tant et si bien que le service de renseignement a pu passer à travers la réforme sans modifier son organisation. Les trois sous-directions actives : la première demeure chargée de rassembler les informations d'ordre politique, économique et social utiles au gouvernement ; la deuxième de recueillir les renseignements nécessaires à la prévention de l'immigration ; la troisième, de surveiller les « contacts et jeux ». En outre, les RG devraient esquiver le mouvement de départementalisation en regroupant leurs forces au plan régional.

Bien qu'elle n'ait finalement pas été rebaptisée « police de l'immigration », la PAF a renforcé son rôle en matière de maîtrise des flux migratoires. Ses missions dépendront toutefois très étroitement des évolutions européennes : que la logique des accords de Schengen et de Maastricht, avec la suppression des frontières intérieures aux Etats membres, soit mise à son terme, et la PAF s'orientera encore davantage vers la lutte contre les flux d'immigration et le travail clandestin, en liaison avec les RG et les polices urbaines. Ce sera finalement les moins touchées par la réforme, même si le service central de la police urbaine y perd une sous-direction de l'action préventive et de la protection sociale.

Préparées dès 1988 et annoncées comme imminentes depuis plus de deux mois, la création de la DCPT et la nomination de son directeur ont été l'un des événements gouvernementaux. Est-il encore temps de réformer la police, s'est-on demandé dans les allées du pouvoir, alors que les élections locales approchent ? Tout indiquait pourtant que la réforme de la territorialisation était trop engagée pour être stoppée au milieu du gué : une vingtaine de directeurs départementaux de la police militaire se trouvaient en poste, quoique sans aucun moyen d'action. A-t-on pu mesurer combien cet état de fait avait été l'autorité de choc de la réforme ? Les services, locaux et nationaux, qui tout le monde savait en panne ?

ERICH INCYAN

Dans le Nord

Patrons et beurs brisent la glace

LILLE

■ Notre envoyé spécial

Une Trois-Saisons à Bondues, en banlieue de Roubaix, accueille plusieurs familles du Nord d'origine portugaise. Le 15 février, des chômeurs d'entreprise de l'immigration et des jeunes chômeurs, français ou diplômés, handicapés par une peau mate et un nom étranger.

Mohamed, marocain en droit, crève le cœur. « Tous les jours, je fais un travail de nuit, mais les employeurs ne répondent pas à mes lettres. Mes parents vivent dans le mou- d'habitat, ils ne comprennent plus rien. Un jour, j'ai vu un ouvrier métallurgiste de Haut- mont, diplômé d'économie, qui a été licencié, il a dit : « Je ne vais pas dans le parano, mais je suis parano ».

Surveillants

■ Les gardiens de nuit

Racisme ou « parano » ? La discrimination à l'embauche est un fait. Un chômeur de 35 ans, diplômé de l'enseignement technique, a été refusé un « bon candidat », au motif qu'il n'était pas « assez français ». Un professeur de la poésissimie, ironie ou simple lâcheté ? « Un Noir ne peut pas marcher dans la rue », constate M. Torkie, directeur d'Espérance, un centre de formation, des qualités humaines ou professionnelles ou... « Le premier problème n'est pas l'intégration, mais le chômage », dit M. Torkie, directeur d'Espérance, un centre de formation, des qualités humaines ou professionnelles ou... « Le premier problème n'est pas l'intégration, mais le chômage », dit M. Torkie, directeur d'Espérance, un centre de formation, des qualités humaines ou professionnelles ou...

PHILIPPE BERNARD

(1) Espace intégration, 70, rue de Paris, 59000 Lille (tél. : 03 20 31 11 11). Deux autres centres de formation pour l'insertion de jeunes de l'immigration à la recherche d'un emploi : l'Entreprendre en France, 1 rue La Fayette, 59000 Lille (tél. : 03 20 31 11 11) et l'Entreprendre en France, 1 rue La Fayette, 59000 Lille (tél. : 03 20 31 11 11).

EN BREF

■ Un lycéen inculpé de violence avec arme. - Un élève du lycée professionnel Paul-le-Rolland de Drancy (Seine-Saint-Denis), âgé de seize ans, a été inculpé, samedi 22 février, de « violence avec arme » et placé sous mandat de dépôt à Fleury-Mérogis. Convoqué au lycée, vendredi 21 février, le jeune homme avait blessé la conseillère d'éducation à la suite d'un « coup de couteau » à la jambe. Légèrement blessé, le conseiller avait subi trois jours d'incapacité temporaire de travail.

■ L'arrêt de la grève de la faim. - Les onze derniers grévistes de la faim qui jeûnaient à Paris depuis le 2 janvier ont été libérés. La « double peine » (interdisant le territoire à des étrangers délinquants ayant purgé leur peine) a cessé leur mouvement, vendredi 21 février. La veille, une lettre du ministre de l'intérieur avait informé du fait que vingt-quatre personnes ayant participé au mouvement : six d'entre elles ont leur expulsion abrogée ; sept ont été assignées à résidence mais pourront travailler ; deux sont admises à régulariser leur séjour ; neuf expulsions ont été maintenues. Les derniers dossiers dépendent d'une décision des autorités judiciaires.

■ Pénitence (Val-d'Oise) : des catholiques traditionalistes occupent sans incident, dimanche 23 février, la cathédrale de Saint-Nicolas-du-Charbonnet à Paris. Depuis deux ans, un comité traditionaliste, dirigé par M. Michel Bischoff, conseiller municipal Front national d'Argenteuil, organise ainsi des « prises d'églises ». Un premier groupe de fidèles a accepté de se soumettre à l'autorité de l'évêque et dispose d'une cha-

polle à Pontoise pour y célébrer le culte dans le rite ancien de l'Eglise.

■ Nœud incident dans la centrale nucléaire bulgare de Kozlodouk. - La tranche N° 1 de la centrale nucléaire bulgare de Kozlodouk, qui fournit 10 % de l'électricité du pays, a été arrêtée la nuit du 22 au 23 février à la suite d'une panne de la partie classique (turbogénérateur) de l'installation. Ce nouvel incident dans la Bulgarie, une situation énergétique difficile. En effet, la tranche N° 6 de la centrale de Kozlodouk a été récemment stoppée, et les deux autres réacteurs en service, de conception ancienne, suscitent de l'inquiétude. Conséquence : au lieu d'être coupée une heure, la centrale a été arrêtée deux heures, coupée dans le pays deux heures après deux heures de fonctionnement.

■ Lancement d'un satellite de navigation américain. - Les Etats-Unis ont lancé avec succès, dimanche 23 février à 23 h 25 mn (heure française), le satellite Canaveral, un nouveau satellite de navigation de la série Navstar. Mis en orbite par un lanceur type Delta, ce satellite de 65 millions de dollars vient renforcer le Global Positioning System (GPS), un système de plusieurs satellites permettant aux militaires, civils, de localiser leur position à quelques dizaines de mètres près. (AFP)

■ L'Azerbaïdjan crée son agence spatiale. - L'Azerbaïdjan a créé son agence spatiale, sous le nom de « Azerbaïdjan Space ». Soumise à l'autorité du président de la République, M. Ayaz Moutalibov, l'agence a pour objectif « l'application de la politique spatiale de la République dans l'intérêt de l'économie, ainsi que l'application des programmes spatiaux de la coordination des projets cosmiques internationaux ». (AFP)

ÉDUCATION

Une manifestation nationale contre le projet de rénovation universitaire

Les étudiants entre inquiétude et rumeurs

Une manifestation nationale d'étudiants a été organisée à Paris et en province, mardi 22 février, pour protester contre le projet de rénovation des universités. Malgré le manque d'apaisement du ministère de l'éducation nationale, les étudiants manifestent contre l'inquiétude et les rumeurs.

« C'est absurde », répète depuis quelques jours M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale. « Seul une mauvaise information peut expliquer un mouvement très minoritaire », renchérit le ministre lui-même. Le 18 février, alors que les étudiants appellent à la grève de la capitale en réclamant le retrait de la réforme universitaire, le ministre a réitéré son refus.

Absurde en effet - mais d'un classicisme à l'épreuve - cette situation où un gouvernement concocte une réforme de l'université qu'il veut « favorable aux étudiants » et où les derniers protestataires sont des enseignants, depuis le ministère de l'éducation nationale, le ministre a réitéré son refus.

Apparemment indifférents aux modifications apportées par le ministère à l'approbation du projet par les présidents d'université, les étudiants préparent pour mardi 25 février. Leur

méfiance se manifeste aussi bien dans de vastes établissements « habitués » à la contestation que dans de petits universités spécialisées. En tête d'un mouvement incertain, les étudiants de Paris-1 (centre Saint-Charles), de Paris-XIII (Villetaneuse) expriment bien cette double inquiétude qui traverse les universités. D'un côté, la crainte de voir disparaître l'identité de leur formation artistique. De l'autre, un refus diffus, sur fond de banlieue ou de crainte du chômage.

L'amphithéâtre V de l'université de Villetaneuse fait sa fête chaque jour à 12 h 30. Plus de mille étudiants y réclament le retrait de la réforme et reconduisent la grève à la quasi-unanimité. Ils détectent les modifications apportées par le ministère, on envoie des émissaires dans les autres facultés. Mais l'étude de textes très générale car sont réunis là des étudiants qui ont une culture et une communication dont la filière doit disparaître, et qui sont concernés par la réforme.

« Nous ne sommes plus au lycée »

Pour l'union, le comité de grève, une large partie des membres des syndicats étudiants UNEF et UNEF-ID (indépendante, non démocratique), conteste la « sélection » imposée par le projet, l'introduction de « faces à plusieurs vitesses », la « remise en question du caractère national des diplômes », « la création de filières « parking », « la limitation du droit au redoublement ». Et les plus certaines ne sont pas,

plus, dans le projet gouvernemental, la création d'un « diplôme de licence », la suppression de la « licence », la suppression de la « licence », la suppression de la « licence ».

Le comité de grève de Villetaneuse fait l'unanimité des étudiants lorsqu'il dénonce la suppression des aménagements de rattrapage et le système de compensation des absences prévus par le ministère. Les étudiants de rattrapage beaucoup plus efficace. Et la même façon, on dénonce le « certificat d'études universitaires (CEU) » attribué aux étudiants à leur entrée. « Il ne supprime ou non ? mais que ce ne soit de la pitié pour ceux qui échouent. »

Autre thème de contestation, l'instauration d'une première année de formation plus générale : « Nous ne sommes plus au lycée », indiquent les étudiants qui considèrent, dans certaines filières de sciences humaines comme la communication, que l'enseignement est déjà trop peu spécialisé. « Avec le nouveau système, considèrent certains, le niveau ne peut que baisser car nous ne pouvons pas, en un an, acquérir des connaissances professionnelles. » La réforme, à ce projet de réforme, n'est toutefois pas un refus de toute innovation.

« Mais nous voulons des études », soulignent-ils. « Mais nous voulons des études », soulignent-ils. « Mais nous voulons des études », soulignent-ils.

Malgré la mobilisation, Villetaneuse n'a pas fait de la grève. Pour beaucoup d'étudiants parisiens, Villetaneuse, c'est la maison d'une manifestation syndicale, mais manip-

lation politique. C'est bien la force des étudiants de Saint-Charles. Engagés les premiers dans la contestation, ils ont voté l'occupation des locaux. Mais ils ont refusé les syndicats, créant une coordination autonome et revendiquant leur spécificité d'artistes à la recherche de nouvelles formes de bande dessinée et de sérigraphie.

Lorsque le mardi 7 février, ils organisent un « chèque d'apaisement » au Louvre, avec fresques et pyramides en carton, ils réclament que « seuls, ils n'est rien », et prennent la tête de la manifestation de protestation qui s'étend. « Nous sommes les projets d'artistes. Sans nous, pour nous, cela signifie la mort d'un enseignement pratique et spécialisé », explique le président de la coordination Saint-Charles. Mais pour prendre contact avec les autres étudiants, on a regardé les conséquences générales du projet de réforme, et nous sommes partis en missionnaires.

Les étudiants de Saint-Charles ne voulaient surtout pas être noyés dans la masse de la contestation. « Plus personne n'aurait tenu compte de nos problèmes. » Pour exister, ils ont refusé d'être assimilés à un syndicat. Aujourd'hui, le 162 de la rue Saint-Charles est la Suisse du mouvement étudiant. Explique un étudiant au catogan, « nous sommes seuls. C'est une force. Depuis le début du mouvement, les réunions inter-facs se tiennent ici. Mardi 25 février, après la manifestation, les délégués de chaque établissement représentés se réuniront pour l'après-midi conseil de coordination. A Saint-Charles, il y a, en terrain neutre,

MICHÈLE AULAGNE



LES JEUX OLYMPIQUES

L'esprit olympique dilué

La dispersion des sites, ajoutée à la durée excessive des compétitions, tempère la satisfaction générale

Adieux

Un passé. La flamme olympique s'est éteinte à Albertville, transmis drapeau, frappé des cinq entrelacs, son homologue de Lillehammer. Les Jeux d'hiver 1994 ont presque commencé. On a dansé en se disant au revoir.

Au revoir? Pour certains, c'étaient pour qui étaient venus de neige, la glace, inconnus, Bolivie, du Costa Rica, d'Inde, du Mexique, du Sénégal, des Philippines ou du Swaziland. Ils ont participé, comme le Pierre de Coubertin l'avait souhaité en rénovant les Jeux. Leurs prestations ont été amusées. Elles témoignaient le plus d'un courage. Et elles ont été quelques beaux désordres, désormais l'Olympisme ne plus.

Ancien président de l'Union internationale de tennis, M. Philippe Chatrier, devenu récemment membre du Comité international olympique (CIO), a été chargé de mettre de l'ordre dans les participations. Seuls les meilleurs dans chaque discipline seront acceptés. Il faudra pour le moins répondre à des critères de qualification stricts. Il sera plus question de s'inscrire au cours de la semaine après le début des compétitions.

Le Raymond Kayrouz pourra plus doubler le Marocain El Hassan Mahta, parti une minute avant lui dans la première manche du slalom géant puis, emporté par son élan, manquant de peu la qualification. Le Grec Vicos Anastasiadis n'aura plus l'occasion de manquer dix-sept cibles sur vingt dans un parcours de biathlon, qu'il avait déjà eu beaucoup de mal à terminer. Le Marocain Faissal Cherradi n'aura plus besoin de bénéficier d'une modification des règlements pour prendre le départ, de poursuite en ski nordique. Ils ne plus sélectionnés.

Adieu à tous ceux-là. Ils donnaient aux Jeux une dimension plus humaine. Ils manquaient. Les épreuves seront-elles pour autant plus passionnantes? L'italien Alberto Tomba a, sans doute, compris que non. Assuré d'avoir conservé le titre de géant, il d'être le premier skieur alpin à le faire, il attendait que le dernier relais en franchisse la ligne d'arrivée, il l'a porté, triomphant, épaules. C'était un beau geste. En serait-il le seul? Les sportifs, dont l'unique bonheur est de participer, de les laisser défilier lors des cérémonies sans les autoriser à prendre part aux compétitions.

SKI DE FOND : 50 kilomètres hommes

Les grillons italiens

Le Norvégien Bjørn Dæhlie a remporté, samedi 22 février, la médaille d'or aux Saïsis, le 50 kilomètres hommes en ski de fond. Les Italiens ont obtenu trois places : Maurizio De Zolt et Giorgio Vanzetta ont obtenu la médaille d'argent, l'équipe d'Italie. Le Français Hervé Bolland s'est classé cinquième.

SAISIES

envoyé spécial

Le grillon a d'abord joué la cigale. Deux courses en treize jours, une cinquante-huitième place et un abandon. Certains murmurent déjà que le grillon était grillé depuis longtemps, qu'il était seulement venu à la fête olympique. C'est dans l'ultime course, le fond, le grillon est devenu grillon. Il s'est mis à décompter les kilomètres, à économiser ses secondes. Pas assez pour amasser de l'or, volé par le Norvégien, service. Suffisamment pour gagner de l'argent. Trop, yeux beaucoup d'autres concurrents, dont il pourrait être le père.

Maurilio De Zolt, surnommé grillon par ses parents parce qu'il s'est toujours agité comme un insecte, est à quarante-deux ans, le skieur fond le plus âgé des Jeux olympiques, certainement le plus atypique. Il n'a participé à la première compétition de fond qu'à l'âge tardif de vingt-sept ans, et a gardé l'habitude de démarrer, sa carrière, toujours, doucement. Samedi, il avait perdu plus d'une minute sur les premiers en quelques kilomètres. Mais il s'en est remis. Il a repris la plus grande partie de son retard dans les derniers kilomètres. Comme il a commencé à faire parler de lui à l'âge où les grillons s'en

viennent à la retraite, Maurilio De Zolt a réalisé sa première bonne performance, une deuxième place dans une Coupe du monde, à trentecinq ans. Et c'est seulement aujourd'hui qu'il se sent en pleine possession de ses moyens.

Comme le bon vin dont il raffole, dont il énumère les qualités, il aime les grillons. De Zolt semble s'être bonifié avec le temps. « Je n'ai jamais réalisé d'aussi bons temps d'endurance que cette année, souffle-t-il dans sa barbe pointue. Il faut dire que je m'entraîne de plus en plus : même quand je suis à la maison, je m'efforce de marcher le plus vite possible pour me tenir en forme ». De Zolt est devenu une souris de l'entraînement qui comptabilise plus de 500 kilomètres skis aux pieds, en guise de préparation olympique.

Mais ces cadences infernales ne constituent pas la seule raison de la longévité du petit grillon au corps desséché. « D'abord, il profite du fait que le ski de fond n'est pas physiquement, explique Alessandro Vanoi, entraîneur de l'équipe nationale, une cuisine italienne.

Le vieux De Zolt, avec ses démarrages tardifs, symbolise à lui seul le succès de l'équipe italienne, autant qu'il rappelle que les grillons ne regardent pas le temps. « Je n'ai jamais réalisé d'aussi bons temps d'endurance que cette année, souffle-t-il dans sa barbe pointue. Il faut dire que je m'entraîne de plus en plus : même quand je suis à la maison, je m'efforce de marcher le plus vite possible pour me tenir en forme ». De Zolt est devenu une souris de l'entraînement qui comptabilise plus de 500 kilomètres skis aux pieds, en guise de préparation olympique.

vin, a surtout offert à l'Italie la première médaille d'or en fond depuis Franco Nones aux Jeux de Grenoble.

« Il suffit de voir la flopée de préparateurs physiques, de techniciens et d'entraîneurs qui les entourent pour comprendre pourquoi ils ont aussi bon résultat », dit Michel Antzemberger, entraîneur de l'équipe France féminine. Leur fédération est riche, et elle a su donner les moyens d'une politique à long terme, en détachant les jeunes prometteurs, recrutés des entraîneurs qui maîtrisent parfaitement les astuces de la préparation physique. Les Italiens se sont surtout attachés à améliorer la préparation de leur matériel.

De l'avis unanime, ils disposent aujourd'hui des meilleurs farteurs du monde, qui effectuent en permanence des recherches sur de nouveaux produits. Ce sont eux qui ont inventé la fameuse Cera F, la paraffine miracle qui leur a permis d'accumuler les victoires en Coupe du monde, avant l'innovation qui leur a permis de battre les autres équipes. « Grâce à nos

sur un budget de milliards, n'ait pas trouvé quelques pour mettre des orchestres partout pour faire la fête ».

Les contraintes de l'organisation, la dispersion, ne laissent beaucoup de place à l'amusant, à l'improvisation. En parcourant l'expérience, on devrait être renouvelée, sauf de force majeure : les prochains candidats à l'organisation devront présenter des projets plus compacts. Albertville

n'ont pas été la hauteur de ce qu'on pouvait attendre d'une épreuve olympique, excepté les couples de la danse. Dans un site nordique superbe, les exploits des Norvégiens Vegard Ulvang et Bjørn Dæhlie, Russes Lyubov Egorova et Elena Vitalie n'ont pas retenu l'attention.

L'exceptionnel aussi

A Albertville, quelques rares vedettes ont monopolisé les médias. La France attendait la médaille d'argent de Carole Merle. Avec une médaille d'argent, elle n'aurait pas eu de quoi se vanter. Tout au bout des ambitions qui leur avaient été assignées. Tout au bout des ambitions qui leur avaient été assignées. Tout au bout des ambitions qui leur avaient été assignées. Tout au bout des ambitions qui leur avaient été assignées.

L'Allemagne unifiée n'a pas eu de

problèmes. Elle a remporté le plus grand nombre de médailles, vingt-six. Sur un total, vingt lui ont été décernées. Les États d'Amérique, par athlètes de l'ex-RDA (en patinage de vitesse, bobsleigh et luge). Même disposition chez les Norvégiens, qui ont largement commencé à préparer les Jeux de 1994. Ils ont gagné vingt médailles, neuf d'or, sept d'argent, sept de bronze.

Telle fut la routine de ces Jeux. Ils atteignent aussi à l'exceptionnel. Le sauteur à ski finlandais Toni Nieminen a obtenu le plus jeune médaillé d'or des Jeux d'hiver. Avec ans, il avait un jour de moins lors de sa victoire sur l'Américain Bill Fiske, champion de la Coupe du monde à Saint-Moritz. La Néozélandaise Annelise Coberger a obtenu la première médaille d'Océanie, la plus récompensée des Jeux d'hiver.

ALAIN GIRAUDE



d'or à l'occasion de la cérémonie de clôture.

Aucune des catastrophes que l'on a vu venir perturber le bon déroulement des Jeux d'hiver. Les automobilistes n'ont pas bloqué les routes, les villages. Les mauvais temps n'ont pas provoqué de report en cascade des épreuves. L'enthousiasme des visiteurs n'a pas été pris en défaut. Les forces de sécurité n'ont pas eu à mettre en œuvre les dispositifs d'alerte. Le bilan d'un événement mondial, ont dit les présidents du CIO. Les Jeux d'Albertville seront-ils mémorables pour autant?

« Nous n'avons pas eu l'impression d'être à des Jeux olympiques. Il n'y a pas eu de sensation qui nait de la vision d'un monde olympique de tous les sports », a regretté l'espagnol Blanca Fernandez, médaillée de bronze du slalom féminin qui disputait les Jeux pour la quatrième fois. Championne de cette discipline en 1988, la Française Manuelle Genschel a regretté que

laissera ainsi le souvenir d'une candidature qui est allée trop loin dans la ventilation des compétitions.

La dilution spatiale a été aggravée par le décalage dans la durée. L'attribution de cinquante-sept titres en quinze jours laisse trop de temps aux nouvelles disciplines qui ont été testées afin de mûrir le programme à l'avance n'ont pas toutes donné satisfaction. Le ballet à ski s'est révélé définitivement mièvre. Le curling n'a pas déclenché l'enthousiasme. Le kilomètre lancé a demandé des infrastructures trop particulières. Dans ce contexte, les « événements » des Jeux ont été ingéramment répartis. Les Saïsis et Ménuires ont profité de la permanence d'événements. Les Ménuires ont eu tous les avantages d'une épreuve unique : jour de départ et d'arrivée de vacances.

Dans ce contexte, les performances ont été inégales et inégalement mises en valeur. Dans le patinoir d'Albertville archicomble, les prestations des patineurs et patineuses artistiques

Tableau des médailles

Pays	Or	Argent	Bronze	Total
Allemagne	10	10	6	26
CEI	9	6	8	23
Norvège	8	6	5	20
Autriche	8	7	8	23
États-Unis	6	4	4	14
Italie	4	6	4	14
France	3	5	1	9
Canada	3	1	3	7
Corée du Sud	2	3	2	7
Japon	2	1	1	4
Pays-Bas	1	2	4	7
Suède	1	0	2	3
Suisse	1	0	2	3
Chine	0	2	1	3
Luxembourg	0	2	0	2
Corée du Nord	0	1	0	1
Tchécoslovaquie	0	0	3	3
Espagne	0	0	1	1

Cet ordre tient compte en priorité du nombre de médailles d'or, ensuite celles d'argent et enfin de celles de bronze. En raison du réajustement du slalom géant féminin (1 médaille d'or, 2 d'argent, pas de bronze), le total fait apparaître une médaille d'argent en plus et une de bronze en moins.

SKI ALPIN : slalom spécial hommes

Jagge tombeur de Tomba

Près de vingt mille Transalpines ont provoqué un formidable embouteillage samedi 22 février dans le val de la Maurienne. Le slalom spécial masculin. En dépit, ou à cause de ses supporters, l'italien Alberto Tomba n'est pas venu à la compétition. Son second titre de champion du monde de la seconde manche après avoir été médiocre dans la première, il a été devancé au total à 28 centièmes de seconde par le Norvégien Finn Christian Jagge.

LES MENUIRES

envoyé spécial

« Tomba est un skieur d'élite, mais aujourd'hui je l'ai battu. » C'est ainsi que le Norvégien Finn-Christian Jagge a rendu hommage à l'italien dont les milliers de supporters agglutinés le long de la piste des Menuires attendaient un nouvel exploit après sa victoire dans le slalom géant, mardi 18 février.

« Je me suis senti très bien dans la première manche. Je n'avais pas l'impression d'être vite. Dans la deuxième, il fallait assurer, mais pas trop. C'est ce que j'ai réussi à faire », a expliqué le Norvégien qui était déjà parvenu à battre l'italien dans un slalom de Coupe du monde à Madonna di Campiglio la saison dernière. A la différence de son compatriote Kjetil-André Aamodt, Jagge n'a donc pas créé une complète surprise en s'imposant.

Le plus étonnant est qu'il continue à pratiquer le ski de haut niveau. En 1989, il a subi une grave blessure aux ligaments d'un genou, ce qui l'a empêché de participer à la compétition. C'est difficile pour un skieur de cet âge de gérer une blessure, mais Finn-Christian

est très motivé et très sérieux », a expliqué l'entraîneur des slalomeurs norvégiens Ole Gartner. Après de longs mois de rééducation, il a parvenu à reconstruire les ligaments pour faire mieux que la figure.

Triompher à Lillehammer

C'est enveloppé dans son drapeau national qu'il répondra aux questions des journalistes après la victoire. En 1988, aux Jeux de Calgary, les Norvégiens ont gagné le fond. Il a fallu repartir de zéro, construire une nouvelle génération de champions. On a réussi, a témoigné le deuxième champion olympique norvégien en ski alpin, Ole Gartner.

Grand, blond, yeux bleus, Jagge (1,78 mètre pour 82 kilos) est le Scandinave type, élancé à l'effort physique. Son père a été un champion de tennis, un simple qu'en double. Sa mère, Liv, était une skieuse. Elle participa aux Jeux olympiques de Squaw-Valley en 1968 et d'Innsbruck en 1964, où elle termina septième du slalom. Finn-Christian opta pour le ski très jeune mais sa carrière fut interrompue par de graves blessures. Depuis qu'il a fait opérer du genou et qu'il a opté pour le ski, il a marqué le monde des résultats, jusqu'à avoir assez modestes en Coupe du monde, a-t-il réussi à s'améliorer.

Avec Atle Skarvald, Ole-Christen Furuseth et Kjetil-André Aamodt et Finn-Christian Jagge, la Norvège dispose d'une formation alpine dont le but est de triompher à Lillehammer en 1994, aux Jeux de Lillehammer.

Les résultats

SKI ALPIN

Slalom hommes

1. F. C. Jagge (Norv.), 1 min 44 s 39; 2. A. Tomba (Ital.), 1 min 44 s 67; 3. M. Trischler (Aut.), 1 min 44 s 95; 4. P. Staub (Suisse), 1 min 45 s 44; 5. T. Fogden (Géol.), 1 min 45 s 48; 6. J. J. 12. F. Simon (Fra.), 1 min 47 s 49.

SKI DE FOND

50 km hommes

1. B. Dæhlie (Norv.), 2 h 3 min 41 s; 2. M. De Zolt (Ital.), 2 h 4 min 39 s; 3. G. Vanzetta (Fra.), 2 h 6 min 42 s; 4. A. Probst (Aut.), 2 h 7 min 6 s; 5. H. Bolland (Fra.), 2 h 7 min 17 s; 6. G. Bolland (Fra.), 2 h 10 min 40 s.

BONSLIEGE

Bis à quatre

1. Autriche; 2. Allemagne; 3. Suisse; 4. Canada; 5. Suisse; 6. France; 7. France; 8. France; 9. France; 10. France; 11. France; 12. France.

HOCKEY SUR GLACE

CEI 1. Canada; 2. Suisse; 3. Finlande; 4. République tchèque; 5. États-Unis; 6. Allemagne; 7. Suède; 8. France; 9. Norvège; 10. Suisse; 11. Pologne; 12. Italie.

سكيا من الاول

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Murs nouveaux, nouvelles ambitions

Décisions prochaines sur l'avenir
de la Fondation nationale de la photographie à Lyon

« La Fondation nationale de la photographie vous donne rendez-vous pour 1998 au Château Lumière, à Lyon, rue du Premier-Film. L'invitation a été lancée il y a quatre ans à l'occasion du dixième anniversaire de la Fondation, par M. Bertrand Eveno, son président, et M. Sonia Bove, directrice, deux captivés par les charmes de cette villa baroque offerte par la ville de Lyon à la Fondation et à l'Institut Lumière, chargé de la promotion du cinéma. Cette décision semblait bien correspondre à l'histoire de la photographie. Inventeurs géniaux du cinématographe, les frères Auguste et Louis Lumière ont également découvert les plaques autochromes et joué un rôle déterminant dans la mise au point de la photo en couleurs.

L'invitation ne tient plus aujourd'hui. La ville de Lyon comme le ministère de la Culture ont décidé

de réformer en profondeur la Fondation nationale de la photographie. Changement le plus important : le déménagement du Château Lumière. Le lieu - encore à déterminer - au centre-ville. Ce serait l'aboutissement d'un ensemble de décisions : le remplacement de M. Sonia Bove, une plus grande implication de la ville dans le financement ; un nouveau nom ; un service d'une politique photographique redéfinie ; un élargissement de missions et une recomposition du conseil d'administration.

Jusqu'en 1982, la Fondation était la seule institution nationale à promouvoir la photographie. Après la création du Centre national de la photographie (CNP), nous avons retrouvé avec deux équipes des domaines d'action respectifs », explique M. François Barré, directeur

aux arts plastiques au ministère de la Culture. Le combat était inégal. Avec son emplacement parisien, un budget qui tourne autour de 15 millions de francs (dont 6,5 millions de subventions du ministère), un parcours fauve de directeur Robert Delpeire, une salle d'exposition prestigieuse (le palais de Tokyo) et la publication de monographies impeccables et bon marché (la collection Photo-poche), le CNP a rejeté dans l'ombre l'ainée lyonnaise.

Le CNP a pris son envol, quand la Fondation vivait bien. Mais depuis son installation à Lyon, en septembre 1978, l'initiative du ministère de la Culture, Michel Guy, M. Sonia Bove a déploré à plusieurs reprises la dégradation du CNP. La subvention de la Fondation est en effet tombée de 2,3 millions de francs en 1982 à 1 million de francs en 1989 - après la création du CNP - avant de revenir à 1,5 million de francs cette année (deux tiers versés par l'Etat, un tiers par la ville de Lyon, les derniers offrant les locaux). Une fois payés les cinq salaires et les frais fixes des deux lieux d'exposition (Château et galerie des Terreaux), il restait 300 000 francs seulement pour organiser les expositions.

La Fondation a mis sa valeur à l'épreuve. Les archives françaises classiques des années 1930-1960. Elle a été la première à présenter le travail de René-Jacques, ses expositions consacrées au sport, à Pierre Boucher ou Alexandre Trautner ont fait date. Mais, depuis, la Fondation a essentiellement présenté des expositions achetées clés en main, faute de moyens. « Pour sortir de cette spirale et donner une identité à la Fondation », la ville de Lyon comme l'Etat ont d'accord la nécessité de la réorganiser.

Cohabitation forcée avec l'Institut Lumière

La Fondation partageait depuis 1982 les 1200 mètres carrés du Château Lumière avec l'Institut Lumière. La cohabitation n'a pas été facile, tournant parfois à l'épreuve de force. Le Château fermait ses portes du 1^{er} mars au 1^{er} septembre de cette année, il sera ensuite entièrement occupé par l'Institut. Victoire somme toute logique pour une ville qui fêtera l'invention du cinéma dans cent ans.

Aujourd'hui, « la balle est dans le jeu de la mairie de Lyon », dit M. Jacques Oudot, directeur du bureau M. Jacques Oudot, personnage-clé de la vie culturelle lyonnaise, a été chargé en tant qu'adjoint au maire de Lyon et vice-président du conseil régional. Pour l'instant, la municipalité n'a pas trouvé le temps long. Elle attend, Sonia Bove continue sa mission. La dernière exposition est une rétrospective confiée à Raymond Depardon autour des Jeux olympiques d'Albertville. Elle est présentée à Chambéry au printemps, au Festival de photojournalisme de Perpignan en septembre et à la Fondation à la fin de l'année.

En revanche, les partenaires s'accordent sur la redéfinition du projet culturel : « Il faut un lieu de référence », France pour accueillir la photographie plasticienne, celle qui va de Man Ray à Tosoni, passant par Kern et Drahos », explique François Barré. Sonia Bove, elle, redoute ce virage vers les plastiques. Je voulais au contraire faire du musée dans la rue.

M. Jacques Oudot a d'autres missions : « A côté d'une ambition politique d'expositions, la Fondation doit être un travail pédagogique ; organiser conférences et colloques ; enrichir notre patrimoine photo ; collaborer avec les universitaires ; faire descendre la photo dans le métro ; travailler avec les nouvelles technologies ; lier la Fondation à l'Ecole des beaux-arts de Lyon. » Et pour mieux tourner le nom de la Fondation - qui en fait une association - devrait changer.

Pour mener à bien ces missions, le budget de la Fondation pourrait atteindre 3 ou 4 millions de francs. La délégation aux arts plastiques « ferait un effort si le lieu trouvait », affirme François Barré, mais la ville et la région devront s'engager plus avant, d'autant que la Mission patrimoine photographique (ministère de la Culture) ne reconduira pas sa subvention de 100 000 francs. « Pour l'instant, je n'ai pas pu engager la région car la Fondation était un peu en sommeil. Mais si le projet est cohérent, nous trouverons l'argent », assure M. Oudot.

Reste le problème délicat des personnes. Le départ de Sonia Bove n'est pas une sanction, mais, après huit ans, il faut qu'elle tourne la page », explique Bertrand Eveno qui lui a annoncé cette décision en octobre dernier. Sonia Bove vit son départ comme un déchirement, tant elle est attachée à une institution où elle a travaillé depuis quatorze ans. Le nouveau directeur serait Jean Savary. Ce dernier est lié au changement de politique artistique, ce dernier a organisé des expositions de photo contemporaine et plasticienne à Toulouse entre 1981 et 1989.

A Paris, on a confiance dans la détermination de la municipalité. « On n'est pas le maire lui-même », M. Michel Noir, de l'Institut Lumière, solution satisfaisante. « Tout devra être clarifié », affirme Bertrand Eveno, qui attendra le temps long. Elle attend, Sonia Bove continue sa mission. La dernière exposition est une rétrospective confiée à Raymond Depardon autour des Jeux olympiques d'Albertville. Elle est présentée à Chambéry au printemps, au Festival de photojournalisme de Perpignan en septembre et à la Fondation à la fin de l'année.

MICHEL GUERRIN

ARTS

La traversée des signes

A partir du milieu des années 50
le peintre Jean Degottex s'est tourné vers l'Extrême-Orient

DEGOTTEX
Nîmes

La mort de Jean Degottex, en 1988, n'a pas vraiment fait de vagues. Ce n'était pas un peintre en vue. Il était modeste, silencieux, travaillant en marge, décalé, retiré de sa peinture, mieux, retranché de sa peinture. Une peinture qui retraçait qu'il fût dans un jour montrer plus largement, dans la continuité, depuis les premiers signes extraits de quelque langage bruton, jusqu'aux dernières formes imprimées, cousues, fêdées.

A Nîmes, seule la première phase de parcours, celle de l'inscription des signes, est exposée. On ne voit d'ailleurs pas la richesse, la variété, la variété. Pendant une dizaine d'années, à partir du milieu des années 50, Degottex, à qui André Breton venait de « révéler » le lien qu'il avait avec le zen, se réfère avec toujours plus de certitude et de compréhension, à la pensée extrême-orientale.

Contenir le geste pictural

Il n'est pas le premier à naviguer dans ces eaux - l'abstraction d'après-guerre a traversé - mais, justement, peut-être parce qu'il arrive après le coup de feu, et que ce n'est pas dans son tempérament de céder à l'exaltation de l'action spontanée, le peintre y trouve un moyen, une manière d'échapper à une peinture gestuelle avec ses pleins de pulsions secrètes. Ses pleins, comme on dit d'une écriture cursive qui a du corps, par opposition aux déliés, son plein, comme on dit par rapport au vide.

Degottex n'est pas un pourfendeur d'espace ; il n'a rien d'un bricoleur ; il entreprend donc d'étudier méthodiquement son geste pictural, apprend à le contenir, et, après série, se charge de faire la

vide. Il y a du glauque dans tel coup de brosse ascensionnel de 1953, s'il y a encore des traces de la tangente de l'arc, il y a des coups de pinceau noir sur le tableau *Déterminé*, tracé en 1955, le peintre ne tarde pas à nettoyer le terrain, sur lequel, parallèlement, il livre l'exercice d'écriture différentes.

Il maîtrise la calligraphie arabe et l'écriture occidentale, traçant les signes de gauche à droite, ou venant au trait de brosse vertical et à ses débordements, comme dans la *Métastase* (1961) : « Les grandes lettres qui n'avaient encore jamais été réunies. Elles ont un peu trop précieuses, un peu trop référentielles, voire anecdotiques, comme l'image d'un matin de printemps, pour qu'on ne leur préfère une forme d'écriture à venir. Degottex entreprend de nier le corps des signes, de délier ses graphies blanches incisées, alignées, dans les flots liquides de peinture brune. Là, fort de ses acquis, et presque à l'instinct, que dans ses années d'encre de chine sur papier, le peintre, pour une fois, se laisse aller. Il est tout près des graffitis et de l'écriture par-dessus qu'un Twombly donnera quelques années plus tard.

S'il finit d'en finir avec les signes qu'il s'est plu à retourner, croquer, tracer ou couler dans le fond des toiles, Degottex n'en a pas fini avec l'Extrême-Orient, et le vide. Un vide en suspens... Ce n'est pas le hasard si les derniers tableaux, qui résument sa traversée des signes par réduction de l'inscription du geste à un trait de pinceau vertical, ont pour titre *ETC.*

GENEVIÈVE BREERETTE

► Degottex, « Signes et métastases 1954-1967 ». Musée de la Ville de Nîmes, rue Chénier (tél. : 66-78-73-47). Jusqu'au 22 mars.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 31 mai 1991, le Tribunal de Grande Instance de CAHORS a fait droit à la demande de GUYENNE et GASCogne d'annuler l'avenir, le quel titre que ce soit, l'appellation « CHIPIE », marque déposée et a condamné la société GUYENNE et GASCogne pour usage illicite d'une marque notoire, à verser :
- A M. Jean-Michel SIGNOLES, la somme de 50 000 F.
- A la société SIGNOLES SA, la somme de 50 000 F.
- Aux 2 demandeurs « en solidaire », 10 000 F au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.
Le Tribunal a ordonné la publication de ladite décision, intégralement ou par extrait, dans 3 journaux professionnels au choix des demandeurs et aux frais de la société GUYENNE et GASCogne, sans que le coût de chaque publication ne puisse excéder 10 000 F.
Le jugement est enfin assorti de l'exécution provisoire et la société GUYENNE et GASCogne condamnée aux entiers dépens.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD
de la collection **LES GÉNIES DU BLUES**

EDITIONS ATLAS

36.15 LE MONDE
Tapez JEUX

Le Monde
des
Dirigeants

A partir du **mardi 3 mars**
la rubrique
LE MONDE DES DIRIGEANTS
paraîtra dans le supplément
INITIATIVES
du mardi (daté mercredi)
en ouverture des pages d'Offres d'emploi

7 NOMINATIONS AUX OSCARS
DONT
MEILLEUR FILM
MEILLEUR ACTEUR
MEILLEUR SCENARIO
D'ADAPTATION

Le Prince des Marées

26 FEVRIER

L'ÉTAT DU MONDE
— EN 1492 —

Sous la direction de
Guy Martinière et Consuelo Varela

L'ÉTAT DU MONDE EN 1492

Quel est l'état du monde au moment où Christophe Colomb va découvrir l'Amérique ? Quelles en sont les principales civilisations avant leur entrée en contact, et l'affirmation de la prépondérance européenne ?

C'est à un voyage dans les cultures du monde au tournant des XV^e et XVI^e siècles qu'invitent les auteurs : Inde et Asie du Sud, Chine et Extrême-Orient, pays d'Islam, Europe, Afrique noire, Amérique, Océanie...

En plus de 200 articles vivants, confiés aux meilleurs spécialistes, une véritable fresque se dessine : vie quotidienne, langages, état des savoirs, religions et philosophies, structures sociales, configurations politiques, activités économiques, expressions artistiques...

« L'un des livres les plus utiles que le Cinquième Centenaire de la découverte de l'Amérique a suscités. »
Libération

Relié, 640 pages
Illustrations couleurs

LA DÉCOUVERTE

ÉCONOMIE

BILLET

Écumenisme pétrolier

Amorçé l'été dernier à Paris, l'église de la France et du Venezuela, le dialogue pays producteurs-pays consommateurs d'énergie est entré dans une nouvelle phase, qui se veut plus pragmatique. La réunion qui s'est tenue à Madrid le 24 février et jusqu'à mercredi, a été technique. Il est piquant de voir que ce deuxième rendez-vous est organisé à l'initiative de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une organisation créée au lendemain du premier choc pétrolier en 1973-1974 par les États-Unis pour faire pièce à l'OPEP.

Les vingt-trois membres de l'AIE, plus la CEE et la France, vingt-quatre représentants des pays consommateurs, une kyrielle d'organisations internationales - du Fonds monétaire international à l'Organisation pour l'exportation de pétrole, de la Banque mondiale au Conseil de coopération du Golfe, - les majors pétrolières et les représentants des marchés internationaux : tous les acteurs majeurs de la scène énergétique mondiale seront représentés à Paris, à l'exception de l'Irak et de la Libye, deux pays placés de facto au ban des nations. Conséquence de la nouvelle atmosphère créée par la fin de la guerre du Golfe : l'effacement de l'ex-Union soviétique, les responsables de l'AIE entendent mettre à profit la réunion de Madrid pour faire dialoguer producteurs et consommateurs.

L'année 1991 a été marquée par une vive progression de l'activité sur les marchés euro-obligataires, ainsi que sur les principales places boursières. Fait nouveau, plusieurs États en développement, particulièrement en Amérique latine, ont lancé d'importants emprunts, confirmant le meilleur jugement porté par les marchés sur leur situation économique et financière. Autre phénomène marquant, l'explosion du marché de l'écu. Alors qu'en décembre 1991 les membres de la CEE adoptaient le

La production nationale totalement stagnée en fin d'année

La production nationale, exprimée en produit intérieur brut, a totalement stagné au quatrième trimestre 1991. Les chiffres publiés lundi 24 février par l'INSEE, montrent que le produit intérieur brut marchand, qui progresse rapidement au deuxième et troisième trimestres (+ 0,7 % et + 0,8 %), est au même niveau en fin d'année. Ainsi, sur l'ensemble 1991, le PIB a augmenté de 1,2 %, en glissement (quatrième trimestre 1991 comparé au quatrième trimestre 1990) progression sensible plus forte : + 1,7 %.

Après le scandale financier Ibercorp

La démission du gouverneur de la Banque d'Espagne a été refusée

Le gouverneur de la banque d'Espagne, M. Mariano Rubio, pourra achever son mandat. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, s'est satisfait de ses explications à la suite du scandale financier Ibercorp et lui a refusé qu'il pourrait démissionner jusqu'à leur terme, le 24 juillet.

MADRID

de notre correspondant

Il est vraisemblable qu'il n'y aura pas de troisième mandat pour M. Mariano Rubio, sexagénaire respecté et discret, en démission, présentée la semaine dernière à la suite de l'affaire Ibercorp, a été refusée par le ministre de l'Économie et des Finances, M. Carlos Solchaga. Ibercorp, c'est le nom d'un groupe bancaire dirigé par un ami proche du gouverneur de la banque centrale, M. Manuel de la Concha. Le principal associé, M. Rubio, a été le lui avoir confié son portefeuille d'actions.

Vivement abattu, M. Rubio s'est expliqué, jeudi 20 février, devant la commission économique du Congrès des députés une compagnie du marché des valeurs (l'équivalent de la COB), M. Luis Carlos Croissier, un certain opé-

ration supposée irrégulière la banque Ibercorp. Cette comparaison n'a pas permis d'établir une quelconque responsabilité du gouverneur de la Banque d'Espagne, lequel a expliqué sur le contrôle exercé par la banque centrale sur la banque Ibercorp et ses filiales.

Il a néanmoins reconnu qu'il avait confié, depuis 1965, son portefeuille d'actions à son vieil ami de la Concha, acheteur de titres de la banque. Un portefeuille de 12 millions de pesetas (l'équivalent de 12 millions de francs).

RUBIO

pour la suite

Toujours est-il qu'à la suite d'auditions de la commission parlementaire, la Commission économique du Congrès des députés a décidé d'ouvrir une enquête pour savoir si les responsables d'Ibercorp ont participé à des manipulations de cours. Il leur est reproché d'avoir procédé, entre mai et juin 1990, à une massive d'actions de Sotefinanceros (SF), une filiale d'Ibercorp, qui a subi une chute importante des cours.

La CNMV avait, un peu plus tard, demandé des explications, d'autant qu'il s'agit d'un cas, pour une part

importante (27 % du capital), actions en question ont été rachetées par SF, une opération d'autocontrôle. Les actionnaires minoritaires ont perdu l'équivalent de plus de 100 millions de francs.

Ibercorp a fourni à la CNMV, le 21 octobre 1991, une liste de soixante-douze pages comportant environ sept cents ordres de ventes réalisés par quarante-deux sociétés et par des particuliers. Une liste où ne figurait pas le nom de M. Rubio, où un certain nombre de patronymes avaient été camouflés. Parmi les célèbres figure l'ancien ministre de l'économie, M. Miguel Boyer.

L'enquête prendra du temps, car il y a eu un délit d'initié. D'ailleurs, le scandale Ibercorp provoque une crise de confiance dans le monde politique. Les analystes y voient les prémices d'une lutte qui s'annonce particulièrement vive pour le contrôle de la Banque d'Espagne. Une bataille qui ne sera qu'un épisode supplémentaire de l'opposition au sein du Parti populaire de M. Adolfo Guerra, numéro deux du PSOE, et l'aile libérale représentée par le ministre de l'économie et des Finances, M. Solchaga, un proche de M. Rubio.

MICHEL BOLE-RICHARD

Un rapport de l'OCDE

Les marchés des capitaux bénéficient d'une période de vive croissance

Selon le rapport de l'OCDE consacré aux « tendances des marchés des capitaux », publié lundi 24 février, l'activité des marchés internationaux des capitaux s'est accrue de 20 % en 1991, après la contraction subie en 1990. Cette tendance devrait se poursuivre cette année, surtout si les perspectives de reprise économique se confirment.

L'année 1991 a été marquée par une vive progression de l'activité sur les marchés euro-obligataires, ainsi que sur les principales places boursières. Fait nouveau, plusieurs États en développement, particulièrement en Amérique latine, ont lancé d'importants emprunts, confirmant le meilleur jugement porté par les marchés sur leur situation économique et financière.

Autre phénomène marquant, l'explosion du marché de l'écu. Alors qu'en décembre 1991 les membres de la CEE adoptaient le

traité de Maastricht, les engagements à créer une monnaie unique à la fin du siècle, l'écu est devenu la troisième devise utilisée sur le marché euro-obligataire, après le dollar et le yen. La part des euro-obligations libellées en écus est passée de 5,5 % du total en 1988-1989 à 11 % l'an dernier.

Seul le marché bancaire international a connu une évolution négative l'an dernier. Le volume des prêts syndiqués a diminué de 9 % et les établissements ont clairement choisi de concentrer leurs activités sur les emprunteurs plus prestigieux. Leurs marges ont augmenté, tandis que la durée moyenne des emprunts s'est allongée.

La fin de 1991 n'a pas seulement été marquée par la signature de l'accord de Maastricht : l'OCDE évoque aussi les nouvelles législations bancaires votées au Canada et aux États-Unis.

L'union économique et monétaire de l'Europe

Le ministre allemand des finances plaide pour un parallélisme entre pouvoir de décision et succès contre l'inflation

Les pays de l'union économique et monétaire (UEM) qui ne respectent pas les critères de convergence économique, notamment en matière d'inflation, ne devraient pas avoir les mêmes pouvoirs de décision que les autres, a déclaré en substance M. Theo Waigel, ministre allemand des finances, dimanche 23 février, au cours d'un entretien radiophonique.

Selon M. Waigel, il est probable que les douze pays de la CEE puissent faire partie de l'union économique et monétaire d'ici la fin du siècle. Le Parlement européen devrait avoir un pouvoir limité jus-

qu'à ce que l'UEM ait le plein de membres. Le fonctionnement de l'UEM de la banque centrale européenne serait impossible si des pays avec des taux d'inflation de 15 % ou 20 % l'an avaient les mêmes pouvoirs que les pays satisfaisant les critères de stabilité comme la hausse des prix annuelle de 2 % ou 3 %.

Les déclarations de M. Waigel sont destinées à rassurer les Allemands qui s'inquiètent de l'abandon envisagé du deutschemark au profit d'une monnaie unique péenne.

Le carnet de commandes mondial de navires a atteint son plus haut niveau depuis 1977

Le carnet de commandes mondial de navires a atteint à la fin de 1991 son plus haut niveau depuis juin 1977, soit 43,2 millions de tonnes de jauge brute (TJB), selon les statistiques publiées lundi 24 février par le Lloyd's Register of Shipping, le bureau de classification maritime de Londres.

Le carnet de commandes a augmenté de 2,6 millions pendant le seul quatrième trimestre. Plus de 86 % des navires en commande doivent être livrés d'ici la fin de 1993. Les commandes de tankers ont augmenté de 1,2 million pendant le dernier trimestre et représentent un peu plus de la moitié du total.

Le Japon reste de loin le numéro un mondial, suivi de la Corée, Le Royaume-Uni, la Roumanie et Taiwan ont enregistré de fortes hausses de l'Italie, du Mexique, de la France, de l'Allemagne et du Danemark ont décliné. (AFP)

La mort du constructeur aéronautique Eldon Cessna. - Eldon Cessna, fils du fondateur de la compagnie de construction aéronautique Cessna Aircraft, Clyde Cessna, est décédé samedi 22 février à l'âge de quatre-vingt-cinq ans d'un cancer du pancréas. Eldon Cessna fut responsable de l'ingénierie du planeur Cessna CG-2 et du Cessna Air Master, qui ont lancé la compagnie fondée par son père à Wichita (Kansas). Il a ensuite construit le Mustang P-51, largement utilisé pendant la seconde guerre mondiale, et le chasseur à réaction F-86 de l'époque de la guerre de Corée. (AFP)

Forage positif en Colombie pour British Petroleum associée à Total. - BP a annoncé, vendredi 21 février, avoir enregistré des résultats positifs sur les deux forages d'exploration de Cusiana, en Colombie. La compagnie britannique est opératrice du permis avec 40 % des parts, au côté du français Total (40 %) et de l'américain Triton Energy (20 %).

La chute des grands chantiers étrangers

Les grands chantiers étrangers, notamment ceux du Proche-Orient, se sont orientés de plus en plus vers l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, mais surtout vers les pays solvables recommandés par l'OCDE.

Balance des paiements: Solde du secteur bâtiment et travaux publics



Source: Direction des affaires économiques et internationales au ministère de l'équipement et du logement

Au terme d'un accord d'indemnisation partielle

Abou-Dhabi pourrait verser jusqu'à 12,3 milliards de francs aux déposants de la BCCI

Touche Ros, britannique chargée de la liquidation judiciaire de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), a annoncé vendredi 21 février la signature d'un accord d'indemnisation partielle des déposants.

L'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire à plus de 77 % de la banque en faillite, a accepté de verser d'ici à juin 1994 une somme de 12,3 milliards de francs. On est très loin des 22 milliards de francs évoqués en avril 1991. Mais, si l'accord est entériné, les tribunaux anglais et luxembourgeois, qui ont des créanciers - qui devront aussi attendre les poursuites

l'émirat, - 20 000 comptes bancaires récupérer 30 % de leurs avoirs.

Si la procédure est adoptée, un premier versement correspondant à 10 % des avoirs sera effectué en juin 1993. En attendant, le dossier fait toujours des vagues. Selon le Times du lundi 24 février, plusieurs grandes entreprises, dont British Aerospace, Toshiba, Toyota, Sony et Shell, ont des gouvernements comme celui des Seychelles ou du Zimbabwe et la Banque du Nigeria auraient demandé des emprunts auprès de la BCCI.

Conflit entre dockers et routiers

La Corse paralysée par un blocus maritime

BASTIA

de notre correspondant

La Corse connaît, lundi 24 février, un jour de paralysie totale du trafic maritime par voie de mer avec le continent. Tous les ports de commerce de l'île sont immobilisés par les transporteurs routiers corses. Les professionnels protestent contre « les incessantes ruptures du trafic maritime dues aux grèves à répétition des dockers de la CGT, qui arrêtent le travail quarante-huit heures par semaine depuis le 14 octobre ». Les autorités corses ont tenté le mouvement d'indignation de la CGT en opposition à la loi sur le statut préparé par le gouvernement.

Les premiers signes de paralysie ont commencé à apparaître la grande distribution alimentaire sur en rupture de stocks de produits frais. Le lait, les yaourts, le beurre, les viandes et les légumes ont disparu des rayonnages des détaillants. Un mouvement d'indignation de la population a entraîné un appel aux produits de plus longue conservation comme le riz, les pâtes, le sucre, l'huile, ainsi que les réserves s'épuisent. Certains commerçants ont fermé les rideaux. Les agriculteurs ont tenté de pourvoir leurs clients sur pied par de moyens d'expédition. Certains de leurs clients ont préféré rompre les contrats de fourniture. Plusieurs entreprises de travaux publics, privées d'approvisionnement en matériaux de construction, annoncent des fermetures de chantiers et un chômage partiel.

Chacun en appelle à la responsabilité des services publics. Mais, en attendant, les routiers, agriculteurs et commerçants menacent de durcir leurs positions si leurs revendications ne sont pas rapidement indemnisées. Ils savent qu'ils peuvent encore faire monter la pression : le public est de leur côté, pas de celui des dockers.

Les transporteurs routiers que le préfet de région organise une manifestation sur les transports en Corse. De son côté, une « honorable » de conflits pourra être trouvée. Ils placent ainsi la balle dans le camp des dockers, contraints de choisir publiquement entre la concertation et la discipline.

MICHEL CODACCIONI

Les transferts bloqueront la frontière franco-espagnole du Pays basque les 24 et 25 février. - Les transferts français et espagnols devaient bloquer, lundi 24 et mardi 25 février, le trafic des poids lourds aux points de passage de la frontière franco-espagnole du Pays basque. Le président du syndicat des transferts d'Hendaye, M. Paul Ugarte-mendia, indique que les transferts français ont déclenché la dernière de leurs homologues espagnols, « pour éviter l'absence totale de trafic au gouvernement de Paris ». Les mesures préparent la reconversion des transferts et leurs salariés dans la perspective la suppression des frontières dans l'Europe de 1993.

INDICATEURS

CORÉE DU SUD

● Déficit des comptes courants de 9 milliards de dollars en 1991. - Le déficit des comptes courants de la Corée du Sud s'est accru à 8,8 milliards de dollars en 1991, soit quatre fois le montant du déficit de l'année précédente, a indiqué lundi 24 février la Banque de Corée. Elle précise que les exportations ont augmenté de 10,5 % et les importations de 16,7 %, portant le déficit de la balance commerciale à 7 milliards de dollars contre 2 milliards de dollars en 1990. (AFP)

PRIX, CHOIX, DÉLAIS !
Venez comparer
avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher !

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 - 75002 PARIS - 01 42 93 59 52 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS • 01 42 89 42 89
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS • 01 42 93 59 52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS

البيان

COMMUNICATION

Négociations sur les tarifs et décrets pour les chaînes de cinéma

Le grand marchandage du câble

Le gouvernement tente de sortir de l'enlisement la télévision par câble. Mais la réouverture de négociations entre les opérateurs et France Télécom intervient tard.

Avec 4,2 millions de prises installées et 776 000 abonnés à la fin de 1991, soit un taux de pénétration de 18,35 % selon l'Association des villes câblées, la télévision par câble ne va pas bien. La situation n'est pas nouvelle. Mais, plus inquiétante, elle s'est aggravée. A la dernière rentrée, les opérateurs avaient lancé un cri d'alarme (Le Monde 10 septembre 1991) menaçant de jeter l'éponge. Matignon mobilisait alors les GEM (groupes d'étude et de mobilisation), cellules d'experts court-circuitant les administrations, et le rapport Auclair-Giacomotto remis à M. Cresson proposait des modifications financières (Le Monde 23 novembre 1991). Trop originaux peut-être : le rapport aujourd'hui enterré, la perspective qu'il ouvrait - faire supporter par France Télécom l'essentiel de l'effort financier immédiat - incitait les opérateurs à différer l'élaboration d'une charte du câble, entamée à l'automne.

Pour rompre cet immobilisme, Matignon tente de relancer les initiatives dans trois directions : équipement, communication, PTT. A M. Paul Quilès de débloquer les procédures de prêts à l'habitat pour favoriser le câblage des logements collectifs ; M. Georges Kiejman d'accélérer les décrets-câble qui doivent régir les chaînes thématiques ; M. Jean-Marie Rauch, enfin, de rouvrir les négociations avec France Télécom et les trois grands opérateurs sur les tarifs, les services et les objectifs du câble.

Baisser le prix de l'abonnement

Le premier point est le moins controversé : découler des engagements précédents. Le second dépend encore du dialogue.

de cinéma, qui constitue une pomme de discorde. Les exploitants de salles refusent toujours la diffusion de films le samedi ; les distributeurs byzantins des représentants du cinéma et des opérateurs de l'assiette et de la contribution des chaînes à la production cinématographique n'ont pas dérogé de... Au lieu donc d'arbitrer avant que les décrets puissent être soumis au Conseil d'Etat, ce qui ne saurait tarder.

Sur le troisième point, le plus important, mandat a été donné cette semaine à l'entreprise publique France Télécom de négocier avec les opérateurs, dans le triple but de baisser le prix de l'abonnement, de resserrer la solidarité des acteurs économiques et de simplifier les relations avec les abonnés.

Au cours des négociations, les redevances versées par les opérateurs à France Télécom. L'idée générale est de passer d'un système strictement individuel à un système à des formules plus incitatives au développement. Les forfaits des différents redevance seraient gérés les efforts commerciaux des opérateurs, invités à répartir ces efforts sur leurs clients, pour améliorer l'abonnement individuel dans la fourchette de 100 à 120 francs mensuels.

La négociation devrait aussi porter sur la qualité des services, les problèmes spécifiques des réseaux en fibre optique (F.O.), la qualité de location des terminaux Visiopass (revus sans doute à la baisse), ou la cession de ce qu'on appelle les « réseaux verticaux », c'est-à-dire les câbles qui dans les immeubles amènent les images jusqu'aux foyers. Représentant une idée du rapport GEM, la cession de ces réseaux serait destinée à faciliter l'unité d'investissement et à servir de monnaie d'échange entre la participation accrue de France Télécom au capital des sociétés d'exploitation. A condition que les opérateurs manifestent une volonté d'acheter ces réseaux verticaux, ce qui n'est pas démontré... D'autres

formules similaires seraient alors étudiées.

Dernière étape en apparence éminemment technique se joue un grand marchandage compliqué par les échéances électorales. D'une part, les opérateurs ne veulent plus porter le fardeau du câble en appelant à la collectivité pour supporter les déficits. La Générale des eaux, en particulier, fait monter les enchères. Elle menace d'arrêter l'exploitation de certains réseaux (comme à Rouen), de stopper ou de « délocaliser » l'étranger des chaînes thématiques et les décrets ne sont pas assouplis. Elle a même mené à licencier le personnel pour réduire les pertes qui commencent à inquiéter au plus haut niveau du groupe.

Un profit politique incertain

D'autre part, France Télécom n'accepterait de réduire ou de différer ses marges recettes que si elle a un espoir de voir baisser les dépenses chez l'abonné, afin d'augmenter à terme la pénétration et donc la valeur des réseaux, construits à coups de milliards. Ayant beaucoup à perdre à court terme dans la négociation telle qu'elle s'engage, France Télécom pourrait être tentée de jouer la montre, et en attendant d'ouvrir les parapluies, demandant que les accords éventuels soient soumis aux corps de contrôle de l'Etat. Ceux-ci mêmes qui critiquent régulièrement le dispendieux plan câble.

Entre restaurer les marges des opérateurs ou faire baisser le prix de l'abonnement pour le public, entre limiter les pertes et accélérer l'entrée de la France dans le marché des nations câblées d'Europe, le gouvernement cherche une voie mal balisée et encombrée par les groupes de pression. Les atermoiements de ces derniers mois ont rendu difficile l'annonce d'un ensemble de mesures au profit politique probablement faible, et le gain d'impact de la TV par câble - aussi vite qu'il se souhaiterait, c'est-à-dire avant les élections.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

CORRESPONDANCE

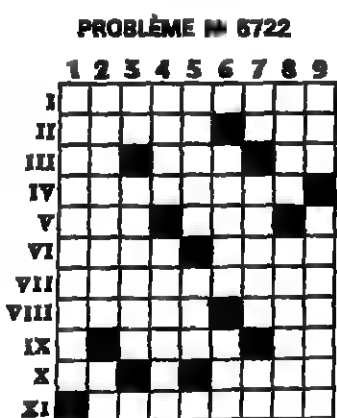
La Cinq et les « skinheads »

Après la publication, dans Le Monde du 30 janvier d'un article d'Yves-Marie Labé et Yves Mamou intitulé « Cote d'Alente pour les médias », nous avons reçu de M. Pascal Richard la lettre suivante :

Je ne sais rien du « dialogue » PPDA-Castro, sinon qu'il est, encore une fois, prétentieux à l'extrême. Yves-Marie Labé et Yves Mamou font référence à « tel journaliste de La Cinq (qui) organisait une « razzia » par des skinheads ou Quartier latin pour illustrer le danger de l'extrême droite ». Le journaliste mis en cause, c'est moi. Sur cette « affaire », une instruction est toujours en cours et la précaution, sinon le silence, devrait être de règle. Et ce d'autant plus que l'enquête judiciaire a fait apparaître, depuis, le contraire de ce qui était annoncé.

Pour preuve, l'inculpation toute récente de la partie civile. Cependant, à travers mon honneur professionnel, c'est toute une rédaction qui se bat pour sa survie qui est ainsi attaquée. Cela m'autorise donc à répondre. J'affirme n'avoir jamais mis en scène, ni organisé, ni trafiqué, ni « abîmé » ce reportage, ni aucun autre. La « réserve » est à l'initiative de notre côté : aucune image de ce reportage n'a été diffusée à ce jour. La Cinq se réservant ce droit à l'issue judiciaire de l'affaire. Si je suis inculpé aujourd'hui, tout comme le journaliste, de « coups et blessures », c'est parce que La Cinq - comme cela est de règle dans ce métier - a refusé de communiquer au juge d'instruction les images tournées ce soir-là.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Ne saurait se plaindre de n'avoir rien à se vanter. - II. En fait, les choses. Sol d'autrefois. - III. Participe. Dans un certain sens, c'est une garantie d'origine. Peut-être que dans les pensées. - IV. L'élément il est, ne peut être que dans les pensées. - V. Hypermercé. Coupe ou allonge. - VI. On dort pas quand les marées sont en hibernation. Notable marquée. - VII. Elément de la réaction. - VIII. Les mots. S'innocent. - IX. Eau chaude ou froide. - X. Hypermercé. Coupe ou allonge. - XI. La cour du jardin.

VERTICALEMENT
1. Ne saurait passer pour un bon patron en raison de ses mauvais traitements. - 2. Préservatif. L'efficacité douteuse. - 3. Symbole. Terres. - 4. En France, l'élément de la réaction. - 5. Supérieure. - 6. Germaine, pour ses proches. - 7. L'élément de la réaction. - 8. L'élément de la réaction. - 9. Désertique. Concert exigeant l'accord de tous les violons.

Solution du problème n° 5721

Horizontalement
I. Carambolages. D.O. - II. Avenir. - III. Nicotisme. Gu. - IV. Nard. Ni. Im. Anar. - Euis. Cases. Ato 1 - VI. Arénicoles. C.R.S. - VII. Pi. Ecot. M. - VIII. Ecus. Car. S.R. - IX. Cet. Spectatrice. - X. Occasion. Ean. - XI. Empoisonne. E.N.A. - XII. Aire. Ennem. D.B. - XIII. L'élément de la réaction. - XIV. Or. Or. At. Hèle. - XV. Législature. Fin.

Verticalement
1. Canne à pêche. Bol. - 2. Avistrice. M. - 3. Recrue. Utopie. - 4. Anodines. Corroi. - 5. M. Scie. - 6. Brin. Comp. - 7. M. Esse. Ra. - 8. Loi. Al. Scions. - 9. Tonneau. - 10. Gemmes. Canne. - 11. E. - 12. S.A. Circe. - 13. Ignare. Ille. - 14. P. Scandale. - 15. Ura. Prenables.

GUY BROUTY

Un taux de pénétration de 18,35 %

D'après les chiffres fournis par l'AVICA (Association des villes câblées), la France comptait au janvier 4,2 millions de prises de télévision par câble installées. Les abonnés individuels étaient 538 488 et les abonnés collectifs 237 000, soit au total 775 488 foyers et une pénétration de 18,35 %. Ce taux est supérieur à celui du Plan câble (13,7 % pour 413 000 abonnés) et les autres réseaux, privés en général (30,4 % pour 352 000 abonnés).

Les trois principaux opérateurs sont les groupes Bouygues (307 000 abonnés), Caisse des dépôts (238 028 abonnés) et Lyonnaise des Eaux (145 700 abonnés).

Jacques RIBOUD
APRES MAA
LA MONNAIE UNIQUE
Vers un nouveau système
70 pages Prix 50 F
Dans les librairies spécialisées
Et au
Centre Jouffroy
Pour la Réflexion Monétaire
88 bis, rue Jouffroy
75 017 Paris
Tél.: 46 22 10 50

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COOPERATION CONSEIL DE L'ENTENTE BANQUES FRANÇAISES

Dans le cadre de la Coopération entre les Banques Françaises et les... l'Afrique de l'Ouest, le CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, le CREDIT LYONNAIS, la BANQUE INDOSUEZ, la BANQUE PARIBAS et la BANQUE WORMS, ont signé le 7 Février 1992 le renouvellement d'une Convention de Dépôt de 100 Millions de Francs Français le FONDS D'ENTRAIDE ET DE GARANTIE DES EMPRUNTS DU CONSEIL DE L'ENTENTE, organisation constituée par les Gouvernements des Républiques du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo.

La cérémonie s'est déroulée sous la présidence conjointe de Mr Paul KAYA, Administrateur du Fonds et Mr Hervé-Emmanuel N'KOM, Chargé de Mission de la Direction du Commerce Extérieur du CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE.

Participaient à cette réunion :

Pour le CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

- Mr Hervé-Emmanuel N'KOM Directeur-Adjoint
- Mr Jean FOURNIER l'Administration Centrale
- l'Administration Centrale

Pour le CREDIT LYONNAIS

- Mr Bernard SZLACHETKA Directeur
- Mr Bernard LAMY l'Agence Internationale
- l'Agence Internationale

Pour la BANQUE PARIBAS

- Mr Marc de MONTPELLIER Directeur de
- Mme Sylviane MARX l'Agence Internationale
- Attaché Commercial

Pour la BANQUE INDOSUEZ

- Mr François DEGOMMIER Directeur-Adjoint
- Mr Eric DUBOIS Fondé de Pouvoir

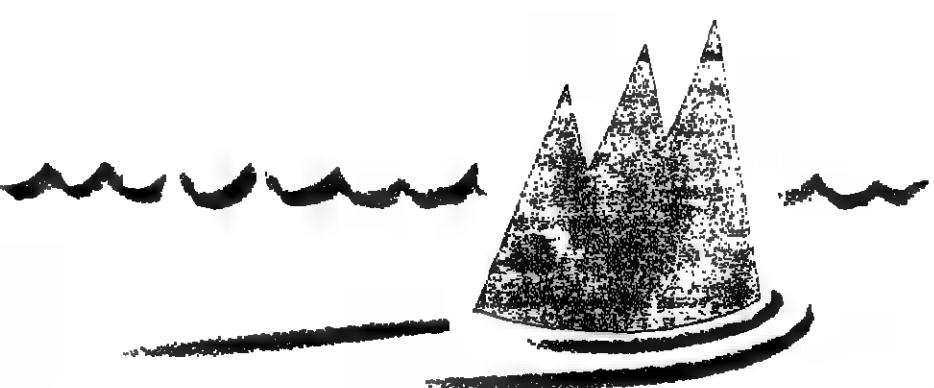
Pour la BANQUE WORMS

- Mr Léon GUERRINI Directeur
- Mr Gérard BERG Sous-Directeur

Cette Convention, notamment soulignée Mr Paul KAYA, Secrétaire Administratif du Fonds, permettra en 1992 de renforcer les financements d'opérations intéressantes des différents Etats membres du CONSEIL DE L'ENTENTE, marque une nouvelle étape dans le développement des relations entre la France et l'Afrique.

126 000 LECTEURS du Monde
exercent une PROFESSION LIBÉRALE.
Le Monde est leur premier titre d'information.
(IPSOS 91)

De l'Atlantique à la Méditerranée, Sud Radio, le plus redoutable des médias*.



*Sud Radio : une progression d'audience de 19,2% en 6 mois.



Les chiffres qui donneront le frisson à nos concurrents. Ceux de l'audience que vous achetez en Midi-Pyrénées-Aquitaine avec le couplage Sud Radio + Wif FM : 12,7 % de part d'audience et le premier rang des radios commerciales avec une progression de 15 % dans les 6 derniers mois. Conséquence d'un changement de grille performant, chaque jour de nouveaux auditeurs cèdent au charme redoutable de Sud Radio.

Sept.-Déc. 91 Midi-Pyrénées-Aquitaine.

Le Monde des Dirigeants

saint adam
COMPAGNIE INDUSTRIELLE

Par l'intermédiaire de notre filiale C.F.I.C., nous engage la constitution d'un nouveau pôle de développement prenant en 1991 le contrôle de la BAUDOU.

Située à LIBOURNE, celle-ci spécialisée dans la botte, la chaussure de sécurité de loisirs, elle emploie près de 100 personnes, réalise MF de CA et a retrouvé depuis plusieurs années une situation enviable. Maintenant, il faut engager une nouvelle étape d'expansion. Aussi, recherchons un

DIRIGEANT

Il s'agit d'un professionnel du secteur dont la mission le développement du pôle.

Actuellement n°1 ou n°2 en entreprise, avec des fonctions de Direction Générale, Marketing ou Vente, vous un homme de responsabilités d'ouverture. Repondant au Président, vous serez un partenaire actif dans une équipe d'entrepreneurs bénéficierez d'une grande liberté d'action, permettant de satisfaire vos légitimes ambitions.

Votre lieu d'implantation défini en fonction des besoins du pôle. Nous vous demandons d'adresser au Conseil une lettre d'intérêt, votre situation actuelle, une photo et vos prétentions en précisant la réf. EUROPE MANAGERS 23, place Darcy 21000 DIJON

EUROPE MANAGERS
RESSOURCES HUMAINES

DIJON - LE HAVRE - NANTES



Pour soutenir la qualité des performances de la division d'une de nos filiales (2,5 Mds, 1 000 personnes) spécialisée dans les travaux électriques, l'instrumentation, les automatismes et l'informatique industrielle, nous recherchons un

DIRECTEUR ADJOINT DE DIVISION

REGION PARISIENNE

VOTRE MISSION : □ Soutenir le développement de la division (350 millions francs) □ Animer une équipe très professionnelle. □ Assurer les négociations et la vente de nos prestations à haut niveau. □ Prendre en charge la supervision opérationnelle de grands projets en garantissant le niveau de rentabilité.

VOUS AVEZ : □ 35/50 ans. □ Une formation supérieure Ingénieur du type Supélec, ESTP, ESME. □ La maîtrise de la langue anglaise. □ Une bonne connaissance des métiers de l'installation électrique, de l'instrumentation, de l'automatisme et de l'informatique industrielle. □ La pratique des services à l'industrie. □ Une mentalité d'entrepreneur. □ Un tempérament commercial. □ Une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer. □ De réelles aptitudes à gérer un centre de profit.

NOUS VOUS OFFRONS : □ Un haut niveau de décision. □ Une entreprise de forte notoriété sur un marché très porteur. □ Une structure très opérationnelle dans un groupe important. □ Des possibilités d'évolution. □ Des conditions de travail et une rémunération très motivante.

Pour un entretien individuel avec la société le 20/03/92.

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. FAX (1) 46.21.78.13 en indiquant la référence 5132 sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - ITALY

Le Monde des Dirigeants

A partir du **mardi 3 mars**
la rubrique **LE MONDE DES DIRIGEANTS**
paraîtra dans le supplément

INITIATIVES

du mardi (daté mercredi)
en ouverture des pages d'Offres d'emploi

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 0 1 5 L M

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde International



The Food and Agriculture Organization of the United Nations
invites applications for the post of

CHIEF, FARM MANAGEMENT AND PRODUCTION ECONOMICS SERVICE AGRICULTURAL SERVICES DIVISION

at its Headquarters in Rome, Italy

Responsibilities: Plan, coordinate and supervise the work of the Service in the fields of farming systems development, farm management, production economics and the application of micro-analyses to macro-level planning and policy. Represent FAO at international and national meetings on farm management and farming systems research and development and maintain close working relationships with other agencies. FAO Member Governments and non-governmental organizations and professional bodies. Provide guidance and inputs to the Service's work in sustainable agricultural development, multi-disciplinary approaches to farm-household and rural community development and micro-level data acquisition, including rapid rural appraisal.

Requirements: Advanced degree in agricultural economics or farm management. At least fifteen years of progressively responsible experience, including experience in an executive position in organizations or institutes dealing with agricultural development and farm management, and substantial experience in developing countries. Proven management and communications skills. Fluency in English and working knowledge of French or Spanish. Experience with farm survey work, including the application of computers, and with Farming Systems approaches to smallholder development, desirable.

Benefits: Relocation, tax-free salary, cost-of-living adjustment, education grant and other benefits of the International Civil Service.

Please send detailed curriculum vitae not later than 15 March 1992, quoting "CHIEF, AGSP", to Central Recruitment, FAO, Via delle Terme 11, Caracalla, 00100 Rome, Italy. Fax (39) 6-57975155.

EUROCONTROL

L'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne
recherche pour son siège établi à Bruxelles (Belgique) (m/f)

CONTRÔLE AÉRIEN

Définition des besoins opérationnels et harmonisation des deux systèmes existants de traitement automatisés des données du contrôle de la circulation aérienne afin d'en améliorer la capacité et l'efficacité.

INGÉNIEUR EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Dans les domaines des communications air/sol et de la navigation.

TRAITEMENT DES DONNÉES

Participation à la mise au point d'un nouveau système de traitement des données radar (ARTAS).

Qualifications : Formation universitaire ou expérience professionnelle équivalente; aptitude à l'expertise reconnue, expérience à l'appui, dans les domaines susmentionnés; connaissance des aspects techniques et opérationnels des services de la circulation aérienne et des systèmes de contrôle.

Une rémunération de niveau international particulièrement intéressante, doublée d'un régime de sécurité sociale et pension, est proposée.

Les candidatures et des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès d'EUROCONTROL, Division du Personnel, rue de la Loi 72, B-1040 BRUXELLES. Télécopieur n° 32-2-729.39.72 seulement pour des renseignements en citant le n° de référence susmentionné.

Les candidatures complètes, indiquant clairement le numéro de référence, devront parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard le 22 avril 1992.

Le délai sera strictement appliqué et les candidats doivent s'assurer que leur acte de candidature arrivera à destination en temps utile.



Cours relevés à 13 h 47

21/2

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

CONCERTS

PARIS EN VISITES

CONFÉRENCES

PÉRIPHÉRIE

OPÉRAS

PÉRIPHÉRIE

JAZZ. POP. ROCK

nd: 55 F (port incluse) _____ F
x 60 F (port incluse) _____ F
ement à retourner à :
ne de :

Le Monde

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1991

212 p

49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Au sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 150 PAYS A LA LOUPE :
 - Pays par pays, l'analyse
 - commentaires économiques
 - correspondants du Monde.
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :
 - 20 ans d'économie mondiale (1970-1990).
 - L'Europe
 - l'Est.

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

FRANCE (intéropole uniquement)

Nombre d'ex

55 F (dont incluse)

DOM-TOM et ÉTRANGER

Nombre d'ex

80 F (dont incluse)

CODE POSTAL

LOCALITÉ

PAYS

Bulletin et règlement à retourner à :

LE MONDE - Service vente du numéro - 15, rue Falguière

75003 PARIS Cedex 15 France

MODE D'EMPLOI

page 28

Le Monde

PERSPECTIVES

pages 35 à 35



Les entreprises font des plans verts

Une quarantaine de grands groupes français ont entrepris depuis deux ans d'établir des plans environnementaux à la demande du gouvernement. Constat général : les investissements « verts » synonymes de modernisation. Le bilan d'une expérience jusqu'à la confidentielle.

Et aussi, Humeur : L'assimilation chlorophyllienne, par Josée Doyère. La cote des mots : Chevalier blanc, chevalier noir. Bloc-notes. Lois et décrets.

ACTUALITÉ

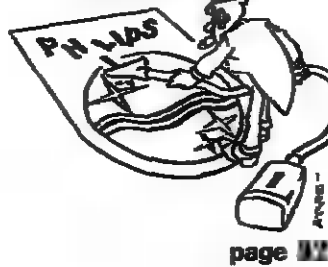
La multinationale et l'imprévisible

Marcel Metz a analysé en profondeur, dans un livre-enquête paru aux Pay-Bas, les effets de la descente en enfer du Philips, qui a peine d'une crise rituelle (lire ci-dessous). Le Monde l'a interrogé.

DOSSIER

surveillants de la Bourse

pages 29 et 31



Le Caire l'enfer du logement

Ville tentaculaire, étalée sur plus de 100 kilomètres carrés, la capitale égyptienne est devenue un cauchemar pour les plus défavorisés et... les propriétaires. L'illustration d'une « loi de 48 » poussée jusqu'à l'absurde. Et aussi, notre dossier sur la compensation.



OPINIONS

pages 36 et 37

Le GATT empêtré, par Jean-Noël Jeanneney. La chronique de Paul Fabra. Livres.

CONJONCTURE

page 38

L'ÉCONOMIE

La renaissance du troc

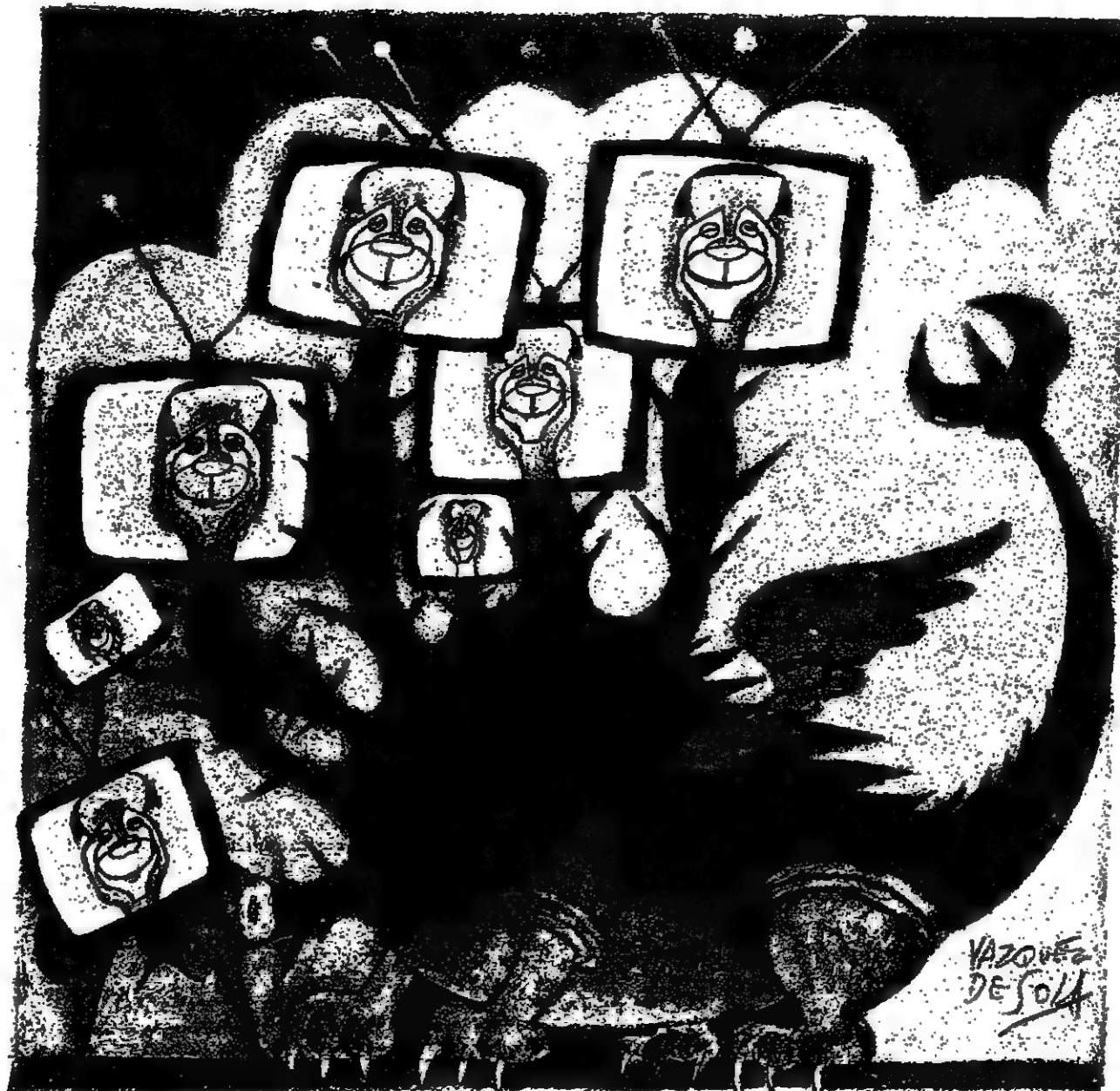
Sophistiquée ou pas, la compensation n'est pourtant qu'un cache-misère

Le troc, bien vivant. Le bon vieux troc qui dominait le commerce il y a plus de vingt siècles. Sans doute son usage n'a-t-il jamais été si répandu, malgré certains jugements sévères portés à son encontre. Mais la voilà qui opère aujourd'hui un spectaculaire retour dans les échanges économiques mondiaux. Ragouillard, sophistiqué. Le troc qui acquiert lettres de noblesse, s'élève au-dessus des continents, encouragé par les gouvernements, perfectionné par les banquiers, reconnu comme une discipline, presque érigé en art.

Il permet à Peugeot de vendre des voitures à Madagascar contre des clous de girofle, au Sénégal d'obtenir des engrais en échange de coton et à la Russie d'espérer de la viande et du sucre contre du gaz et du pétrole. Archaique ? C'est ce que pensent certains, mais le troc, et plus globalement dans les opérations dites de « compensation » — « Si tu veux me vendre des produits, alors achète-moi les miens », — un retour désastreux à l'âge de pierre du commerce, avant l'invention de la monnaie ; un retour au bilatéralisme, quand le multilatéralisme est devenu le droit ; une entrave à la libre-échange et une « prime à la paresse » pour les pays qui ne débarrassent pas facilement d'une marchandise qu'il leur aurait fallu se battre pour vendre.

Annick Cojean

Lire la suite page 34.



L'empire éclaté de Silvio Berlusconi

L'assemblée générale des actionnaires de La Cinq doit examiner mardi 25 février le plan de reprise de la chaîne privée par le groupe italien Berlusconi. Mais le dernier peut-il investir alors que son endettement dépasserait les 13 milliards de francs, 40 % de son chiffre d'affaires ? En Italie, on se pose de plus en plus de questions sur la santé du troisième groupe privé du pays, construit sur la publicité, la télévision, l'édition... et de solides appuis politiques.

Lire page 31 l'article de Marie-Claude Decamps

Philips contre-attaque

Après dix années de dégradation en continu, 1991 a enfin marqué un retour à l'offensive de la multinationale d'Eindhoven. Mais il serait hasardeux de pronostiquer un rétablissement définitif

ANNECK COJEAN

ASSAINIR — les comptes, le portefeuille d'activités et... les mentalités. Tel est le triple objectif du plan de redressement que le président Philips, Jan Timmer, applique depuis le 2 juillet 1990 sous le nom guerrier Centurion. Les résultats de l'exercice 1991, que le groupe d'Eindhoven présentera jeudi 27 février, permettront pour la première fois d'en évaluer clairement certains effets.

La conséquence la plus visible du Centurion sera à la rubrique « Effectifs » : la multinationale employait 271 000 personnes le 31 mars 1990, à la fin de la crise ; depuis lors, des milliers de salariés ont dû quitter l'entreprise et les effectifs de Philips devraient totaliser, comme prévu, moins de 240 000 personnes.

Le compte de pertes et profits 1991 portera également la marque indélébile du Centurion. Le résultat net probable : le fardieu financier des restructurations (près de 14 milliards de francs) a été intégralement porté par l'exercice 1990, la vente de ses intérêts dans la joint-venture avec Whirlpool (gros appareils électroménagers) a déjà rapporté une année à Phi-

lips un gain exceptionnel de 1,09 milliard de francs. Mais c'est le résultat de l'exploitation des différents groupes de produits qui est le plus parlant. Les deux secteurs gagnants en 1990 — les composants et les systèmes professionnels — devraient donner des signes de rétablissement après les amputations opérées dans les semi-conducteurs (le Monde du 11 septembre 1990) et l'informatique, cédés pour l'essentiel à Digital Equipment Corporation.

NOUVELLE CHARRETTE ? Jan Timmer aurait tout de même se réjouir de deux « porteurs de lumière » : l'électronique grand public et le secteur des télécommunications. Les signes de rétablissement, les résultats d'exploitation baissent sur les trois premiers trimestres de l'année. Au point que les syndicats de Philips-Pays-Bas viennent de demander en garde l'ébranlement, imminente selon eux, d'une nouvelle « charrette ». La direction qualifie ces avertissements de « spéculatifs » et de « prématurés », mais les esprits, apparemment, sont encore très inquiets.

Il n'est d'ailleurs difficile d'apprécier l'impact psychologique général du plan. Car Centurion est une opération de dégraissage à double

détente avec, d'une part, une réduction effective et, d'autre part, une réduction de l'endettement, jugée désespérément et bureaucratique. Le grand timonier Timmer se déclarait récemment « agréablement surpris du tempo » auquel se déroule la révolution culturelle.

1991, en ce cas, a montré à Philips repassant à l'offensive. En octobre dernier, le groupe néerlandais a annoncé la construction d'Eindhoven, pour 100 millions de francs, d'une usine d'écrans à cristaux liquides. C'est le premier gros investissement productif auquel il ait décidé de procéder depuis dix-huit mois. Dans l'éclairage, Philips a pris le contrôle du fabricant polonais Polam Pila (le Monde du 12 septembre 1991) et s'est déclaré intéressé par le rachat de la division ad hoc de l'Américain GTE, qui coûterait aux alentours de 1,5 milliard de dollars.

C'est dans le domaine de l'électronique grand public que Philips a engagé l'évolution la plus spectaculaire en affichant des ambitions aussi claires que nouvelles en matière de produits (software).

Christian Chartier

Lire la suite page 34

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations pour l'Europe :
17-25, rue Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Conseillé par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : IUA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

ONALES 92
ENT LES
DES RÉGION

CONOM

MODE D'EMPLOI

HUMEUR ■ par Josée Doyère

Assimilation chlorophyllienne

AUTREFOIS, on apprenait l'assimilation chlorophyllienne : les végétaux, à la lumière, fabriquent du chlorophylle, ce pigment vert « dont le rôle est essentiel dans la photosynthèse ». L'on en croit le Petit Larousse, qui rend la campagne si attrayante.

Il semble bien que la chaîne de commercialisation légumes on ait complètement oublié l'information de base. Qui n'a vu des camions entiers de pommes - en filets, secs, pour que les tubercules prennent bien non seulement la lumière, mais le soleil - stationner long des artères des grandes villes, pour livrer restaurants, cantines, supermarchés, supé- et petites boutiques. Les malheureux attendent benoîtement sur le trottoir qu'on ait le temps de les stocker. Le commerçant en question n'a cave, tant mieux, ce n'est pas le divin patate n'aura pas le temps de verdoyer d'impatience.

Sur les marchés, qu'un cours des hautes à gros débit vide de pleins sacs sur l'étal n'a rien de scandaleux : la queue des consommateurs épuise le nombre de pommes de

terre vite pour qu'elles ne souffrent pas de l'exposition soleil. Voir, dans une petite boutique, les pommes de terre (nouvelles ou non) s'offrir au chaland des journées entières sans la moindre protection.

La réflexion est du même ordre pour les endives. Autrefois, les racines de chicon poussaient dans la terre, dans des silos qu'on recouvrait au fur et à mesure de la cueillette. Aujourd'hui, les producteurs ont construit des chambres noires, à chaleur humide contrôlée, où les racines baignent, jusqu'à maturité, dans l'eau nourricière renouvelée à permanence. Et c'est dans des carons tapissés de papier bleu violet très opaque qu'elles sont livrées au commerçant... qui n'a rien de plus pressé que de les débiter et les entasser, en pleine lumière.

Le résultat est simple : pommes de terre et endives verdissent. Et plus elles sont vertes, moins elles sont bonnes.

Ne jetons pas trop la pierre aux professionnels. Combien de consommateurs, trop éloignés aujourd'hui de la France rurale, connaissent l'assimilation chlorophyllienne et rangent légumes dans un placard frais et fermé ?

LOIS ET DÉCRETS

Bons à moyen terme négociables (BMTN)

Depuis 1984, il existe un marché de titres de créances négociables, « papiers » émis par les établissements financiers ou les entreprises pour leur financement, sur le modèle américain du marché des « commercial paper ». L'encours des titres négociables en circulation en France est passé de 30 milliards de francs en 1985 à 133,2 milliards de francs à la fin de l'année dernière. Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie, les bons des institutions et sociétés financières (BISF) se sont élevés à la fin du mois de décembre respectivement à 1 040, 157 et 135,3 milliards de francs. Ce nouveau décret donne officiellement naissance aux bons à moyen terme négociables (BMTN). Ces nouveaux titres, d'un montant minimal de 1 million de francs, ont une échéance minimale d'un an.

Pour être habilités à émettre des titres de créances négociables, les entreprises doivent avoir deux années d'existence, revêtir la forme de sociétés par actions, disposer d'un capital dont la partie libérée est au moins égale à 1 500 F. Les entreprises du secteur public faisant appel à

l'épargne des sociétés coopératives agricoles peuvent émettre ces titres. La nouvelle réglementation exige une notation pour les BMTN, le rating est indispensable pour assurer la promotion et le développement de ce marché. La COB veille au respect des obligations d'information des émetteurs de titres négociables.

Décret n° 92-137 du 13 février 1992, J.O. du 14 février 1992, p. 2374 et 2375.

Téléphones non agréés

Un décret fixe les modalités d'agrément des matériels téléphoniques. Ces appareils peuvent être mis sur le marché qu'après obtention d'un agrément délivré par le ministère chargé des télécommunications. Ils ne peuvent être raccordés, mis en service ou entretenus que par des entreprises inscrites sur une liste des installateurs admis en télécommunications.

La nouvelle réglementation renforce les sanctions pénales à l'encontre des vendeurs et détenteurs d'équipements agréés, qui encourent des contraventions de 4^e classe (amendes de 1 300 F à 3 000 F). En cas de condamnation, le tribunal peut ordonner leur confiscation. Décret n° 92-116 du 4 février 1992, J.O. du 6 février 1992, p. 1915 à 1920.

ENVIRONNEMENT

Les entreprises font des plans verts

Structures spécifiques, spécialistes antipollution, investissements, innovations techniques : quarante grandes firmes présentent des programmes « environnement »

LS ne sont pas imprimés sur du papier recyclé mais ils pèsent leur poids de bonnes intentions. Ce sont les plans « environnement » qu'une quarantaine de grandes entreprises françaises sont en train de sortir après les autres. Ces documents de 50 à 200 pages chacun, souvent illustrés, constituent une innovation dans les rapports toujours difficiles entre l'écologie et l'économie.

L'idée en revient à Lucien Chabason, un énarque « vert » qui, en 1990, avait été chargé par Michel Lalonde de préparer le plan national pour l'environnement. Pourquoi ne pas proposer aux collectivités locales et aux entreprises une approche nouvelle consistant à engager une réflexion générale, méthodique, sur des objectifs nationaux à long terme assortis d'un calendrier de moyens ? Une quarantaine de grands patrons furent invités au ministère à y réfléchir à leur tour. Objectif du ministère : préparer l'économie française à l'Europe dans ce domaine aussi et, si possible, « reverdir » l'image internationale de nos entreprises qui, paraît-il, n'est pas bonne.

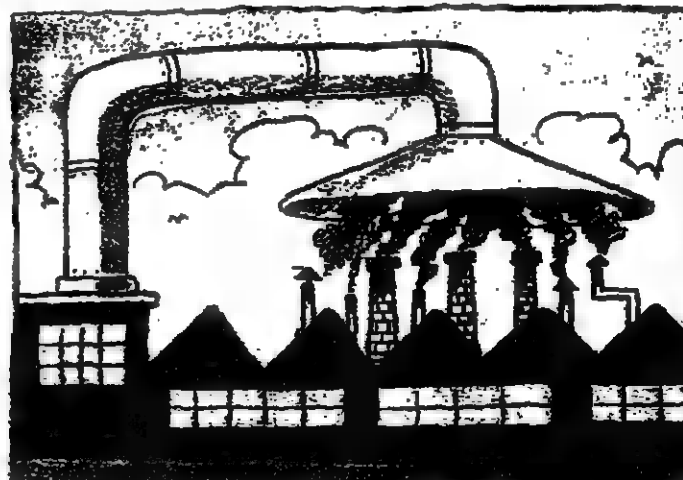
Quelques esprits forts refusent. L'un, méfiant : « Les conflits entre les voisins de nos usines ont été réglés. Ne réveillons pas le chat qui dort. » Un autre, hautain : « Nous n'avons nul besoin d'un plan pour faire de l'environnement, Monsieur. » Le dernier, sarcastique : « Vous n'imaginez pas de même pas que, pour faire risette à nos écolos, on va planifier des dépenses ruineuses ! »

MAIS LA MAJORITÉ DES ENTREPRISES ont accepté de jouer le jeu. Principe : aucun contrat ne les lie au ministère, celui-ci ne valide pas leur plan, et elles en disposent à leur guise. Mais leur proposition est soumise à un « check-list » ou schéma de rédaction. Trois grands chapitres : l'entreprise, son bilan écologique, ses engagements. Sur le dernier, les sujets à traiter : réduction des pollutions, économie des ressources naturelles (mais non l'énergie), recherche « environnement », formation du personnel, structures ad hoc dans l'entreprise. Curieusement, leur demande de plancher ni sur les technologies ni sur l'insertion de leurs activités dans les sites. Deux impasses majeures.

Voilà donc près de deux ans que les entreprises 1990 se sont mises au travail, chacune à sa manière. Les moins expérimentés ont nommé

un « M. Environnement » souvent placé auprès de la direction générale. C'est le cas de Gaz de France (René Staropoli), de la SNCF (Jean Mitschi), d'Aéroports de Paris (François Peronnet) et du Groupe Sablières modernes (Bernard du Peyroux).

Dans les firmes plus aguerries, les structures déjà en place ont tourné un peu plus. Pierrette Larivaille, qui dirige la mission environnement d'EDF, a trouvé un motif supplé-



mentaire de sensibiliser l'entreprise. Chez Elf-Atochem et Rhône-Poulenc, les directions sécurité-environnement menées respectivement par Roger Papp et Alain Perroy ont mis en branle leur hiérarchie, depuis les ingénieurs « environnement » de chaque usine jusqu'au comité directeur. Soumis depuis deux années à la double pression des pouvoirs publics et des populations, les chimistes se sont équipés de techniques devenus des professionnels de l'antipollution. Les firmes y croient, affirmant-elles, 3 % de leur chiffre d'affaires et 20 % de leurs investissements, ce qui représente quelques milliards par an.

Mais partout la perspective de « coucher noir sur blanc » la fois un bilan du passé et des projets pour demain a provoqué, au moins dans les États-majors, une intéressante réflexion. Puisque les exigences de l'environnement sont devenues « incontournables », comment y répondre et quel profit pour les entreprises ? Constat unanime : par la modernisation qu'elles impliquent, les investissements « verts » placent la société en position favorable

par rapport à la concurrence. Mais pour les entreprises, la situation de monopole (SNCF, Aéroports de Paris, EDF, GDF), les indispensables à l'État, la maison. Ergo : l'environnement n'est désormais partie de la stratégie d'une grande affaire.

Concrètement, le plan « environnement » permet à chacun d'afficher ses intentions parfois chiffrées. EDF promet d'enterrer systématiquement ses lignes moyennes tension, après avoir longtemps prétendu que c'était totalement impossible. Elf-Atochem, c'est juré, retiendra un traitement d'ici trois ans de ses déchets. Aéroports de Paris va creuser à Orly et à Roissy des bassins de rétention de lagunage pour éviter que les PDG ne soient traités devant les tribunaux pour pollution de la Seine. Les Sablières modernes s'engagent à chercher les granulats ailleurs que dans les plaines alluviales. Par exemple en ouvrant des carrières collantes, recyclant les matériaux de démolition. Tout le monde met en route des programmes de sensibilisation et de formation du personnel.

SECRETS • Résultat du brainstorming : Elf-Atochem, EDF, Rhône-Poulenc, la SNCF ont déjà sorti leur plan « environnement ». Les Sablières modernes, Aéroports de Paris, GDF ne le font pas. Mais, surprise, ils ne le clament sur les toits. Elf-Atochem et Rhône-Poulenc se réfèrent à la loi. Les autres invoquent : « Ils contiennent des secrets de fabrication. » Mais ils craignent de susciter de nouvelles exigences. La manière, affirme-t-on, la stratégie de l'entreprise doit rester secrète. L'homage rendu à cet environnement n'est hier encore pour un obstacle au développement social marginal.

Cette attitude reflète éloquentement le malaise qui continue de régner sur l'économie et l'écologie. Déjà pour approcher les grands patrons, le ministère de l'Environnement, avait fait appel à un consultant extérieur. Maintenant, on retarde l'annonce de la sortie des premiers plans « environnement ». Au nom de l'efficacité, par timidité, l'État renoncera-t-il à afficher une politique pourtant favorable à la fois à l'intérêt général et à la survie des grandes entreprises ?

Marc Ambroise-Rendu

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

L'OPA DE NESTLÉ SUR PERRIER a été lancée par le ministère des finances. L'offre publique d'achat, avait été présentée le 20 janvier. Le 18 février, le tribunal de Nîmes a annulé les franchissements de seuil des sociétés Exor et générale dans Source Perrier pour déterminer leurs droits de vote (le Monde des 18 et 22 février).

LA CAISSE DES DÉPÔTS FINANCIERS LES PIRE. Robert Lion, directeur général de la Caisse, a annoncé le 18 février, que celle-ci financera les PME à la demande du gouvernement. La Caisse s'abandonnera aux activités traditionnelles de financement du logement social et développement local (le Monde du 19 février).

UN RELEVÉ DE CONCLUSIONS ENTRE LES MÉDECINS ET LA CHAM sur la réglementation des dépenses a été conclu le 18 février (le Monde du 18 février).

NAISSANCE D'UN HOLDING EUROPÉEN D'ASSURANCES. Le 18 février, trois assureurs, l'allemand AMB, l'italien Fondiaria et le britannique Royal Insurance, ont annoncé leur alliance sous forme d'un holding commun, European Partners for Insurance Cooperation (EPIC) (le Monde des 18 et 22 février).

L'EXCÉDENT COMMERCIAL ALLEMAND A DIMINUÉ EN 1991. Selon les chiffres publiés le 19 février, la balance commerciale a resté excédentaire en 1991 d'environ 20 milliards de deutschemarks (71 milliards de francs) contre 107,3 milliards (365 milliards de francs) en 1990 (le Monde du 19 février).

LE PROJET DE LOI SUR LA FIDUCIE a été présenté le 19 février en conseil des ministres. Cet aménagement du droit français de la propriété permettra de définir sous forme d'un « contrat » de confiance (du latin fides) le transfert d'un patrimoine à une personne physique ou morale (le Monde du 19 février).

BSN lance le 21 février, une contre-OPA sur Exor avec le soutien de Nestlé et Suez.

LUNDI 24 FÉVRIER. Paris : Ouverture des négociations sur le rééchelonnement d'une partie de la dette du Brésil au Club de Paris.

Paris : Réunion à l'AIE (Agence internationale pour l'énergie) des producteurs de pétrole (jusqu'au 10 février).

MARDI 25 FÉVRIER. Paris : Assemblée actionnaires de La Cinq, au terme de laquelle devrait être prise la décision de Silvio Berlusconi.

Paris : OPA de Perrier : le tribunal de Nîmes a annulé la cession des titres de l'autocoopération de Perrier à Saint-Louis.

MERCREDI 26 FÉVRIER. Paris : Conseil des ministres, sur l'apprentissage et la communication sur les entreprises d'insertion.

JEUDI 27 FÉVRIER. RFA : Réunion des « sherpas », représentants personnels des chefs d'État du gouvernement du groupe Sept, pour préparer le prochain sommet du G7 qui se tiendra à Munich en juillet.

Prague : Visite officielle du chancelier Helmut Kohl, en vue de la signature d'un traité de coopération germano-tchécoslovaque (jusqu'au 29 février).

VENDREDI 28 FÉVRIER. New-York : Assemblée générale de l'ONU pour l'admission de huit Républiques membres de la CEI, portant à 174 le nombre d'États membres de l'Organisation des Nations unies.

Helsinki : Le gouvernement finlandais a prononcé sa candidature à la Communauté européenne.

SAMEDI 29 FÉVRIER. Sarajevo : Indépendance dans la République yougoslave de Bosnie-Herzégovine (jusqu'au 1^{er} mars).

Paris : L'Union internationale de l'agriculture à la porte de Versailles (jusqu'au 1^{er} mars). Au moment, Salon International de la machine agricole au parc expositions de Paris-Nord Villepinte (jusqu'au 1^{er} mars).

LUNDI 2 MARS. France : Date limite de dépôt de la déclaration de revenus.

LA COTE DES MOTS
Chevalier blanc
chevalier noir

L'arrêté du 6 janvier 1992 relatif à la terminologie économique et financière a fermement prié l'administration d'utiliser respectivement les expressions chevalier blanc et chevalier noir à la place de l'anglais white knight et black knight. Cette heureuse recommandation - pas inutile, hélas ! - semble suivie. Mais le rappel de la signification de ces deux locutions ne paraît pas superflu.

Moralement revêtu d'une armure ou d'un manteau immaculé, le chevalier blanc tient le rôle du « Bon ». Quant au chevalier noir, on ne parlera pas de « Brute », ni de « Truand », mais la couleur sombre dont il est affublé tend à signifier qu'il est « Méchant » de l'histoire.

À défaut d'être le défenseur de la veuve et de l'orphelin, le chevalier blanc est une société d'initiative. La demande d'une offre publique d'achat - l'objet d'une offre publique d'achat - pour lancer une offre concurrente, destinée à mettre fin à la première, celle du... chevalier noir. Cette dernière expression, l'aura compris, s'applique à une société qui a pris l'initiative d'une offre publique d'achat « sauvage » visant à assurer le contrôle d'une société.

Si chevalier blanc évoque Perceval ou Galaad, chevalier noir fait irrésistiblement penser à James Mason, qui, dans le film d'Henry Hathaway Prince Vaillant, interprète avec talent sire Black - presque « sire Black » - le félon porteur d'une armure noire, d'où son surnom. Et nos deux expressions ont certainement leur origine dans ces lointaines chansons de geste perpétuées par la B.D. et par le cinéma.

Nous passerons, enfin, à un autre chevalier : le chevalier d'industrie, pour signaler que l'on confond souvent un capitaine d'industrie, dirigeant d'une grosse entreprise, avec un chevalier d'industrie, escroc habile, ayant de l'industrie, c'est-à-dire l'ingéniosité, et vivant d'expéditions, par exemple en pratiquant la... cavalerie.

Jean-Pierre Collignon

eslsc

3^e CYCLES SPÉCIALISÉS

Un plus pour votre formation en Management

Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING

INGÉNIERIE FINANCIÈRE

MANAGEMENT DES ENTREPRISES

GESTION DE PATRIMOINE

Reconnus : 3^e Cycles Spécialisés GROUPE ESLS.C.A.
1, rue Bouguinville - 75007 Paris - tél. (1) 45 51 32 59

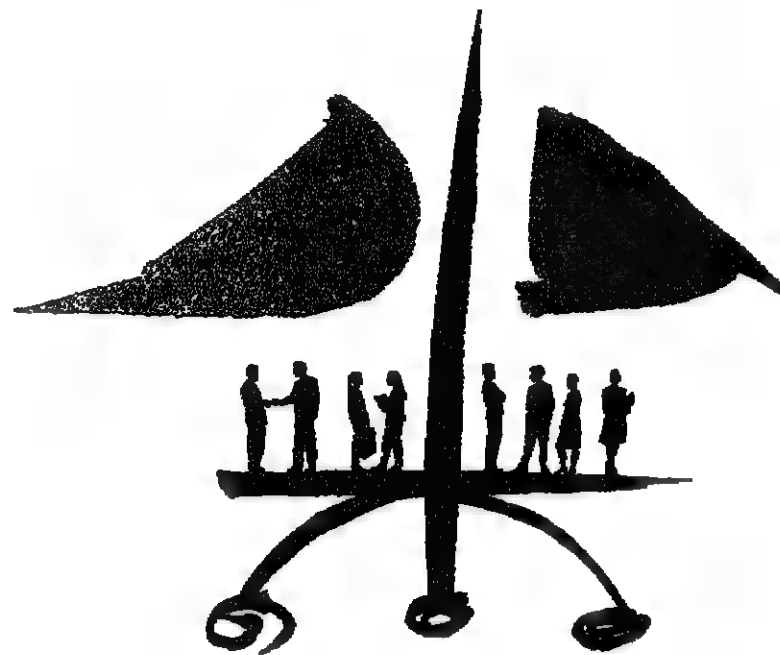
ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE

DES MÉTIERS COMMERCIAUX APPLIQUÉS

Fondée 1949 - Reconnue par l'État

250 100 100 100

AUJOURD'HUI, S'OUVRE LE DÉBAT NATIONAL "TRANSPORTS DESTINATION 2002"



Du 25 février au 10 juillet 1992, tous les Français, décideurs, professionnels, usagers et citoyens, sont appelés à s'exprimer sur les transports de demain.

UN DÉBAT POUR DÉCIDER

Des transports efficaces sont une nécessité absolue pour nos villes, nos régions, nos entreprises, pour chacun d'entre nous.

Devons-nous accepter l'engorgement des villes ? Peut-on développer des transports en commun vraiment satisfaisants ? L'explosion des transports routiers est-elle la seule solution ?

Quelles contraintes et quels coûts sommes-nous prêts à accepter pour sauvegarder l'environnement, économiser l'énergie, préserver les vies humaines ?

Quel avenir pour la voie ferrée, les voies navigables ? Faut-il rêver au tout-TGV, au tout-autoroutes ? Quelles perspectives pour nos ports et nos aéroports dans l'Europe ouverte de demain ? Ne pourrait-on pas mieux utiliser, mieux combiner ce qui existe déjà ?

Et qui est prêt à payer ? L'Etat, les collectivités locales, c'est-à-dire les contribuables ? Les usagers ? Les entreprises ?

UN DÉBAT POUR AGIR

Comment faire aboutir les décisions plus rapidement tout en consultant davantage les publics concernés ? Qui doit faire respecter l'intérêt général ? Et qui doit décider, finalement ?

Toutes ces questions se posent à l'Etat, aux ingénieurs, aux techniciens et aux professionnels des transports, mais tous les citoyens, les associations, les organisations syndicales ont leur mot à dire.

Le Ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace a chargé Gilbert Carrère, Animateur de la Mission Transports 2002, de susciter un débat public associant dans la plus grande transparence tous les acteurs concernés par l'avenir des transports en France.

Le débat est ouvert. Pour mieux comprendre les enjeux, les avantages, les coûts des différents modes de transport. Pour mieux informer et mieux associer les citoyens. Pour aboutir rapidement à de nouvelles méthodes de consultations et de décisions.

Un débat pour décider. Un débat pour agir.

UN DÉBAT POUR TOUS

FÉVRIER - JUIN

DES AUDITIONS PUBLIQUES, DES COLLOQUES, DES TABLES RONDES, AVEC LES EXPERTS ET PROFESSIONNELS DE TOUTES LES RÉGIONS

AVRIL - MAI

UN DIALOGUE OUVERT À TOUS LES FRANÇAIS AVEC 11 QUOTIDIENS RÉGIONAUX PARTENAIRES DU DÉBAT

AVRIL

UNE ENQUÊTE NATIONALE AUPRÈS DE 50 000 ÉLUS ET DÉCIDEURS LOCAUX

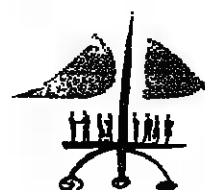
JUILLET

LES ASSISES NATIONALES TRANSPORTS 2002 POUR PROPOSER DES ORIENTATIONS ET DES ACTIONS

Vous souhaitez participer au Débat National.

Vous avez une expérience, des suggestions à transmettre, vous voulez recevoir régulièrement la Lettre du Débat
Contactez la Mission Transports 2002 - Tour Franklin - La Défense 8 - 92055 Paris la Défense Cedex 04

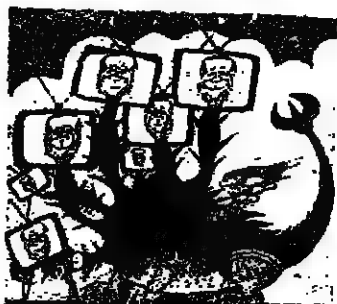
le dauphiné LA DÉPÊCHE
L'EST RÉPUBLICAIN Midi Libre



nice-matin ouest france DNA
LE PROGRES SUR OUEST PROVENCE

MISSION TRANSPORTS 2002
DÉBAT NATIONAL SUR LES TRANSPORTS

مجلسنا من الامم



L'empire éclaté de Silvio Berlusconi

Troisième groupe privé italien, Fininvest construit sa puissance sur la télévision, la publicité, la distribution, les services financiers... et de solides appuis politiques. Mais le géant, lourdement endetté, est-il en mesure d'enchérir pour sauver La Cinq française qu'il avait contribué à lancer ?

ROME
notre correspondante

REVANCHE ou nouvelle défaite ? Pour Silvio Berlusconi, le repère éventuel de La Cinq, évincé du projet une première fois il y a quatre ans, l'heure de vérité ne se joue pas en France, car de l'autre côté des Alpes la Fininvest est l'objet, depuis plusieurs semaines, des plus intenses et contradictoires spéculations. « Sua Emittenza » (1) était-elle vraiment la bonne longueur d'onde, s'interrogeaient nos confrères italiens, lorsqu'elle s'est mise en tête de percher le sauveur de La Cinq ? Non que quiconque doute de l'habileté de celui que l'on surnomme aussi « il Diavolo » : personne non plus pour ses appuis politiques, et en premier lieu ceux des socialistes italiens qui lui ont su s'entremettre quand il le fallait pour convaincre des socialistes français plus récalcitrants.

Le problème, ce serait plutôt celui de l'empire lui-même, de la Fininvest aux appétits insatiables qui règne sur 34 000 collaborateurs et réalise, dans la publicité, l'audiovisuel, le cinéma, l'assurance ou la grande distribution, un chiffre d'affaires de 7 500 milliards de lire (2). La Fininvest, le troisième groupe privé italien (et le premier non coté en Bourse), traverse en ce moment de terribles tourments. Bref, il y aurait des éléments à croire que l'empire, et certains - mais, il est vrai - prophétisent déjà son possible éclatement.

DEUXIÈME MANCHE ■ A l'origine de ces spéculations, un rapport de la banque Mediocredito (3), dont il ressort que l'ensemble du groupe aurait pour l'exercice 1991 un endettement de près de 3 000 milliards de lire, pour un bénéfice de 133 milliards. Bien évidemment, ces chiffres, dans ces conditions, de parler de réinvestir dans La Cinq française ? Le groupe Berlusconi avait versé à la fin de l'année 1990 millions de francs pour lui permettre de passer le cap du mois de février, et son plan de reprise promet de conserver 613 emplois et d'aider à affiner un passif net qui dépasse les 2 milliards de francs. Un murmure à Milan que le numéro deux du groupe, le fils droit de Berlusconi, Fréde Confalonieri, n'était pas très chaud pour lancer cette deuxième manche avec La Cinq.

Au mois d'octobre 1990, estimant plus sage d'envisager une opération d'assainissement, certains stratèges berlusconiens suggèrent de vendre les magasins Euromercato, ainsi que Pro-

Italia et les assurances Mediolanum, qui aurait pu rapporter environ 1 000 milliards de lire. Réponse : et sans appel, Silvio Berlusconi : « La seule chose que nous vendons, c'est la publicité. » Pour croire, aime encore à dire ce professionnel de l'optimisme, « il faut investir ». Après avoir la barre du groupe, c'est pourtant ce qui peut-être aujourd'hui sa faiblesse.

La force d'abord. Investir, mais selon une logique orchestrée qui se résume à trois axes : diversification, synergie et perspective européenne. La première pierre, Silvio Berlusconi l'a posée justement dans le bâtiment. En 1969, dans un Milan déjà suffoqué par la foule et la pollution, il crée un quartier périphérique, Milano 2, totalement intégré aux services (écoles, etc.) et géré par ordinateur. En 1975, Milano 3, répondant aux aspirations écologistes, l'accent sur la consommation, nait il Gira-sole. Dix ans plus tard, hommage à la consommation, nait il Gira-sole. Dix ans plus tard, hommage à la consommation, nait il Gira-sole.

« FAR WEST » ■ Berlusconi a l'ambition d'orienter les choix de la « famille italienne » en matière d'assurances, de cinéma et, surtout, de télévision. Après avoir lancé ses premières émissions sur les circuits intérieurs de ses villes satellites, il a contribué à faire émerger la télévision privée en Italie, en profitant du « Far-West » audiovisuel de chacun, en l'absence de législation, occupé à guiser les fréquences hertziennes. En quelques années, il a mis pied sur plusieurs holdings, Reti Televisive Italiane - premier groupe privé italien et européen - qui compte Canale 5, Italia 1 et Retequattro. S'y ajoute bientôt Videotime, une compagnie de programmes pour les réseaux (20 000 heures de programmes produites en sept ans).

En avril 1989 commence la bataille avec l'Ingegner De Benedetti. Fininvest y engloutit encore 1 000 milliards de lire.

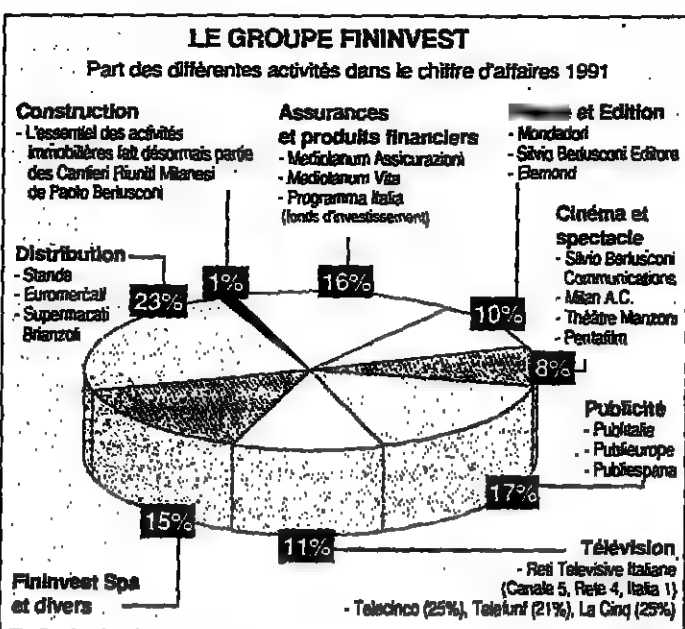
En novembre 1985, Canale 5 lance son service européen par la France. En 1987, la Fininvest conquiert l'Allemagne (21 % de Telefun) ; en 1990, elle s'implante en Espagne avec 25 % de Telecinco (en partenariat avec le groupe Once, appartenant à l'Association nationale des aveugles), et prospecte déjà l'étude avec la Grande-Bretagne, la Belgique, la Grèce.

« GURCHAS » ■ Dans le cinéma, Silvio Berlusconi Communications allie sociétés de distribution (Cinema 5) et de production (Pentafilm). Avec le marché audiovisuel pour le puissant groupe de publicité de la Fininvest, constitué à la fin des années 70 (Reteitalia et Publitalia 80).

Outre la diversification dans les voyages, la Silvio Berlusconi Editore réunit, elle, il Giornale (le quotidien de la presse classique et intellectuelle) et le magazine à succès TV Sorrisi e Canzoni (3 millions d'exemplaires).

En 1986, « Sua Emittenza », qui a sauvé le théâtre Manzoni à Milan, destiné, disait-on, à occuper la place d'un fast-food, gagne le cœur de « l'Ifosi » en renflouant le club de football Milan AC, sa pleine banqueroute. Silvio Berlusconi est au bout.

La « story » de ce fils d'employé de banque, chanteur occasionnel de cabaret et muni d'un diplôme de droit, d'une énergie peu commune et d'un coup d'appui politiques, devient un mythe : ce qu'il touche rapporte de l'or. Sur ses débuts, on sait peu de choses. Son antenne passagère pour la droite ?



Son fils, bien que démenti, la loge P2 ? « Sua Emittenza », à la manière d'un précurseur de la télévision en affaires, n'a jamais été un champion de la gérance : « Il Diavolo... » Qu'importe, le public retient sa gentillesse souriante, l'efficacité de ses « gurghas » (le surnom de ses démarcheurs), la jeunesse de son équipe (trente-quatre ans de moyenne aujourd'hui dans la télévision) et la sienne propre : il n'a que cinquante-six ans.

Entouré de conseillers qu'il a lui-même « fidélisés » (« On ne travaille pas pour moi, mais avec moi », dit-il souvent), quand il ne pas ses cousins et ses anciens camarades de classe, il travaille et vit en camote avec l'entreprise (l'état-major du groupe passe ses week-ends et ses vacances ensemble). Année fétiche, 1987 s'achève avec un chiffre d'affaires en augmentation de 25 %, les bénéfices passent de 131 à 311 milliards de lire.

FUITE EN AVANT ■ Vient alors l'heure des grands travaux, celle des premières fragilités, le goût du risque, la fuite en avant. Silvio Berlusconi affiche son ambition de devenir le « Time Warner » italien, le magnat de la communication. Dans cette perspective, la grande distribution n'est-elle pas un prolongement de la distribution d'images ? Et d'acheter, en 1988, 75 % du groupe de magasins Standa à Montedison. Une opération de pratiquement 1 000 milliards de lire, qui continue de peser sur les comptes, car Standa, en attendant d'être mué - à grand renfort de publicité - en enseigne pour « cols blancs », perd toujours de l'argent.

Enfin, en avril 1989, commence la bataille avec l'« Ingegner » De Benedetti pour le contrôle de Mondadori. Elle s'achèvera deux ans plus tard, Fininvest y engloutit encore 1 000 milliards. Un jugement : la Salomon et Carlo De Benedetti le quotidien la Repubblica, l'hebdomadaire l'Espresso et une quinzaine de titres mineurs. Berlusconi voit octroyer toutes les activités d'édition, dont le principal hebdomadaire de Panorama, qui compte la maison d'édition Gallimard.

Petite revanche pour « Sua Emittenza », un peu lassé d'être accusé du pire à la télévision (elle qui subventionne la Scala de Milan) : l'Auguste filiale Einaudi, qui détient 10 % de la plus élitiste maison d'édition française Gallimard.

Cette fois, les chiffres s'emballent. Le bilan 1990 montre un chiffre d'affaires de 6 000 milliards de lire, les bénéfices passent à 1 000 milliards. Deux ans après, en 1990, arrive aux fameux 3 000 milliards de passif (2 969 exactement). Pourtant, de l'avis des spécialistes, le vrai test de ces dernières années est possible qu'en 1992, et plus encore en 1993, quand Mondadori assainie et restructurée sera pleinement intégrée au groupe. Avec 10 % de croissance pour chacune de ces deux dernières années, il est également difficile de

conclure que la Fininvest n'est pas en pleine expansion. Et les analystes de spéculer.

« PAPERISSIMA » ■ Pour tirer un attelage de plus en plus lourd, le groupe doit s'appuyer sur la télévision, et notamment sur la publicité télévisée. Et là, que l'on aime ou non l'aime, la télévision commerciale, force est de reconnaître que Berlusconi fait une émission de variétés au coût très faible (moins de 10 millions de lire) qui attire plus de huit millions de spectateurs. Les spots publicitaires sur son écran, qui pour les douze derniers mois ont progressé de 12 %, ont envoyé 2 000 milliards de lire dans les caisses de la Fininvest.

Moteur du groupe, la publicité télévisée malheureusement devenue presque trop « voyante ». Tandis que la presse écrite a perdu 3 % de publicité en huit mois l'an dernier, la télévision a gagné 10 %. Les éditeurs de journaux s'indignent : l'autorité anti-trust s'alarme : le Berlusconi serait-il devenu tellement puissant qu'il interdirait toute concurrence ? La question n'est pas infondée : la Fininvest (avec Mondadori) détient 35,4 % du marché publicitaire de la télévision (dont 60 % pour la seule publicité télévisée). Giuseppe Santaniello, le « garant » de l'édition (équivalent du CSA français), a été enquêté dont « Sua Emittenza » attend, a-t-elle fait savoir, « avec confiance » les résultats.

“Ce n'est pas vrai que tout va mal, assez pleurniché” a déclaré Sua Emittenza.

Ce ne serait pas la première fois que Silvio Berlusconi se tire d'une passe difficile. Le « lobby » Berlusconi à la Chambre aurait largement « adouci » en la loi sur l'audiovisuel - attendue depuis plus de dix ans, - qui ne s'interdit à un même individu de posséder plus de trois chaînes. Et, quand même loi Mammì interdit au possesseur de trois chaînes de détecter un journal, Berlusconi en fait son affaire : il met sur pied une société à laquelle il cédera il Giornale.

Société qui présidera par son petit frère Paolo.

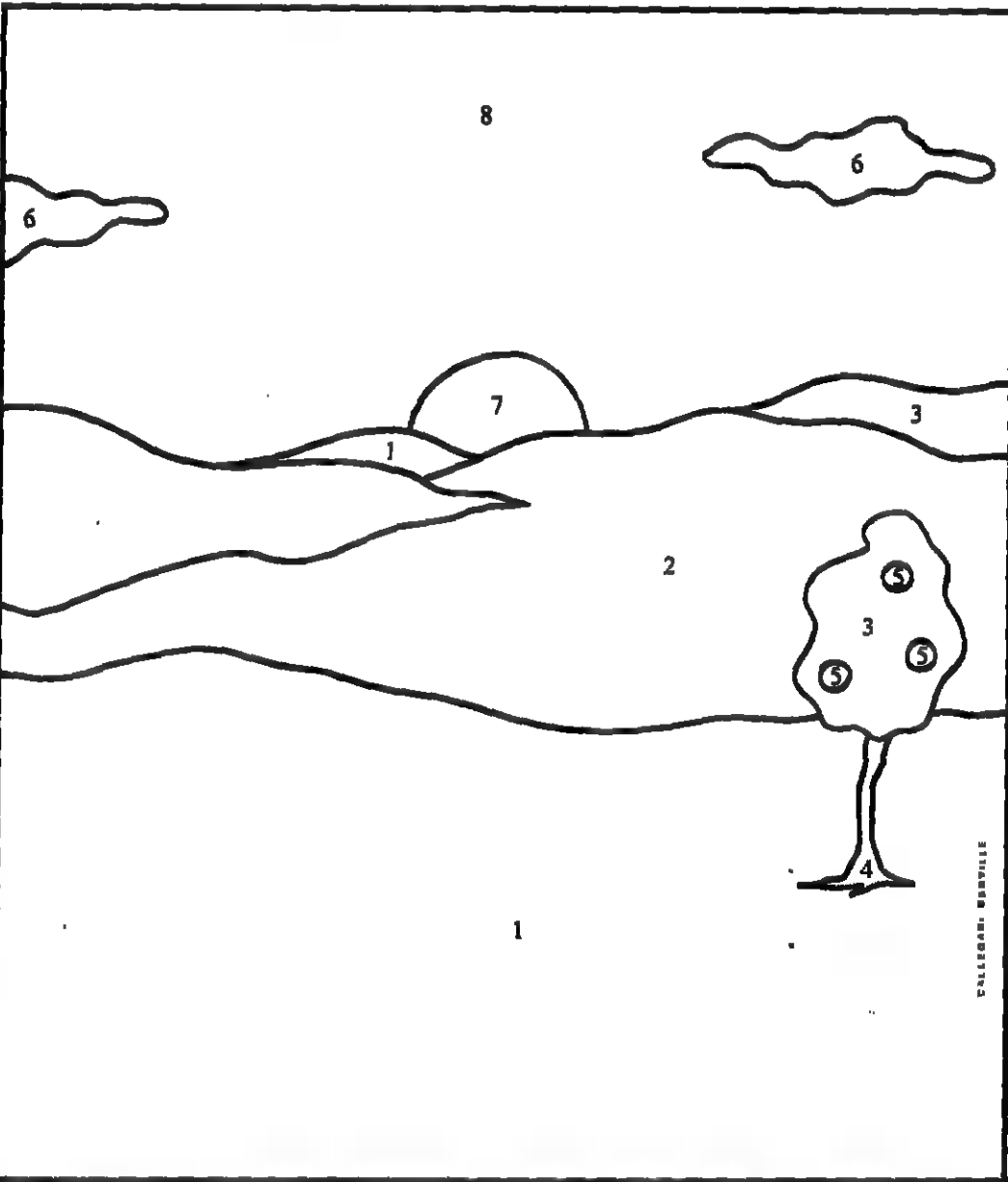
Reste que le marché de la télévision pourrait bien plus être la poule aux œufs d'or d'aujourd'hui. Les prévisions pour l'année 1992 sont excellentes, les coûts augmentent, la guerre des ondes contre la RAI (qui tourne à l'avantage de Fininvest, avec 43 % d'audience pour ses trois chaînes) a coûté cher. La loi Mammì, décriée pour son laxisme, risque une sérieuse remise en question. Berlusconi serait alors bien à l'étroit dans une Italie où l'attribution des chaînes n'a toujours été officiellement régie : l'aventure de La Cinq et les futurs développements européens étaient peut-être plus nécessaires qu'on ne croyait.

Conscient que la campagne d'Europe passe par quelques champs de batailles italiens, « il Diavolo » a prêté main forte au président du conseil, le démocrate-chrétien Andreotti, venu à Milan, dans la perspective des élections, voir s'il y avait, sur la contestation lombarde, des fidèles à amitié. Message reçu cinq sur cinq. « Ce n'est pas vrai que tout va mal, assez pleurniché », a déclaré « Sua Emittenza ». Et chacun a remarqué son homologue forcé qui jusqu'ici garantissait le développement du pays et la clé de voûte du système.

Marie-Claude Decamps

(1) Jeu de mot sur « Son Emittenza » celui qui « émet ».
(2) 1 000 milliards valent 4,30 francs.
(3) N'étant pas coté en Bourse (à l'exception de Standa et Mondadori), la Fininvest n'est tenue de rendre publics ses comptes.

Annonces, si vous voulez une belle campagne, coloriez cette image ou appelez-nous.



1 - Vert clair. 2 - Vert moyen. 3 - Vert foncé. 4 - Marron. 5 - Rouge. 6 - Blanc. 7 - Jaune. 8 - Bleu.

CALLEGARI BERVILLE
AGENCE CONSEIL EN PUBLICITE 45732277

L'ÉCOLE DE LA COMMUNICATION

3ème cycle
sur concours
à Bac + 4
Durée des études : 1 an

2ème cycle
sur concours
à Bac + 2
Durée des études : 2 ans

Sciences Com

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
SCIENTES COM
11 rue de la République
44003 Nantes cedex 01
Tél. (051) 40 99 99 00

**Dossier établi
par François Bostnavaron
et Dominique Gallois**

**“Respect de l'intégrité
du marché ■ primauté des
intérêts des clients,
ceux-ci devant être servis
avec diligence, loyauté,
neutralité et discrétion.”**

**■ ■ ■ Brac de La Perrière,
ancien président du CMT.**

Lorsqu'en septembre 1967, à l'initiative du ministre des Finances, le général de Gaulle créa par ordonnance la Commission des opérations de Bourse (COB), il n'était pas question de la doter de possibilités de sanctions directes. Avant tout autorité morale, son rôle consistait à protéger l'épargne, à veiller à l'exactitude et à la transparence des informations, à contrôler la légalité des opérations et le respect des actionnaires.

Son seul pouvoir en cas de délit manifeste était alors de saisir le parquet ou de rendre public le constat. Même si la Commission a permis de faire évoluer la législation en introduisant dès 1970 la notion de délit d'initié, elle s'est contentée, pendant vingt premières années, d'existence, de surveiller sans punir.

Au milieu des années 80, l'explosion des marchés financiers a contraint le législateur à évoluer, au risque sinon de laisser la Bourse se transformer en jungle. La loi du 2 août 1989, sur la sécurité et la transparence des marchés, en est l'illustration. Si les missions restent les mêmes (veiller à l'information des investisseurs, à la protection de l'épargne et au bon fonctionnement du marché), ses pouvoirs sont renforcés. Auparavant, les pouvoirs (définition des règlements, déviance de visa ou d'agrément) s'ajoutaient sous une troisième : celui de sanctionner. L'organisme de surveillance, antécédent jusqu'à présent à saisir les autorités professionnelles ou judiciaires, peut intervenir directement en faisant des observations publiques, en enjoignant ou en imposant des sanctions financières. Il permet à la COB d'infliger des amendes pour pratiques contraires au règlement (flusser le fonctionnement du marché, porter atteinte à l'égalité d'information et de traitement des investisseurs...). Le montant de la sanction ne peut dépasser les 10 millions de francs ou, lorsque des profits ont été réalisés, le décuple de leur montant.

Dans le même temps, ses pouvoirs d'enquête se sont renforcés. Non seulement le champ d'investigation s'est élargi, et porte sur l'ensemble des opérations faites par une ou plusieurs personnes sur l'ensemble du marché pendant une journée ou plus, mais aussi, la COB, sous le contrôle du juge, peut faire des perquisitions. Une sanction pénale est prévue en cas d'enlèvement.

Si la COB et le CBV ont des champs d'application différents, il leur arrive cependant d'intervenir conjointement sur un même sujet, par exemple l'offre publique d'achat. Les deux règlements en vigueur en 1989 ont été par conséquent coordonnés et chacun veille à faire respecter ses intérêts, la protection de l'épargne pour l'OPA et l'application de la réglementation pour le CBV.

«Lors que le Conseil a saisi d'un projet d'offre publique, son président suspend les cotations des titres de la ou des sociétés concernées. Il informe le dépôt de l'offre le ministre de l'économie et la COB», stipule le règlement du CBV dans l'article 5-2-1 de son chapitre sur l'OPA. Le Conseil «se dispose alors sur un délai de cinq jours à partir duquel sur le jour du dépôt le dossier pour prononcer sur la recevabilité de l'offre» (article 5-2-6). Au cours de ce délai, il peut exiger des renseignements complémentaires. Une première étape est franchie : «l'avis de recevabilité».

Les cotations des titres reprennent au principe deux jours après l'avis de recevabilité ne veut pas dire ouverture de l'offre. Cette dernière étape n'est possible qu'une fois obtenue la notification du visa de la note d'information délivrée par la COB.

Selon le règlement de cette dernière : «La commission dispose d'un délai de cinq jours à Bourze suivant le jour du dépôt du projet de la note d'information pour y donner son visa» (article 9 du règlement de la COB). Et, «si le délai, l'initiateur de l'offre ne satisfait les demandes d'explication ou de justification formulées par la commission, celle-ci peut, soit prolonger le délai d'une nouvelle période de cinq jours, soit, par décision motivée, refuser son visa». Toutefois, «l'investisseur n'appartient pas à la CEE ou si la firme visée est dans un secteur protégé (la défense, par exemple), l'avis de recevabilité n'est pas requis et le dossier soumis à l'agrément du Trésor. Un fois l'agrément obtenu, le CBV délivre l'avis d'achat».

L'offre publique ne présentant pas de modalités de l'opération, l'OPA peut commencer. Toutefois, la publication de l'avis n'entraîne pas nécessairement l'accord des pouvoirs publics sur l'opération lorsqu'elle pose un problème de concentration.

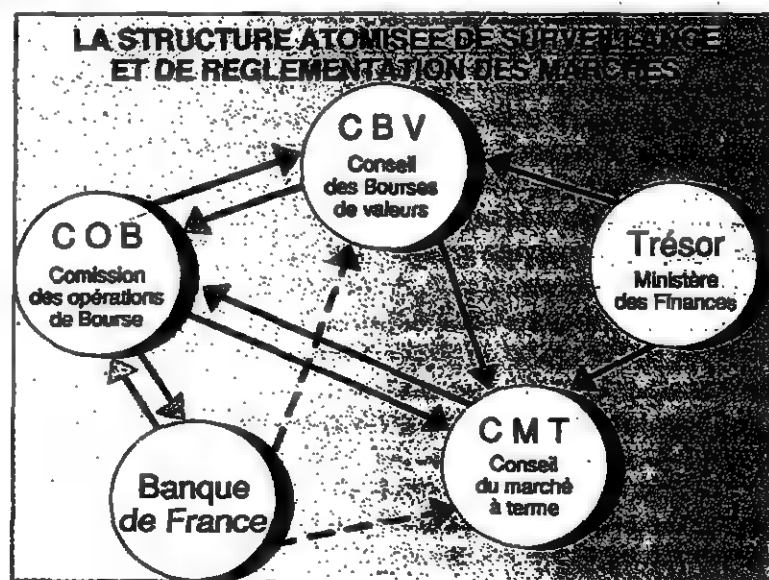
La durée d'une OPA ne peut être inférieure à vingt jours de Bourse. Les surenchères et offres concurrentes doivent être présentées au CBV dix jours calendaires au moins avant la date de clôture de l'offre initiale. Dans les deux cas, la proposition doit être supérieure d'au moins 1 % à celle de l'offre antérieure (art. 5-2-26 CBV). Elle suit alors le même cheminement.

Durant toute la durée d'une OPA, le COB et le CBV surveillent le déroulement des offres et peuvent intervenir. « Si les dirigeants des sociétés concernées décident d'accorder des actes autres que de gestion courante, ils en aviseront la Commission afin qu'elle permette de veiller à l'information du public », de faire, le cas échéant, connaître son appréciation », rappelle le règlement de la COB dans son article 3. Et d'aller un peu plus loin : « La compétition qui peut impliquer une offre publique s'exerce sur le libre jeu des offres et de leurs surenchères ».

Au grand jeu de la Bourse d'observer le comportement des investisseurs lors d'une OPA pour signaler au CBV les manquements. De son côté, le Conseil des Bourses de valeurs peut accorder des dérogations ou obliger des sociétés à lancer une OPA si elles franchissent des seuils bien précis. Obliger mais pas contraindre. De ce fait, le déroulement d'une OPA peut être ralenti par les recours que déposent devant le tribunal d'appel les personnes contestant les décisions du CBV.

“ En matière d'OPA, il faudra poursuivre la concertation pour voir si la règle des deux tiers ne doit pas évoluer. Ma conviction est qu'elle doit évoluer. Il faudra clarifier les choses pour que cela ne se termine pas dans les prétoires. ”

Pierrick Bérégovoy



l'égide du directeur ■■■ Trésor les principaux représentants du marché ■■■ prépare ■■■ décisions qui seront soumises au CBV, par exemple.

CMT OU CONSEIL DU MARCHÉ A TERME. - Le Conseil du marché à ■■■ est doté de pouvoirs sensiblement identiques à ■■■ du CBV. Il comprend dix-sept ■■■ ■■■ ■■■■ pour trois ans par arrêté du ministre ■■■ finances. Le président, actuellement, Jean-François Lepetit est élu par le conseil et sa voix ■■■ prépondérante en cas de partage. Il est ■■■ ■■■■ spécialisés dans la composition ■■■ fixée par le règlement général ■■■ marché. Un commissaire du gouvernement assiste aux délibérations. A la différence du CBV, le CMT dispose de services placés sous l'autorité d'un secrétaire général.

COC OU COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE. - L'organisme de surveillance a été créé en 1967. Il se ■■■■ dans le XV^e arrondissement, dans la tour Mirabeau, ■■■ à la Seine. Présidé depuis 1989 et pour six ans par Jean Saint Georges, son collège comporte neuf membres qui se réunissent tous ■■■

quinze jours pour étudier les enquêtes ■■■ décider ■■■ suites à donner. Entre 1985 et 1989 son budget a été multiplié par ■■■ pour ■■■■ 102,6 millions de francs et les effectifs ont doublé, avec ■■■ agents employés.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Représentant du ministère ■■■ finances.

MAINTIEN EN COURS. - Procédure qui oblige l'acheteur d'un bloc de ■■■ à ■■■■ en Bourse, pendant une période définie; tous les titres qui lui ■■■■ présentés au cours où il a acquis les titres représentant le bloc de contrôle.

MATIF OU MARCHÉ A TERME INTERNATIONAL DE FRANCE. - Nouvelle appellation depuis le 15-juin 1988 du ■■■■ à terme des instruments financiers, instauré par la loi n° 11 juillet 1985 et ouvert le 30 février 1986. Le Marché à terme d'instruments financiers fonctionne ■■■ le même principe que les marchés à terme de marchandises des Bourses de commerce.

MONEP OU MARCHÉ DES OPTIONS NEGOCIABLES DE PARIS. - Marché ouvert à terme conditionnel ■■■■ à l'automne 1987. Il est

- *Les OPA en France*, de Michel Fleuriot, collection *Dictionnaire de Gestion Pratique*, 1991, 136 pages, 90 F.
- *La Commission des opérations de Bourse*, de Marie-Claude Robert et Béatrice Labbez, « Que sais-je ? », 1991, 126 pages, 34 F.
- *La Nouvelle* ■■■■■ Jean-Claude Lattès, 1990, 11 pages, 15 F.
- *Le Dictionnaire Joly. Bourse* ■■■ produits financiers, Tome 1, 2 ■■■■, 2 volumes de recueils de lois, 3 100 francs et un abonnement annuel ■■■■ réactualisation, 1 250 F.
- *La Bourse de Paris*, manuel ■■■■ mécanismes boursiers, ■■■■ Paul-Jacques Lehman, Editions Dunod, collection ■■■■
- *La Bourse* ■■■■ Olivier Picon, *Encyclopédie Delmas pour le vie des affaires*, Editions Masson, 1991, 340 ■■■■, 299 F.

sous la tutelle de la SCMC, Société de compensation des marchés conditionnels, filiale à 100 % de la SBF.

OPA OU OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT. - Operation qui permet à une société ou à une personne physique de prendre le contrôle d'une entreprise ~~dans~~ en Bourse en rachetant tout ou partie ~~des~~ titres à un prix supérieur au cours de Bourse.

OPC OU OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE. - Operation identique à la précédente, mais l'argent proposé pour les titres est remplacé par des titres de la société qui prend le contrôle.

OPF OU SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES. - Bras séculier du Conseil des Bourses de valeurs. Elle a succédé à la Chambre syndicale des agents de change.

OPC OU SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION. - Commission des opérations de Bourse américaine, créée en 1933 pour protéger les épargnants traumatisés par la crise de 1929.

OPSA. - Les initiateurs d'une offre publique d'achat établissent une note d'information, la COF (Circular si elle le juge complète, lui attribue un sig.

ENQUÊTE

Le Caire, l'enfer du logement

La capitale égyptienne, l'une des plus grandes mégapoles du tiers-monde, est devenue une ville d'appartements sans habitant d'habitants sans appartement. Résultat des blocages successifs et d'une législation incohérente, le système locatif marche sur la tête : plus c'est ancien, plus c'est vaste, moins c'est cher... et inversement !

LE CAIRE de notre correspondant

LE CAIRE ressemble à une pyramide dont la base occupe plus de 100 kilomètres carrés. Dans cette mégapole, douze millions de personnes tentent de se loger. Non sans mal.

Quartier ultra-riche de Zamalek, Rue Montaza, sur le Nil, maison en marbre de Carrare, art déco. Huit pièces où des enfants peuvent patiner sur le parquet de chêne ou dans leur cerf-volant, et des salles de bains avec baignoires où un valet peut manoeuvrer. Loyer : 21 livres (1 livre vaut un peu moins de 2 francs). Trop cher ? Voyez le quartier résidentiel d'Héliopolis, créé par le baron Empain (le grand-père). Mais Salah-El-Din, 4 pièces, parquet de chêne, 4 mètres de plafond, chambre de bonne, loyer, 4 livres. C'est toujours trop cher ? Quartier de Dahar, près de la gare centrale, 4 pièces, 4 mètres de hauteur, pierre de taille. Loyer : 2,5 livres.

C'est encore le cas de vos moyens ? Il ne vous reste plus que le quartier de Warrak, au sud de la ville, dans une bataille de Pyramides et, plus récemment, dans la police et les maximalistes musulmans. Des maisons incommodes, des maisons de briques rouges. Trois pièces : n'importe pas les bras, mais risquez de vous cogner. Les de personnes : comme l'habitat n'a pas encore été introduit, vous aurez plus de lumière. Mais les salons ne sont pas ni isolés : quelle importance, puisqu'il n'y a pas d'eau ? Loyer... 1,5 livre.

« SUCREURS DE SANG » « Vous ne vous en rendez pas ? Vous n'êtes donc pas au courant de la loi ? Durant la seconde guerre mondiale, à la suite des pénuries et spéculations en tout genre (Rommel était aux portes d'Alexandrie), les loyers ont commencé à grimper. Pour parer à la crise naissante le gouvernement a fait adopter une loi gelant les loyers. A l'époque, 1 livre égyptien s'échangeait contre 1 livre et des poussières. Au début des années 60, dans la théorie des mesures économiques comme les nationalisations, l'Etat a pris le parti des locataires en « les propriétaires sucres du sang du peuple ». Les loyers ont donc été réduits à deux reprises. Mais : le locataire qui payait 14 livres n'en paie plus que 9,5.

Cela explique pourquoi l'appartement de Zamalek, qui dans les années 50, est plus cher que celui d'Héliopolis, qui date des années 30, lui-même est plus cher que celui de Dahar, qui remonte à la première guerre mondiale. Mais, dans les années 70, la loi a été amendée. Les loyers des constructions nouvelles ont été libérés. C'est le cas du trois-pièces de Warrak, construit dans les années 80...

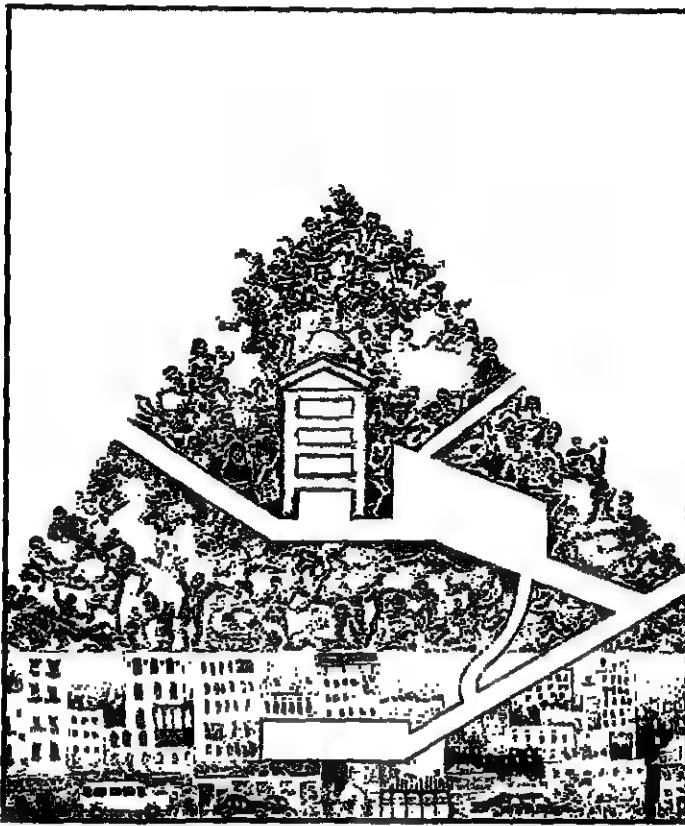
Pourquoi ce cas l'ouvrier de Warrak ne choisit-il pas plutôt l'appartement de Zamalek ? Parce qu'il devrait payer - mais si c'est ainsi - une somme (partagée entre le précédent locataire et le propriétaire) de 100 000 livres au bas mot. L'équivalent d'un siècle de salaire d'ouvrier, heures supplémentaires comprises. Un pas-de-porte à première vue exorbitant... mais qui équivaut presque à un droit de propriété : tant que le bâtiment ne s'effondrera pas, le propriétaire, le vrai, ne peut en aucun cas vous mettre à la porte. Vos enfants et petits-enfants hériteront du contrat : vous serez ainsi assuré de leur attachement durant vos vieux jours.

MANIÈRE FORTE « Ainsi, à Dahar, l'actuelle locataire a hérité le contrat de sa grand-mère, née en 1900. Il lui a suffi de vivre cinq ans avec elle, conformément à la loi. Le propriétaire ne peut même pas faire raser sa maison pour vendre le terrain à 400 millions de livres, car la loi l'interdit tant qu'il y a un locataire. La solution pour ce millionnaire potentiel - le mètre carré de terrain vaut 2 000 livres - est d'obtenir du locataire qu'il déménage à l'amiable moyennant finances. Mais il est trop pauvre pour le faire : il vit lui-même dans un petit trois-pièces où il paie en un mois ce que ses locataires lui versent en un an. Il ne lui reste qu'à recourir à la manière forte - comme un propriétaire qu'on a arrêté dans le sous-sol de son vieux immeuble un filon de dynamite à la main - ou bien à attendre que le fils de la Vierge, s'il est chrétien, ne s'écartere la statue de Yassin à l'envers, s'il est musulman.

Mieux encore, depuis les années 70, les locataires peuvent louer leur appartement meublé à qui leur plaît pour une durée limitée : la loi invoque alors le manque d'infrastructures d'habitat. Le locataire de Zamalek peut donc louer son appartement à 6 600 livres par mois à un étranger, alors que son propriétaire, lui, ne touche que 40 livres. Certes le locataire en titre doit payer des impôts, mais pour les locaux et les idiots, la somme marquée sur le contrat est toujours inférieure d'un zéro à la réalité. Résultat : il y a, rien qu'à Warrak, entre 100 000 et 200 000 appartements meublés : ce qui était l'apanage des quartiers résidentiels a maintenant atteint les quartiers populaires, où l'on peut louer un meublé pas cher, 100 à 200 livres, c'est-à-dire deux à six fois le SMIC égyptien.

Avant « les sucres du sang du peuple » s'abstiennent-ils de louer leurs appartements en location, quitte à les fermer en attendant que leurs enfants atteignent l'âge adulte et se marient. Les locataires en font autant et gardent leur appartement fermé même quand ils ont émigré au Canada ou en Australie : dix années de loyer reviennent moins cher qu'un séjour de deux semaines à l'hôtel.

Pour résoudre la crise, le gou-



vernement a autorisé la vente d'un tiers des appartements d'un immeuble. Sans succès : les derniers sont trop chers pour la plupart des égyptiens et quand ils trouvent preneur ils sont souvent fermés car il s'agit alors d'un investissement dans la pierre, la seule valeur sûre en Egypte (le mètre carré d'appartement vaut 1 000 livres en moyenne, quatre fois plus qu'il y a dix ans). Le Caire est ainsi devenue une ville d'appartements sans habitant et d'habitants sans appartement.

ÉTERNELS FIANCÉS « Quant aux plus démunis, que leur reste-t-il ? La solution la plus simple est la « boîte à sandwich » : dans les quartiers populaires - et populaires - des familles entières s'entassent souvent dans une seule chambre. Ceux qui ont de la chance habitent avec leurs parents, les autres partagent leur cuisine et leur salle de bain avec des voisins. Ils peuvent déposer une demande pour une HLM construites par l'Etat ; mais il faut des années pour l'obtenir, et avec un bon dossier.

De là est né le phénomène des éternels fiancés qui attendent, pour se marier, de trouver un toit. Ils peuvent faire appel à l'ouvrier de Warrak-Hadar : pour quelques milliers de livres de pas-de-porte,

on peut en effet obtenir un toit dans un de ces quartiers champignons qui poussent autour du Caire, par suite de la saturation du centre-ville. Il faut prévoir entre 25 et 40 livres de loyer, posséder des muscles pour porter l'eau et être nyctalope, pour se contenter d'une lampe à kérosène.

Ne pas oublier, enfin les cimetières : depuis les pharaons, les Egyptiens sont habitués à côtoyer leurs morts. Les tombes, contrairement aux préceptes de l'islam orthodoxe, comportent de véritables mausolées, pour les plus riches, et de petits appartements pour les bourgeois. Ces appartements, qui servent à héberger la famille du défunt quand elle lui rend visite à l'occasion d'une fête, sont plus recherchés. Comptez quand même un bakchich pour le gardien du cimetière et un loyer par la suite. Mais la situation est pire : l'électricité, autobus et même téléphone international dans les cimetières...

Mieux vaut, au tout début, courir, même sans pierre tombale, que de se retrouver sans-abri au pis encore, dans une grande maison dans le jardin public d'Ezbekieh...

Alexandre Bucciantti

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Aéroports de Paris

ADP, première place aéroportuaire d'Europe continentale, noté AAA

Aéroports de Paris émet un emprunt de un milliard de francs

représentant

200 000 obligations de 5 000 F.

Taux nominal : 3,25%

Taux actuariel : 3,75%

Prix d'émission : 99,75%

soit 4 995 francs par titre

durée : 8 ans

Amortissement : 2/3/2000

en une seule fois

Date de souscription : 2/3/92

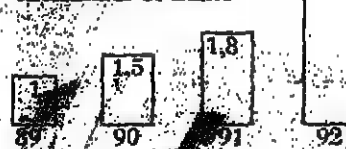
Date de règlement : 2/3/92

SAO du 17/2/92

« L'agence Standard and Poor's ADEF a attribué à cette émission la notation AAA, ce qui confirme la solidité financière de l'établissement public ADP.

Le produit de cet emprunt servira à financer en 1992 une partie du programme d'investissement d'ADP qui s'étend pour sa seule exercice à 3,2 milliards de francs. Sur les 5 ans à venir, ADP investira près de 12 milliards de francs. Ce montant sera consacré essentiellement à la modernisation de l'aéroport d'Orly et au développement des installations de l'aéroport Charles de Gaulle à Roissy (gare d'interconnexion TGV-RER, troisième phase, nouvelles infrastructures...). Cet effort d'investissement rapporté au chiffre d'affaires annuel (6 milliards de francs prévus en 1992) classe ADP parmi les premières entreprises françaises.

Investissements en milliards de francs



70 % de constructions illégales

Le Caire compte, selon une étude récente, 400 000 immeubles et immeubles, dont la plupart sont récents : 130 000 ont été construits dans les années 60 et 70, 120 000 dans les années 80 ; 80 000 avant 1940. Aujourd'hui 70 % des logements construits chaque année au Caire sont illégaux (quartiers champignons, surélévations sans permis de construire, etc.).

Dans les années 70, pour désengorger la capitale, les villes-satellites ont été mises en chantier. Elles ont attiré les industries, mais non les habitants, malgré la construction de milliers de maisons d'appartements. Une ville-satellite comme Le 10-Ramadan, à l'est du Caire - pourtant la plus développée, - n'est habitée que par un peu plus d'un million de personnes

alors que le plan en prévoyait 1 000 000 pour 1991.

On estime à 2,5 millions le nombre de logements inhabités au Caire. A 25 000 livres l'appartement (terrain compris), cela représente un capital bloqué de 62,5 milliards de livres.

Depuis deux ans, un nouveau projet de loi sur l'habitat est en préparation. Mais il n'a toujours pas été adopté au Parlement. La dernière loi prévoyait un système complexe d'augmentation des loyers : dix ans : + 50 % pour les appartements antérieurs à 1944, + 20 % pour ceux construits entre 1944 et la guerre 1960, + 10 % enfin pour ceux de la période 1960-1972. Après cette première vague, une nouvelle augmentation de 10 % prévue pour les cinq ans.

A. B.

PERSPECTIVES

L'éclatement de l'empire soviétique précipite

La renaissance du troc

Suite de la page 27

Le système pourtant cesse de croître, l'objectif restant le même : « compenser » une exportation grâce à des services rendant solvable un client qui ne l'est plus (et qui devra donc payer en nature) ou contraindre le vendeur à acheter ou faire acheter des biens ou services de son client. Il rend possible « l'impossible » : le client avec les pays dépourvus de réserves ou de devises. Il permet à certains pays pauvres l'importation de produits et de biens d'équipement vitaux. Il leur ouvre aussi les portes de l'exportation puisque leur fournisseur se chargera lui-même de la commercialisation des produits de reprise. Il permet enfin à celui-ci de gagner ou de conserver des parts de marché où les difficultés font reculer les concurrents.

Le GATT estime à 8 % sa part dans le commerce international. Ses artisans l'évaluent à 30 %, voire plus ! L'ACECO (Association pour la compensation des échanges commerciaux) juge plus prudent d'avancer 10 %. Mais comment chiffrer un phénomène indécidable dans les statistiques douanières ? Le fait est que

pratique antique, réapparue lors de la crise des années 30, marginalisée ensuite pendant « trente glorieuses », a saisi l'intérieur du bloc soviétique avec le COMECON — et ravivée lors du choc pétrolier de 1974, ne cesse de s'étendre à l'ensemble du monde. Indication significative : en 1970, seize pays avaient rejoint la compensation ; en 1980, ils étaient soixante-dix ; en 1990, une centaine. « D'accident occasionnel, elle est devenue phénomène permanent », déclarait en novembre dernier le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Jean-Noël Jeanneney.

OBLIGATION ■ Les exportateurs, donc, s'y sont mis. Conscients de ce que la compensation exige de souplesse. Car il y a peu de règles, tout, presque, est négociable. La compensation résultant du rapport de force qui s'établit entre un vendeur et son client. Encore faut-il savoir qu'un partenaire public ou parapublic sera souvent plus exigeant, en tout, plus enclin à intégrer les besoins économiques de son pays dans l'évaluation de la contrepartie. Encore faut-il noter qu'un nombre croissant de pays instituent une obliga-

tion de compensation pour certaines catégories d'importations.

Deux phénomènes sont cependant perceptibles aujourd'hui, qui intéressent tous les acteurs du commerce international : d'une part, le regain des opérations de troc (encore appelé *barter*) considérées comme les plus primaires, et remises à l'ordre du jour par les pays de l'Est en plein désarroi ; d'autre part, la forte demande de transferts technologiques, y compris par les pays industrialisés.

SURVIE ■ Le circuit traditionnellement bien rodé des échanges entre l'Est et l'Ouest est en pleine disparition du monopole étatique du commerce extérieur. Les opérations de compensation, et parfaitement huilées, s'en sont trouvées paralysées. En revanche, un marché immense jusqu'ici très protégé s'est ouvert, permettant un contact direct entre industriels des deux bords. C'est donc dans l'urgence que le troc pur et simple réapparaît. « Plus qu'une question de devises, c'est d'abord un problème de survie », estime chez Dassault Jean-Pierre Lorrain, l'un des meilleurs spécialistes français de la compensation. « Les pays de la

CEI en sont là, dit-il. Il n'y a plus d'étalon monétaire, plus d'outil de commerce dans lesquels les gens aient confiance. C'est l'anarchie. Le troc est forcé à une notion plus primaire de la circulation des biens : produit contre produit, viande contre pétrole. »

RISQUES ■ Les échanges, pourtant, ne sont pas si simples. Les interlocuteurs se multiplient, les banques centrales n'ont renoncé à imposer des contraintes, la liste des produits de contrepartie — déjà très limitée — est réglementée. D'où la déception — et les risques — encourus par certains patrons de PME, soumis à des demandes pressantes, mais désespérant de trouver un interlocuteur qui dispose de la fois d'une licence pour exporter à l'Ouest, d'une marchandise de contrepartie « achetable » et de logistiques la rendant accessible.

« La compensation est risquée et s'improvise pas », affirme Jacques Cresson, le président de l'ACECO, le regroupement des amateurs de certains patrons de PME. « Les obstacles sont de nature purement administrative, la difficulté d'apprécier la valeur de la contre-

partie proposée, les chances de vente, puis les risques de délais, les moyens de livraison... »

Henri Goury, directeur du cabinet d'Edith Cresson dans plusieurs ministères, aujourd'hui président de la Sofitrade, une société d'ingénierie financière, insiste lui aussi sur les risques de certaines opérations : « Mettre au point une opération de troc avec la France, la Russie et le Vietnam qui permette de faire circuler du riz ou de la viande peut ruiner un exportateur », Renault, qui a payé cher, en 1976, son inexpérience en matière de troc colombien, ne sait que trop.

« OFFSETS INDIRECTS » ■ Mais la compensation connaît d'autres développements. Et la technique dite de l'*offset*, autrement plus sophistiquée que celle du troc, connaît un essor. C'est par elle que s'opèrent les plus importants transferts de technologie. Il s'agit en fait d'une forme de compensation industrielle dans laquelle le pays importateur participe à la production ou à la sous-traitance ou par coproduction. Une firme aéronautique vend par exemple des avions à la Chine, laquelle exige en compensation de voir sous-traiter la fabrication de certaines parties de l'appareil... Un accord peut aussi être assorti d'*offsets* indirects, c'est-à-dire d'obligations faites à l'importateur de compenser un montant ponctuel du contrat par des achats de biens, de services sans lien direct avec le produit vendu. Cette technique s'applique en général à des secteurs à forte valeur ajoutée (aéro-

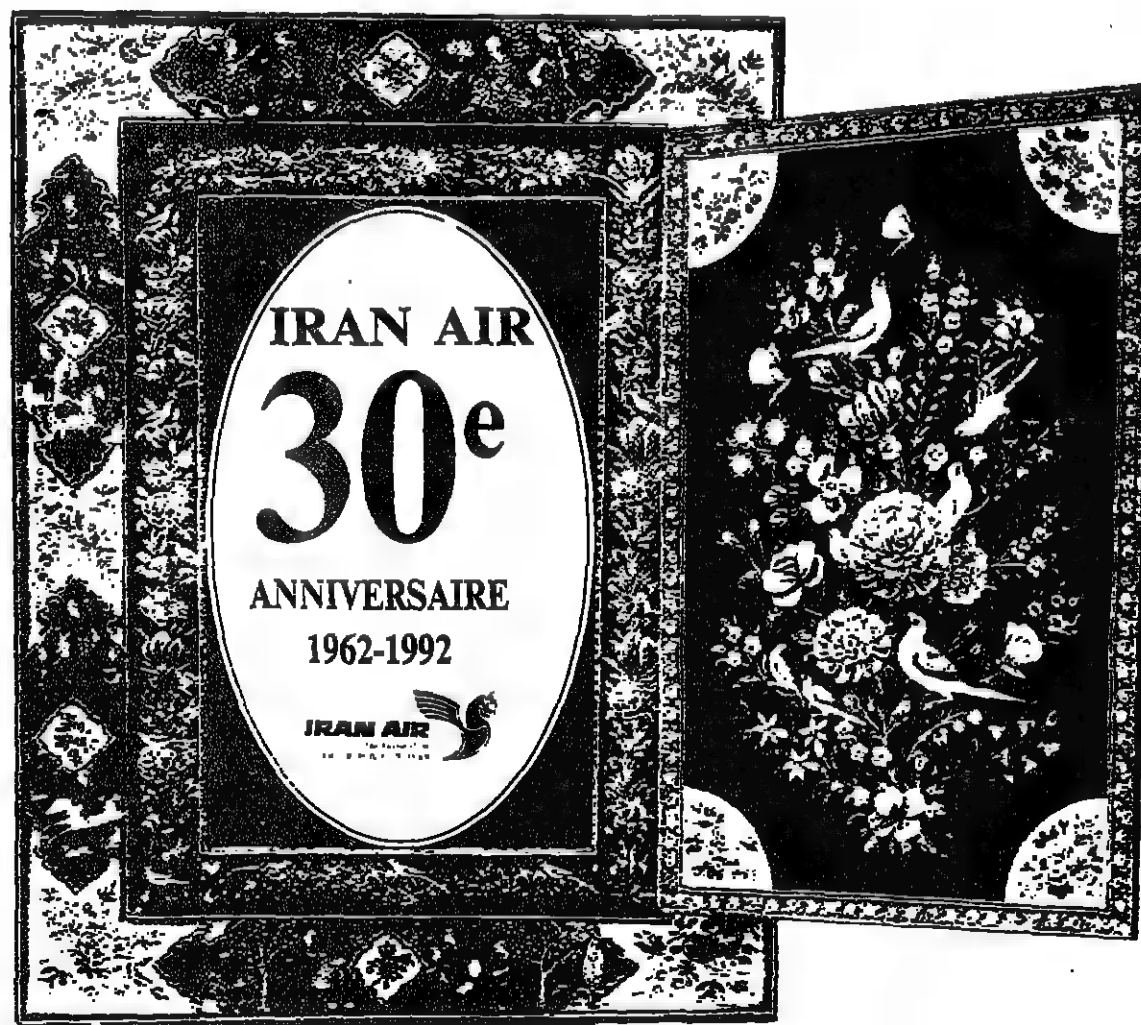
aéronautique, transports) et permet ainsi d'élever le niveau technologique du client, la formation de son personnel, sa productivité. Les pays industrialisés ainsi que le Golfe du Sud de plus en plus demandeurs, mais pas seulement, affirme Jean-Pierre Lorrain. La France, l'Angleterre, les Etats-Unis ou l'Australie peuvent également y avoir intérêt. Particulièrement pour compenser des achats liés à la défense.

MAI ■ La compensation est devenue un métier. Certains groupes (Renault, Peugeot, Thomson) sont dotés de filiales spécialisées. Beaucoup d'autres entreprises choisissent de faire assister à banques, ou traders, de conseils en ingénierie pour monter leurs opérations. « Il y a une telle fureur à maîtriser la compensation ! », déclare Bernard Poussier, du groupe Thomson. Une telle inflation des exigences ! Il faut maîtriser les risques, travailler prudemment. Travailler en amont, anticipant les demandes des clients ; et penser en termes de coopération.

Nombre d'entrepreneurs jugent inévitable, pour commercer avec certains pays, de se pencher sur la question de leur économie, répondre à leurs problèmes. « Mais attention », dit Bernard Goury, « ne perdons pas de vue la compensation généralisée est malsaine et traduit un dérèglement infernal des mécanismes internationaux. On pille l'Afrique en matières premières, on bloque le marché de l'Est, dépourvu d'étalon, en bafouant les règles du commerce et en faisant sans le vouloir le jeu de la mafia. Quel système préparons-nous pour l'avenir ? Il serait urgent que les professionnels sortent de leur grotte et travaillent à l'établissement de règles consensuelles minimales. »

Annick Cojean

OUVREZ LA PORTE SUR LA CULTURE ET LA TRADITION



Lorsque vous empruntez Iran Air pour vous rendre à Paris à Téhéran ou à Genève, vous jouissez de cette hospitalité unique qui caractérise cette compagnie en expansion.

Les horaires et le service à bord seront toujours du même niveau, quelle que soit votre destination, l'Europe, le Moyen-Orient ou l'Extrême-Orient.

Puisque aujourd'hui nous fêtons notre trentième anniversaire, c'est l'occasion ou jamais de Découvrir notre Culture et de Partager notre Tradition.



Pour plus amples informations, merci de contacter votre agence de Iran Air à Paris, 42-25-99-06.

ABU DHABI, BAHRAIN, BANDAR ABAS, BEIJING, BOMBAY, DAMASCUS, DOHA, DUBAI, FRANKFURT, GENEVA, ISFAHAN, ISTANBUL, KAPACHI, KUALA LUMPUR, KUWAIT, LAPNACA, LONDON, MASHAD, PARIS, ROME, SHARJAH, SHIRAZ, TEHRAN, TOKYO, VIENNA.

Jacques Cresson, « M. Compensation »

Jacques Cresson n'aime pas parler de troc. En tout cas, c'est elle, moi c'est moi. Jacques Cresson n'aime pas la politique. Et s'il aime, c'est à Saint-Sylvain-d'Anjou (3500 habitants, 12 km de Châtelle-ault), c'est d'ailleurs d'ailleurs parce qu'il « adore le coin, la maison, le jardin, Angevins ». Il est étranger à l'univers des ministères, fuit les meetings, préfère les réunions aux affaires. Sa condition d'époux du premier ministre l'inspire plutôt de l'humour : « Comme M. Thatcher, disait-il au Herald Tribune au mois de juin, je suis mari, j'appartiens au club des princes... » Il a d'autres clubs, d'autres activités, plus nombreuses auxquelles il appartient. Car Jacques Cresson a une passion : l'économie, le commerce, la négociation. Certains l'appellent « M. Compensation ».

Son univers tourne autour de ce mot. « C'est un métier, dit-il, et une arme stratégique dans la guerre économique. Il en a fait un joker, sa spécialisation. D'abord à Peugeot où il est en 1951 où il a monté la Frecom, une filiale à vocation de trader. « J'ai acheté, stocké, échangé un peu de... pour... des jeans, du cuir, des pneus... » Aujourd'hui à l'ACECO, l'Association pour la compensation des échanges commerciaux, dont il est depuis deux ans — il a soixante-sept ans — le président. Le but de cette association privée, créée en 1977 par Raymond et la laquelle cotisent près de deux cents entreprises ? « Déramatiser, dit-il, les opérations de compensation. Cela implique une action de conseil, d'information (sous forme de brochures, sé-

minaires, d'études multiples par thèmes par pays), la formation. « Une mission de service public un peu spéciale. Et M. Cresson, le sourire éduqué, la pose un rien coquette, s'y dépanse à son compte. »

Il parle, il anime, il préside : une conférence à HEC, file en province introduire un colloque, coorganise au CNIT un petit-déjeuner/débat sur les françaises de l'exportation, passe chez Pechiney où il joue un rôle sur l'international, conseille du commerce extérieur qu'il préside aux Hauts-de-Seine un rendez-vous pour l'association France-Taiwan.

Il est des retraites plus tranquilles, mais Jacques Cresson n'est pas du tout « M. Compensation ». C'est même à bout de bras, André Ropers, maire de Saint-Sylvain, qui se dit son complice et le voit faire ses courses et jouer au tennis avec son fils.

M. Cresson parle russe, comme d'ailleurs ses filles, mais « moins bien qu'Edith ne parle anglais, car elle est parfaitement bilingue ». Son père, interne des hôpitaux juste avant la première guerre mondiale, avait accepté une mission à Saint-Petersbourg, à la cour du tsar. Il en est devenu une épouse. Et une vovouna russe, « entrée dans la saga Cresson » avant même la naissance de Jacques, y demeura jusqu'à sa mort récente. A plus de cent ans, « Je ne suis pas sûr de mon russe », dit-il, « mais j'adore l'utiliser. Ce soir, je m'y essaierai ». Ce soir-là était le 5 février. Et Boris Eltsine était reçu à Matisson.

A. Co.

le retour vers les formes archaïques du commerce

La contrepartie à l'américaine

Atwood Richards, numéro un du troc outre-Atlantique, n'a pas froid aux yeux. Contrairement aux autres sociétés spécialisées, il n'agit pas en tant que courtier mais achète ferme les marchandises les plus diverses pour mieux les échanger. Une activité risquée mais en pleine expansion

NEW-YORK
de notre correspondant

«L'EUROPE DE L'EST? C'est un excellent marché. Nous y étions bien avant la chute du mur de Berlin. Les Républiques baltes? Nous y avons préparé l'ouverture de deux bureaux quand on ne parlait pas encore de leur indépendance. L'ex-Union soviétique n'a pas de devises convertibles? Qu'à cela ne tienne, elle a des matières premières...» Moreton Binn éclate de rire: «Dites-vous bien que dans notre métier, quelle que soit la situation politique ou économique, il y a toujours des affaires à faire.» Puis, sur un ton plus professoral: «L'essentiel, c'est d'éviter le pouvoir central, de descendre le plus bas possible dans les réseaux de distribution pour être au plus près du consommateur. Et ça marche. Regardez...»

CAVERNE D'ALI BABA • Dans son étonnant bureau de Park Avenue transformé en luxueuse et moderne caverne d'Ali Baba, celui qui a présidé pendant plus de quinze ans aux destinées d'Atwood Richards, numéro un américain du troc, avant d'en céder la gestion quotidienne à son second, Graig Young, pour poursuivre son activité commerciale dans le monde entier, désigne ses trophées. Ceux d'une longue activité de globe-trotter spécialisé dans le barter, une activité de compensation qui prend de l'extension à mesure que s'enlisent les négociations commerciales multilatérales. Au hasard des étagères, on trouve des chaussures de sport Adidas, une coupe de champagne Dom Pérignon, plusieurs montres Omega, un pen Michelin et, bien sûr, le morceau du mur de Berlin, réduit en poussière en novembre 1989 pour

ouvrir la voie à près de 300 millions de consommateurs est-européens. «A sa création, en 1958, Atwood Richards était une entreprise de communication, raconte Graig Young. Quand Moreton Binn l'a rachetée, en 1974, il a décidé de se lancer dans le troc, à partir de New-York, mais en ayant très vite un point d'ancrage de l'autre côté de l'Atlantique. Le premier bureau européen a été ouvert en 1979 à Paris.

«Si c'est du bon matériel, on trouvera toujours le client. Il n'y a pas d'article qu'on ne puisse troquer.»

«Nous avons rapidement eu comme clients de grands groupes industriels, comme Peugeot, et des noms réputés de l'industrie du luxe tels que Baccarat. Cette activité a été rapidement rentable et, quelques années plus tard, nous avons cherché à l'étendre.»

«En 1986-1987, tout le monde ne jurait que par le Pacifique. Nous pensions effectivement qu'il devait y avoir des occasions au Japon, en Corée ou en Thaïlande, mais ces marchés nous semblaient encore très éloignés, culturellement parlant, et historiquement très protectionnistes. Dans le même temps, il existait un autre marché, plus vaste que celui des Etats-Unis, c'était l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est. C'est là que nous avons fait porter l'essentiel de nos efforts. Avant les autres», explique-t-il. Aujourd'hui, le groupe américain qui repose sur une toute

petite structure de 165 personnes (dont 80 en Europe où il réalise environ 58 % de son chiffre d'affaires), dispose d'un réseau bientôt implanté dans dix-sept pays. Moreton Binn est peu disert en matière de statistiques financières précises sur Atwood Richards, société non cotée et qui n'est donc pas tenue de publier un rapport annuel.

Il se borne à indiquer que chaque transaction qui passe par la salle de trading de New-York, où une dizaine d'experts évaluent chaque marchandise (de la rondelle d'acier au survêtement de sport en passant par l'hélicoptère), correspond à plusieurs milliards de dollars et que la rentabilité moyenne est de 8 %. «En trente ans, la compagnie a beaucoup appris, notamment sur les produits à éviter et sur les clients à privilégier - les grosses entreprises. Elle a surtout retenu que plus la transaction est importante, plus il est facile de la mener à bien.»

DU SUR-MESURE • «Finalement, le plus délicat est sans doute le recrutement des équipes, souligne Graig Young. Dans chaque pays, nous avons embauché un spécialiste local. En Hongrie, c'était un agent com-

mercial de l'ambassade américaine, de nationalité hongroise; en Tchécoslovaquie, c'était aussi un officiel pragois. Le reste n'est pourtant pas une affaire de routine, chaque transaction étant spécifique. A New-York, sur la Côte ouest, où la société a aussi installé ses bureaux tournés vers l'Asie, ou à Paris, qui reste la plaque tournante hors des Etats-Unis, il faut faire du sur-mesure: c'est indispensable dans cette industrie qui, déjà, représente 10 % à 15 % du commerce mondial, selon l'Association pour la compensation des échanges commerciaux (ACECO), un organisme français spécialisé (lire ci-contre).

«Depuis la chute du mur de Berlin et l'ouverture à l'Est, les industriels français commencent à nous approcher beaucoup plus qu'avant», constate Elizabeth Jacob-Lando, directeur général de Atwood Richards Interchange. De son petit bureau près de la Madeleine, elle a commencé à bâtir, il y a six ans, le bras européen du groupe après s'être initiée pendant deux-trois ans aux techniques de Moreton Binn. «Devenu un ami».

Pendant longtemps, la France était peu réceptive à la compen-

sation. «C'était trop tôt. Nous étions encore en période de contrôle des changes. Ensuite les industriels et les grands groupes commerciaux ont compris l'intérêt de recourir à nos services. Nous nous engageons par contrat à ne pas interférer avec les circuits de distribution du client. Nous ne vendons jamais dans les pays où le groupe est déjà représenté. De cette façon, le client contrôle toujours la destination de la marchandise», souligne-t-elle.

Atwood Richards n'agit pas en tant que courtier à la différence d'autres sociétés de compensation: il achète ferme la marchandise destinée à l'opération de troc. S'interdit toute transaction sur les armes, les produits stratégiques et ne travaille pas dans les technologies de pointe, assure Elizabeth Jacob-Lando. Les autres domaines offrent suffisamment d'occasions. Pas toujours très simples à monter, toutefois, si l'on en juge par cette transaction réalisée récemment pour le compte de la filiale espagnole de la société Damart. Celle-ci avait sur les bras à l'automne dernier un stock de vêtements chauds. Atwood Richards les a revendus surtout en Hongrie, notamment grâce à une

exposition d'articles Damart dans un grand magasin de Budapest, pendant quelques mois. En paiement, le groupe américain a fourni à Damart-Espagne un système informatique dont cette société avait besoin, ainsi que l'impression des catalogues du spécialiste du vêtement.

ASCENSEURS • Maillots, chaussures, pneus, produits chimiques ou sidérurgiques, articles de sports, bonnes bouteilles, appareils d'éclairage... En dehors de cet inventaire à la Prévert, quel article tout à fait inhabituel aurait-on proposé à Atwood Richards d'échanger? Moreton Binn, qui doit prendre dans une heure l'avion New-York-Zurich, réfléchit un court instant. «Inhabituel? Non. Je ne vois rien... Ah si, nous avons reçu hier un coup de téléphone de Suisse. Pour savoir si nous sommes intéressés par un lot d'ascenseurs. Jusqu'à présent, nous n'avions jamais fait ça, mais pourquoi pas... Nous allons sans doute les acheter. Le client? Si c'est du bon matériel, on le trouvera toujours. Il n'y a pas d'article qu'on ne puisse troquer!»

Serge Marti

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FÉVRIER 1992

La SNCF crée un nouveau gisement d'emprunt



Emprunt 8.60 %
1992-2004

Une signature
de qualité AAA/Aaa

L'assurance
d'une bonne liquidité

Pour sa première émission de 1992, la SNCF vous propose les titres de son nouveau gisement pour un montant initial minimum de 2,5 milliards de francs. Conformément à la politique déjà retenue pour ses précédents

emprunts, elle a la volonté d'en accroître rapidement l'encours. Grâce à sa liquidité, cet emprunt deviendra l'une des lignes phares cotées sur le marché, et notamment par les établissements SVP. Cet emprunt a reçu la

notation AAA/Aaa des agences Standard & Poor's et Moody's Investors Service. Pour toute information complémentaire et pour souscrire, contactez votre établissement financier habituel.

DIRECTION FINANCIÈRE : 17 RUE DE LONDRES 75009 PARIS

Une note d'opération (visa COB n° 92-070 en date du 18 février 1992) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. BALO du 24 février 1992.

SNCF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

Les avatars du contrat franco-russe

Les enfants de Moscou et de Saint-Petersbourg recevant à la veille de Noël des boîtes de lait en poudre expédiées de France tandis que l'on distribuerait du sucre et de la viande à leurs parents... M^{me} Cresson imaginait la scène et songeait même, dit-on, à envoyer sur place une équipe de télévision pour en faire profiter le public français. Nous étions fin octobre, et Matignon venait d'annoncer triomphalement un accord de troc entre la France et ce qui était encore l'Union soviétique.

Le «deal» était ambitieux. Il prévoyait la fourniture par la France de 100 000 tonnes de viande, d'autant de sucre, de 20 000 tonnes de poudre de lait et de 7 000 tonnes d'aliments pour bébé. Montant de la facture: 275 millions de dollars (1,8 milliard de francs) payables de façon échelonnée en produits pétroliers et en gaz.

Chacun des partenaires trouvait son compte dans l'affaire. La France écoulait ses stocks de viande bovine sans risquer les foudres de Bruxelles et, du coup, pouvait espérer voir remonter les cours et se calmer une agitation paysanne inquiétante pour le gouvernement. L'Union soviétique, elle, donnait à manger à ses citoyens.

Las! Noël est passé depuis longtemps, et les habitants de Moscou et de Saint-Petersbourg n'ont toujours pas vu de produits français. L'effondrement de l'URSS est passé par là. Le «centre» disparu, l'accord franco-soviétique ne tenait plus. Il fallait le transformer en un accord franco-russe et négocier en détail avec de nouveaux interlocuteurs ce qui n'était qu'un protocole d'accord.

C'est chose faite depuis peu pour le volet pétrolier du montage. Signé le vendredi 14 février à Moscou par les représentants d'Elf et Total,

l'accord prévoit la fourniture de 3 millions de tonnes de pétrole brut, dont la moitié dès cette année, le solde étant étalé sur 1993 et 1994. A elles seules ces livraisons, partagées à égalité par les deux pétroliers français, représentent les deux tiers du contrat. Le troisième tiers devrait être constitué de fioul et de gazole, mais les négociations n'ont pas encore commencé. De son côté, le volet gazier reste en pointillé. Gaz de France discute avec son homologue russe, Gazprom (ou Gasprom), depuis des semaines, sans résultat jusqu'ici.

Bordé côté pétrole, l'accord de troc a désormais meilleure mine. «Le premier navire chargé de produits alimentaires pourrait quitter la France d'ici un mois», affirme un responsable d'Intergra, la firme de négoce de Michel Doumang, qui prendra en charge les livraisons de viande, tandis que le sucre sera livré par Sucden (Sucres et Denrées).

Encore faut-il l'ici là lever l'ultime obstacle, franco-français celui-là: le financement du contrat de troc. Chargée d'assurer la «jointure» entre des expéditions agricoles à brève échéance et des fournitures de brut étalées sur trois ans, les banques - le Crédit lyonnais et le BNP - rechignent à s'engager. Traditionnellement, l'Etat, via la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) garantit 90 %, voire 95 % du risque. Les incertitudes pesant sur la Russie sont aujourd'hui telles que les banques ont demandé aux pouvoirs publics d'aller au-delà et de prendre à leur charge la totalité du risque. «C'est ce qui se fait en Allemagne», plaide un banquier. Reste à convaincre Bercy, et l'accord de troc sera enfin bouclé... pour Pâques?

Jean-Pierre Tuquoi

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Maastricht : l'anti-SME

AVEC les accords de Maastricht, s'ils sont ratifiés, les Douze ne vont-ils pas gâcher leurs meilleures cartes monétaires ? Ils disposaient, en la matière d'une expérience incomparable qui aurait pu leur servir de tremplin ; ils lui ont, sans en avoir l'air, tourné le dos. La future union économique et monétaire, telle qu'elle a été conçue, ne préservera aucun des mécanismes qui ont fait du Système monétaire européen (SME) un succès.

De cette dérive, on ne saurait s'étonner. Les Français, qui ont mené la danse (ils étaient, contrairement aux Allemands, remarquablement unis et préparés), n'ont pas vraiment fait mystère, avant, pendant et après la négociation, de l'idée fixe qui les guidait. Leur obsession perçait à travers le langage contradictoire tenu communément à Paris. D'un côté, on s'y plaignait de l'hégémonie qu'exercerait la Bundesbank au sein du SME, vite assimilée à une « zone mark » déguisée. D'un autre côté, on s'y félicitait d'avoir fait, notamment en 1983, le bon choix en acceptant les disciplines du SME grâce auxquelles la France a pu entrer — et rester — en désinflation.

Les protestations contre le « leadership allemand » ne sont-elles pas une façon de regimber contre les contraintes de la stabilité (toute relative) qu'on se flatte par ailleurs d'avoir obtenues ? Ce qu'on reproche aux Allemands, c'est leur conception trop exigeante d'une monnaie saine.

Tout cela est très contingent. Dans une conjoncture différente, les choses apparaîtraient sous un autre jour (jusqu'à une époque récente, l'Allemagne a été un

beau être les conditions d'une libre respiration des économies nationales à l'intérieur d'un cadre européen, ces deux fonctions ont été jugées inacceptables par les négociateurs de Maastricht. Peu importe si, moyennant les réformes dont il sera question dans la prochaine chronique, ces marges et ces écarts pourraient être fortement réduits. Leur perpétuation faisait à leurs yeux figure d'obstacle.

Pour faire circuler dans les pays de la future union les mêmes signes monétaires sous la dénomination d'écus, il fallait absolument que les monnaies actuelles soient dans l'avenir non seulement liées étroitement entre elles, mais soudées au point de ne plus en faire qu'une. Telle était déjà, il y a un peu plus de vingt ans, la seule idée qui inspirait le « Plan Werner » (du nom du premier ministre luxembourgeois de l'époque). Ses auteurs visaient à une « union économique et monétaire complète » pour... 1980, sans proposer la moindre recette pour se rapprocher de l'objectif. Le même fétichisme et le même mimétisme ont été à l'œuvre à Maastricht. Tout y a été sacrifié afin de rendre possible, sur le papier, l'introduction d'une monnaie unique en Europe. Comme aux Etats-Unis. On est allé pour cela jusqu'à faire l'idiot et à oublier que le dollar, c'est d'abord une monnaie nationale.

Prévoir des phases successives, caractérisées chacune par des changements d'ordre juridique et institutionnel, ce n'est pas forcément engager un processus. D'avoir confondu les deux choses est la plus grave infirmité de Maastricht. C'était déjà celle du Plan Werner. L'idée d'associer, comme cela est fait dans le nouveau projet de traité, la construction d'une union monétaire avec l'objectif de stabilité est en soi excellente.

La notion de stabilité évoque celle de permanence. Mise à la sauce de Maastricht, elle est devenue un argument purement circonstanciel. D'après les critères retenus à Maastricht, un petit nombre de pays, dont la France, seraient d'ores et déjà jugés aptes à participer à l'union monétaire (et, donc, à renoncer, à tout jamais, à une dévaluation). On ne saurait mieux accuser le caractère non évolutif de l'exercice proposé. Sans autre forme de procès, on assimile à la « stabilité » promise la situation d'un pays où la hausse des prix, pour être la plus modérée des plus grands pays d'Europe occidentale, se situe tout de même entre 3 % et 3,5 %, et où l'on compte 2,8 millions de chômeurs. Pour les auteurs du traité, la future union, qualifiée pourtant d'« économique » autant que de « monétaire », n'a pas à tenir compte de ce dernier chiffre ! Mais, sans amélioration de l'emploi, qui jurerait que la politique de désinflation sera indéfiniment prolongée ?

Plus inquiétant encore : le texte est rédigé de telle façon que le critère de stabilité peut s'appliquer à presque n'importe quel niveau d'inflation moyen dans la Communauté (0 %, 5 %, 8 % et, pourquoi pas, davantage) : « Le critère de stabilité des prix signifie qu'un Etat membre a un degré de stabilité durable et un taux d'inflation moyen, observé au cours d'une période d'un an avant l'examen (pour le passage à la troisième phase) qui ne dépasse pas de plus de 1,5 % celui des trois Etats membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix. » Dans un langage correct on parlerait plutôt de « degré d'instabilité » que de « degré de stabilité ». La cohérence du vocabulaire serait aussi un gage du respect des faits.

L'allusion à « la stabilité durable » renvoie à l'autre modèle de référence : l'Allemagne. Il n'empêche que, malgré ses mérites, le deutsche-mark a perdu, au cours des quarante-trois années de son existence, les deux tiers de son pouvoir d'achat. Tout est relatif dira-t-on : les scores de la livre sterling, du dollar et du franc français sont beaucoup plus mauvais. Il est important d'observer que cette formidable dégradation de la plus saine des monnaies s'est, pour l'essentiel, produite depuis l'effondrement, en 1971, du système or de Bretton Woods. Peut-on régler le problème de la stabilité en Europe en dehors du problème plus général de la pathologie monétaire du monde ? Le SME doit son succès à celles de ses règles qui sont les plus critiques, notamment à Paris. Maastricht a été l'occasion de les écarter : elles ne sont pas reprises dans le projet de traité. Elles sont pourtant de nature à offrir, à l'Europe et au monde, non pas l'objectif illusoire de la stabilité mais un processus pour s'en rapprocher. (A suivre.)



NICOLAS GUILBERT

et monétaire. Celle-ci, quelle que soit la définition qu'en donnent des traités de plus en plus maximalistes, gardera son caractère composite.

Subsisteront des espaces nationaux distincts aussi longtemps qu'il y aura des Etats. Si, sur cette diversité, on plaque artificiellement un schéma abstrait d'union économique et monétaire, on ne fera que des pays insatisfaits.

On l'a vu, la semaine dernière, à propos de la politique monétaire que Maastricht veut imposer à tous les pays adoptant une monnaie unique. Dans l'un, les taux d'intérêt décidés pour tous (ceux qui sont aujourd'hui fixés séparément par la Banque de France, la Bundesbank, etc.) apparaîtront trop élevés par rapport aux conditions locales du marché ; trop bas dans tel autre. L'union économique et monétaire ne prospérera que si elle est, au contraire, organiquement intégrée à chaque vie nationale.

C'est pourquoi le rejet de Maastricht, si par chance il avait lieu, ne laisserait pas l'Europe dépourvue. Il est à peine paradoxal d'affirmer que, le choc passé, l'unification y trouverait son compte. Le SME actuel en contient, à l'état embryonnaire, les principes et les règles. Tout laisse entendre que le passage au stade supérieur pourrait se faire, sur cette base éprouvée, avant la fin du siècle et plus facilement.

Ce stade supérieur, résultant du plein développement du SME, équivaudrait en fait à une union monétaire. De par la systématisation et la généralisation du mécanisme déjà en place, la marge de fluctuation (2,5 %) entre la monnaie la plus forte et la monnaie la plus faible pourrait être très resserrée. Le SME adulte comporterait, lui aussi, une renonciation à tout nouvel « ajustement » des parités. Cependant, l'abandon de cette facilité serait d'autant plus crédible qu'on pourrait, sur la base d'un SME renforcé, l'appuyer sur un mécanisme défini d'avance, avec précision. La seule garantie offerte à Maastricht sur ce sujet est une affirmation de caractère politique contenue dans un protocole annexé. Il y est dit que la signature de celui-ci « confère [ra] à la marche de la Communauté vers la troisième étape de l'union économique et monétaire un caractère irréversible ».

Le maintien de marges de fluctuations entre le franc, le mark, le florin, etc., ainsi que la persistance d'écarts entre les taux d'intérêt ont

LIVRES

Les leçons d'un diplomate-savant

Endymion Wilkinson, historien, polyglotte et praticien des relations internationales, analyse l'origine du dialogue de sourds opposant l'Europe et les Etats-Unis au Japon

LE JAPON FACE A L'OCCIDENT
d'Endymion Wilkinson.
Traduit de l'anglais
par Eric Philippart.
Editions Complexe.
387 pages, 130 F.

Avatar du reflux de la pensée marxiste, le culturalisme, où l'amalgame et les approximations tiennent lieu de fil directeur, est la nouvelle vulgate de la connaissance. Qu'il soit à abattre ou à copier, le Japon dont l'expansion dérange des marchés mais aussi des modes de pensée (peut-on être moderne sans être occidental ?) est l'objet par excellence de logorhées discursives, qui font fi de son histoire comme de ses complexités sociales, pour argumenter sur quelques supposées particularités culturelles, sorte d'invariants qui font écho à nos stéréotypes sur ce pays.

Ce n'est pas le moindre des mérites du livre d'Endymion Wilkinson de fonder son analyse des rapports entre le Japon et l'Occident sur l'histoire de leurs représentations réciproques, et de poser le problème de fond de cette relation : la difficulté, pour les Américains comme pour les Européens, de s'adapter à l'ascension d'un pays venant d'un autre horizon civilisateur, et synonyme de leur relatif déclin sur la scène internationale. Cette « intrusion » du Japon est d'autant plus mal ressentie qu'elle s'inscrit dans une époque d'incertitude et de renouvellement des enjeux.

Directeur de la division Asie du Sud-Est à la Commission des Communautés européennes, Endymion Wilkinson fait partie de cette race de « diplomates-savants », en voie de disparition, qui font passer les exigences de rigueur intellectuelle avant la défense d'un dossier. C'est dire que ce livre n'est pas celui d'un polémiste écrivant pour l'air du temps mais d'un intellectuel,

maniant aussi aisément le chinois que le japonais et auteur, par ailleurs, d'ouvrages historiques sur l'Empire du Milieu. A ce bagage, l'auteur ajoute une expérience de négociateur avec les Japonais que lui a valu un long séjour à Tokyo. Une analyse, documentée, fine, spirituelle souvent, et toujours rigoureuse.

Le Japon est depuis longtemps un lieu d'investissement idéologique de l'imaginaire occidental. Comme, inversement, l'Occident l'est pour l'archipel. En histoire, l'auteur fait l'inventaire de ces clichés réciproques qui, aujourd'hui encore, gênent la perception et exacerbent les désaccords. Il constate qu'aux changements à long terme, affectant la richesse relative et le poids des trois principaux acteurs (Etats-Unis, Europe, Japon), ne correspondent aucun réajustement des images mutuelles génératrices de relations causales erronées.

« SANS MORALE » • Wilkinson souligne le renversement des clichés occidentaux à l'égard du Japon au cours de la décennie écoulée : de positifs, ils deviennent négatifs. Du Japon de la « réconciliation du capital et du travail » et du consensus social, on passe à un Japon « agressif », « sans morale en affaires », à une « énigme de la différence », synonyme moins d'une étrangeté que du péril représenté par un pays où les « choses sont rarement ce qu'elles semblent être ». A la rationalité supposée de l'Occident s'opposerait une sorte de « l'orient » aussi éternel qu'irrational. Inversement, les Japonais percevraient les critiques de l'Occident comme le signe du déclin de celui-ci.

L'approche de l'auteur est équilibrée : s'il met en lumière les errements des Occidentaux, faits d'ignorance et de méconnaissance des réalités sociales du Japon — dans la louange comme dans la dénonciation, — il souligne aussi

les faiblesses et les maux d'un pays qui, de la périphérie, se rapproche du centre de pilotage mondial, sans avoir, pour l'instant, les capacités requises pour assumer un tel rôle. L'incertitude tenant essentiellement à un système politique, corrompu et clanique, il faudra attendre le tournant du siècle, estime-t-il, pour qu'à la faveur d'un renouvellement de la classe politique s'opère une évolution. A l'issue d'une analyse objective des frictions commerciales, et du dossier automobile en particulier, l'auteur montre qu'en dépit d'une internationalisation de fait des économies, les nationalismes, menés tambour battant par les gouvernements, conduisent à des simplifications trompeuses : « Qualifier les uns de libéraux et les autres de néomercantilistes, c'est simplement retomber dans le type de contraste trompeur qui a caractérisé en grande partie l'approche de la question japonaise. Un des illogismes les plus tenaces de ce débat est celui qui établit un lien entre l'augmentation des surplus commerciaux japonais et la conviction que le marché nippon est fermé ».

Pour l'avenir, l'auteur dégage deux directions. Tout d'abord, la poursuite par le Japon d'une tentative innovatrice, mais encore très embryonnaire, de combiner aide au développement et profit commercial. En ce qui concerne, ensuite, les relations avec l'Occident, il insiste sur une nécessaire amélioration de l'information mutuelle afin de remédier à « l'énorme fossé qui sépare le savoir des spécialistes de l'ignorance du grand public ». Le culturalisme n'étant pas la dernière des mésaventures de cette supposée « connaissance » du Japon offerte en pâture à ce grand public. L'approche historique et informée d'Endymion Wilkinson n'en tranche que davantage.

Philippe Pons

NOTES DE LECTURE

La monnaie est ici un signe, un indice d'information, une simple unité de mesure, ni dette ni instrument et encore moins réserve de valeur. D'ailleurs, selon Jean-François Bougeard, la monnaie électronique moderne permet de redécouvrir l'essence de la monnaie. On peut douter même de l'existence d'un marché monétaire, car « personne n'a jamais créé des mètres pour les échanger sur le marché des mètres ». L'expression « franc fort » serait-elle « vide de sens » ? Un essai surprenant, mais qui débouche sur des propositions concrètes comme l'exigence d'un « bilan de l'Etat » à côté du budget.

B. M.

LES NOUVELLES QUESTIONS D'ORIENT
Pluriel.
Les Cahiers de l'Orient.
Editions Hachette.
256 pages, 98 F.

Seize auteurs, dix-sept thèmes pour les *Nouvelles Questions d'Orient*, ouvrage présenté par les *Cahiers de l'Orient et Pluriel*, dont le titre incitatif invite à une nouvelle réflexion sur les régions du Proche et du Moyen-Orient, un peu plus d'un an après le déclenchement de la guerre du Golfe.

« La guerre du Golfe n'a rien réglé », affirment en introduction Pierre Valaud et Antoine J. Sfeir. Les tensions provoquées par l'instabilité politique de ces régions trouvent leur origine dans le démembrement de l'Empire ottoman. Un rappel historique concis et précis permet de cerner les enjeux des frontières définies par les exigences du commerce colonial.

Sans concession, sans complaisance, les auteurs exposent tout à tour une analyse pertinente sur les problèmes des nationalités, les grands thèmes et les enjeux. Leur principal souci : rétablir la vérité

en rectifiant les erreurs diffusées par « la méconnaissance étonnante de la plupart des commentateurs », indignent Pierre Valaud et Antoine J. Sfeir, parce que « les questions d'Orient sont peut-être tout d'abord des questions d'Occident », déclare Gérard Khouri.

LE FINANCIER OUVRARD (1770-1846)
de Jacques Wolff.
Editions Tallandier.
350 pages, 156 F.

La France, recrée d'affaires, un paysage nouveau ? Hélas non, mais l'histoire du financier Ouvrard que nous raconte Jacques Wolff a le mérite de nous rappeler que les opérations qui se déroulent de la Révolution à Charles X ne ressemblent pas exactement à celles d'aujourd'hui. Ce spéculateur forcené qui a le génie de l'anticipation n'a pas les mœurs d'un Maxwell.

Il n'empêche que, fréquentant pendant quarante ans les grands du monde, il a difficilement pu balayer devant lui une réputation douteuse. Jacques Wolff, dans son chapitre final, ne présente bizarrement que les qualités de cet homme.

Cela dit, notre auteur sait d'un bout à l'autre nous intéresser aux aventures financières de celui qui savait si bien se placer au moment où les gouvernements avaient besoin d'argent, afin de se substituer à eux pour monter des emprunts ou des opérations de crédit international fertiles en commissions. Sans parler des conseils qu'il donnait, même des prisons où il était enfermé souvent abusivement. Le plus courant était celui-ci : l'Etat doit vivre sur une dette publique considérable, « qui a l'honneur sacré de décroître et de s'éteindre sans faire violence aux contribuables ».

P. D.

LA COMPTABILITÉ : UNE CLÉ POUR L'ECONOMIE
de Jean-François Bougeard.
Seuil, collection « Points », 190 pages, 39 F.

« Il peut n'y avoir aucune relation entre la monnaie et l'activité économique d'un pays » : cette remarque appartient à un faux petit livre, véritable essai sur la monnaie et l'économie, dont le titre malheureux, qui laisse attendre un manuel comptable (l'auteur a déjà publié ce type d'ouvrage), aurait dû être : *Reflexions sur la monnaie et l'économie à partir de la partie double*. La comptabilité est le langage immémorial des échangistes, marchands ou hommes d'affaires, et sans doute le calcul précède-t-il l'écriture. L'auteur réexplique l'inflation à partir d'un exercice comptable, puis le concept de monnaie disponible.

OPINIONS

Pourquoi la France doit résister aux pressions américaines

Le GATT empêtré

AU premier regard c'est un tourbillon de technicité. Avec des couleurs étranges : boîte verte, zone grise, queues blanches... Avec des empennages d'initiés où les négociateurs, sans rien abdiquer de leur pugnacité, ont entre eux des familiarités de vieux combattants, qui intimident le profane.

Mais bientôt l'essentiel surgit, l'anecdote se dissipe et la portée des enjeux s'éclaire, tandis que s'installent quelques convictions simples.

D'abord celle-ci : si la suppression progressive des diverses barrières, tarifaires et non tarifaires, que dressent les uns contre les autres les pays de la planète profite bien, en gros, et selon les principes mêmes sur lesquels se fonde le GATT, à la prospérité de tous, il faut respecter une double limite.

Refuser l'obsession des enfants de Bastiat, des théologiens du libre-échange qu'exaspère toute différence dans les modes de vie, les habitudes, les héritages culturels perçus par eux comme des obs-

tacles insupportables à une fluidité absolue du marché : quelle planète insipide et monotone ils nous fabriqueraient ! Et puis ne pas souffrir qu'on ôte à la puissance publique la faculté d'intervenir dans la vie économique pour servir une politique industrielle et un volontarisme géographique.

Liberté et principes

Deuxième donnée majeure : dans la « cycle de l'Unquay », le troc est inévitable, mais il est compliqué et obscurci par la multiplicité des acteurs et, en Europe, par le double rôle des Etats membres et de la Commission qui négocie en leur nom. Sans compter la difficulté d'apprécier à chaque étape les conséquences des concessions qu'on arrache et le coût de celles qu'on consent : puisqu'il s'agit d'échanger des avantages à la fois hétérogènes et incertains. D'où l'utilité, pour chacun - nous comme les autres - de définir d'autant plus clairement, d'entrée de jeu, ses intérêts vitaux sur lesquels il n'est pas question de transiger.

Dernière évidence forte : la confrontation entre l'Europe et les Etats-Unis est centrale, et Washington ne cesse pas (pour paraphraser la formule prêtée jadis aux contre-révolutionnaires) de nous réclamer la liberté commerciale au nom de nos principes et de nous le refuser au nom des siens.

Les Etats-Unis nous reprochent notamment nos procédures de soutien aux exportations agricoles - alors que leur système, moins visible, n'est pas moins efficace et que leur part du marché mondial des céréales est trois fois supérieure à celle de l'Europe - tout en souhaitant nous contraindre à continuer d'accepter librement leurs « produits de substitution », tournaux de soja ou gluten de maïs, qui concurrencent nos grains dans le ventre des vaches et des cochons ; et ils prétendent limiter nos exportations en volume sans craindre de violer par là les principes mêmes du GATT.

Ils nous refusent la spécificité de notre politique audiovisuelle, bien protégés eux-mêmes par l'effet d'impérialisme de leur langue. Ils prônent le multilatéralisme pour régler les différends tout en se réservant, tranquillement, le droit de régler les

leurs en prenant des mesures unilatérales. Ils prétendent que Bruxelles signe un accord au nom des douze pays de la Communauté tout en s'autorisant à ne pas s'engager pour leurs « entités sub-fédérales », entendez chacun des cinquante Etats de l'Union. Je ne suis pas exhaustif.

L'Europe - et la France au premier chef - a déjà beaucoup consenti. Nous ne devons de complaisance ni aux brutales exigences des Américains ni à leurs contradictions internes.

Mieux vaut donc, comme Dominique Strauss-Kahn s'y emploie aujourd'hui à Washington, leur dire, avec notre amitié, notre lucidité, leur expliquer que nous refusons les échéances artificielles qui sont toujours invoquées et toujours dépassées. Et leur signifier que certes nous désirons vivement un accord, mais que les concessions importantes que l'Europe a faites attendent encore une contrepartie de leur part : donc que si leurs lobbies, pour l'heure, les paralysent, il vaut mieux se résoudre, avant de conclure, à quelque patience.

(*) Secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

La transition économique en Russie

L'Occident peut enrayer l'hyperinflation

BORIS ELTSINE poursuit en Russie, coûte que coûte, un programme courageux pour instaurer une économie ouverte et stable. Mais il ne peut réussir ce pari seul : il lui faut une aide et des garanties internationales. L'Occident hésitant serait bien inspiré de se souvenir de sa propre histoire pour guider son action en direction de l'ex-URSS.

L'histoire de l'Europe centrale après la première guerre montre en effet jusqu'où peut aller la dérive inflationniste et présente des exemples frappants de programmes de stabilisation dans lesquels la communauté internationale a joué un rôle décisif.

En 1919, comme en 1991, un empire éclate (l'empire austro-hongrois), et de nouvelles républiques violent le jour. En Autriche, en Hongrie, en Pologne, comme dans l'Allemagne vaincue, les gouvernements essayent en vain de reconstruire l'autorité de l'Etat. En 1919, comme en 1991, les recettes fiscales font défaut, mais les dépenses continuent à croître. Incapables de contrôler leurs déficits, les gouvernements les font financer par la création monétaire.

Dans les années 20, l'hyperinflation ne tarde pas à se déclarer. Le cas de l'Allemagne est le plus connu. A la fin de 1923, l'inflation y atteint 41 000 % par mois. Mais d'autres cas, moins perturbés par la question des dettes de guerre, paraissent plus pertinents aujourd'hui. En Autriche, l'inflation est passée de 5 % par mois au début de 1922 à 80 % à la fin. La Hongrie, la Pologne et la Roumanie connaissent des évolutions semblables.

La comparaison avec la Russie d'aujourd'hui est inquiétante. En décembre 1991, les prix augmentaient au rythme de 30 % par mois. Le 2 janvier, jour J de la libération des prix, ils ont encore progressé de 30 à 50 %. Ces hausses seront-elles les dernières ou l'amorce d'une dérive vers l'hyperinflation ?

Dans l'entre-deux guerres

Dans l'Europe de l'entre-deux guerres, l'hyperinflation a finalement été maîtrisée - après avoir accompli des ravages sociaux dont on connaît les suites politiques. Pays après pays, la stabilisation est le produit d'une prise de conscience nationale accompagnée et soutenue par une intervention de la communauté internationale. Un exemple, celui de l'Autriche en août 1922, suffit pour illustrer les caractéristiques essentielles de ces plans de stabilisation. Les conséquences budgétaires et financières des dettes internationales de l'Autriche étaient telles que le gouvernement ne pouvait mettre un plan de stabilisation en œuvre qu'avec l'appui et l'aide du Conseil de la Société des Nations. Répondant à ses pressants appels, le SDN négocie avec le gouvernement autrichien une série de protocoles dans lesquels elle s'engage à restructurer la dette autrichienne, à octroyer de nouveaux crédits et - ce qui n'était pas le moindre - à garantir la souveraineté et l'intégrité des frontières de l'Autriche, obtenant en contrepartie que Vienne s'engage à éliminer son déficit budgétaire et à créer une nouvelle banque centrale autonome et indépendante. L'inflation s'arrête net le lendemain de l'accord, avant même que les détails en soient connus et bien avant sa mise en œuvre.

Ce qui frappe dans cet exemple, c'est la liaison étroite entre le plan de réformes nationales et l'intervention de la Société des Nations. Toutes proportions gardées - la dette soviétique n'a rien de comparable avec les dettes des puissances vaincues de la première guerre - le problème essentiel était le même que celui que connaît aujourd'hui la Russie : dans un pays intégré à l'économie internationale qui subit une profonde transformation, comment peut-on retrouver la stabilité du taux de change si nécessaire à un équilibre non-inflationniste ? Ce que les programmes de stabilisation européens des années 20 nous ont appris, c'est que, pour réussir, il faut combiner des politiques internes saines avec des garanties internationales.

Une action prioritaire s'impose aujourd'hui : la création par le G7 d'un fonds de stabilisation pour le rouble de 5 milliards de dollars. Ce fonds pourra être complété par les ressources plus amples du Fonds monétaire international quand celui-ci aura

fait aboutir ses procédures lourdes d'admission des Républiques au statut de membre. L'Occident devra rendre l'accès à ce fonds conditionnel à la mise en œuvre par chaque République d'un programme cohérent et complet de réforme et de stabilisation. La pièce manquante dans le programme d'Elsine est une banque centrale que ses statuts contraindront à maîtriser la masse monétaire, et qui soit capable d'éviter que la Russie soit submergée par les roubles rejetés par ceux de ses voisins qui décident d'émettre leur propre monnaie sans retirer l'ancienne. Une déclaration commune dans laquelle le G7 s'engagerait à créer le fonds de stabilisation, tandis que la Russie et les autres Républiques de la CEI s'engageraient en contrepartie à mettre en place des mécanismes de contrôle monétaire et de stabilisation budgétaire, concentrerait les anticipations sur un débouché souhaitable de la crise et favoriserait la réalisation de ces anticipations.

L'esprit du plan Marshall

Moscou semble prêt à prendre les engagements nécessaires. Une volonté politique semblable se manifeste dans d'autres républiques. Mais que faire de celles qui ne veulent pas suivre ? Les laisser à leur inévitable hyperinflation. La priorité est à la réforme et à la stabilisation, pas à la préservation d'une monnaie unique.

L'histoire depuis la seconde guerre mondiale a été marquée par une coopération économique internationale sans précédent. Le plan Marshall, premier épisode et épisode décisif de cette coopération, coûta aux Etats-Unis, en dollars d'aujourd'hui, 50 milliards. Un fonds de stabilisation de 5 milliards financé par les pays du G7 leur coûterait trente fois moins à chacun. La réforme et la stabilisation dans l'ancienne Union soviétique sont une priorité pour l'Occident. Le moment est venu de mobiliser à nouveau l'esprit du plan Marshall.

(*) Directeur d'études à l'EHESS et chercheur au DELTA.

LA décision de Boris Eltsine de libérer les prix et son intention de rendre le rouble convertible relancent le débat entre partisans de la thérapie de choc et partisans du « gradualisme », les premiers représentés grosso modo par la Pologne, les autres par la Hongrie. A première vue, la Hongrie fait meilleure impression. Mais il est trop tôt pour porter un jugement. N'oublions pas que la Hongrie avait entrepris la réforme économique bien avant le changement de régime.

En revanche, le cas de l'Allemagne de l'Est, le plus développé des ex-pays socialistes, aujourd'hui soutenu de toute la puissance de la RFA, montre qu'on avait grossièrement sous-estimé les problèmes d'intégration brutale dans l'économie de marché. Dans sa hâte, le chancelier Kohl avait politiquement raison mais économiquement tort.

Le précédent des pays occidentaux après la seconde guerre mondiale n'est guère plus concluant. Il leur aura fallu trente à quarante ans pour revenir à la liberté des prix et à la convertibilité des monnaies. Il est vrai que la RFA a été plus rapide, mais le régime nazi n'avait pas touché aux cadres du système capitaliste et de l'économie de marché. Inversement, l'industrie britannique a payé cher l'obstination de ses gouvernements successifs à maintenir contre vents et marées la libre convertibilité d'un sterling surévalué dans l'espoir de préserver son rôle de monnaie de réserve.

La libération prématurée des prix - internes et externes - dans une économie qui ne dispose pas encore de structures de marché est suicidaire. Elle risque au mieux d'être inefficace, au pire contre-productive en déclenchant une spirale inflationniste incontrôlable, avec toutes les conséquences politiques et sociales que l'on peut imaginer.

A défaut d'un environnement institutionnel favorable (pas de privatisation, pas de statut de la concurrence, pas de circuits de distribution, pas de secteur bancaire autonome, pas de culture d'entreprise, etc.), les acteurs économiques ne sont pas en mesure de

répondre aux incitations d'ordre macro-économique. En quoi la libération des prix va-t-elle faciliter l'approvisionnement des villes quand les entreprises sont des monopoles d'Etat ? Où est la liberté de choix du consommateur quand les récoltes pourrissent sur pied et que les magasins sont vides ? Que signifie la convertibilité du rouble face à la fuite devant la monnaie et face à la « dollarisation » de l'économie ?

De même l'aide financière internationale sera gaspillée en pure perte sans une structure d'accueil appropriée. Ainsi le plan Marshall d'après-guerre était couplé avec la création de l'Union européenne des paiements. Suivant le principe « Trade, not aid » (du commerce, pas de l'aide), le soutien international devrait donc d'abord être associé à une réforme économique globale et ensuite financer des projets privés susceptibles d'enclencher les mécanismes de marché, plutôt que de renforcer les bureaucraties en place et d'entretenir des comportements d'assistés.

Un mélange explosif

Sans doute faut-il replacer la réforme économique dans son contexte politique. La chute du régime communiste a été déclenchée par la faillite économique et précipitée par les problèmes de nationalités. De ce point de vue, Boris Eltsine incarne à la fois le nationalisme russe et le libéralisme économique.

La réforme annoncée procède du mélange explosif des experts du FMI, adeptes de l'école de Chicago, des économistes réformateurs qui n'ont qu'une connaissance académique du marché et d'une longue pratique russe qui, de Pierre le Grand à Staline, reste convaincue que l'on peut modifier les comportements par décrets.

Certes, il faut une thérapie de choc, la Russie ayant trop tardé à s'engager dans la voie des réformes. Si l'on veut préserver les acquis démocratiques, il faut redonner des objectifs crédibles à des populations désespérées qui ont perdu tout repère et sont à la merci des surenchères.

(*) Président de l'Association bancaire pour l'écu.



PARIS-GENEVE: 2 A/R PAR JOUR

(A PARTIR DU 26/02/92)

Reliant au départ de Paris tous les sites olympiques avec 4 A/R Orly-Chambéry, 4 A/R Orly-Annecy et 1 A/R Orly-Courchevel, TAT renforce encore sa présence au cœur des Alpes avec l'ouverture de 2 A/R CDG2-Genève.

PARIS CDG2 - GENEVE		
DU LUNDI AU VENDREDI:	7 h 00	8 h 05
	18 h 10	19 h 20
SAMEDI:	7 h 00	8 h 05
DIMANCHE:	14 h 20	15 h 30
GENEVE - PARIS CDG2		
DU LUNDI AU VENDREDI:	8 h 45	10 h 00
	20 h 00	21 h 05
SAMEDI:	14 h 00	15 h 10
DIMANCHE:	20 h 00	21 h 05

HORAIRE VALABLE DU 26/02/92 AU 26/03/92
SUSCEPTIBLE DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS

Renseignements-réervations auprès de TAT Paris au (1) 42 79 05 05 ou auprès de votre agence de voyages.

TAT
EUROPEAN AIRLINES

CONJONCTURE

LORSQUE, faute d'une conjonction porteuse, les entreprises ont drastiquement réduit leurs effectifs, les gains de productivité qui en résultent sont généralement de bon augure. C'est en effet à partir de ce moment que la rentabilité se redresse, d'autant que l'aggravation parallèle du chômage a pour effet de réfréner les exigences salariales. Les coûts de production s'allègent et les conditions deviennent propices à une décelération des prix accompagnée d'une restauration des profits.

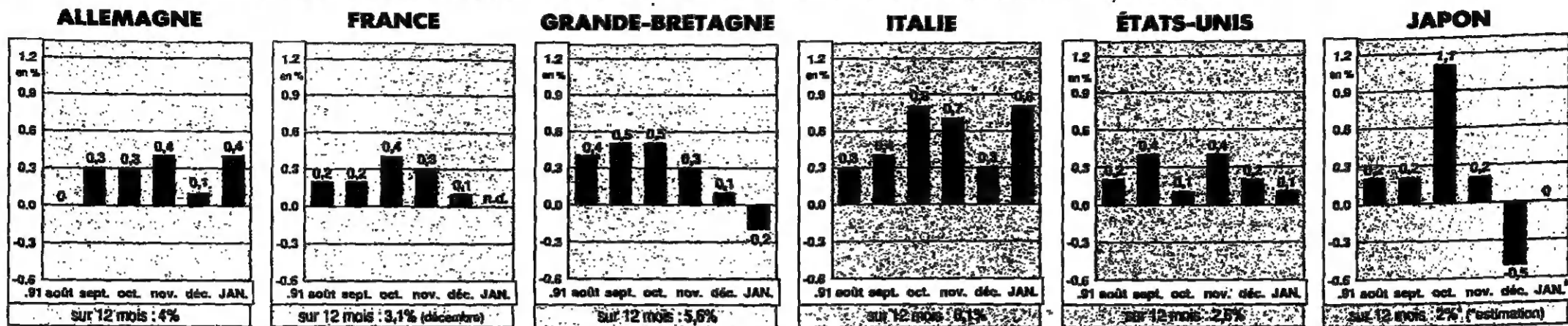
A l'exception de l'Allemagne et du Japon, où l'évolution de la situation de l'emploi ne s'est pas encore ajustée au retournement, somme toute récent, de la production, le redressement des gains de productivité est perceptible dans la plupart des grands pays industrialisés. Les prix à

INDICATEUR • Les prix
Menaçantes baisses

la consommation décollent, ce qui est une bonne nouvelle. La situation peut néanmoins devenir critique lorsque le fléchissement de l'inflation va au-delà de ce qu'autorise l'allègement des coûts : les bénéfices patissent, ce qui retarde d'autant la reprise future de l'économie. Un climat de morosité durable et un manque croissant de confiance en l'avenir

peuvent conduire à de telles situations. Les hausses de prix font alors plus que se ralentir : elles s'interrompent, dans le meilleur des cas, ou même laissent place à des baisses.

A cet égard, l'évolution récente des prix à la production n'est pas du meilleur augure. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Japon, ceux-ci se sont contractés ces derniers mois, sous l'effet de baisses du coût des matières premières, mais aussi pour d'autres raisons : dans les pays anglo-saxons, les entreprises ont bradé leur production, ce que corrobore la chute des prix des biens de consommation. Seule une éclaircie rapide des perspectives conjoncturelles permettra de conjurer la menace déflationniste.



Evolution mensuelle des prix à la consommation. En janvier, il n'y a pas d'indice provisoire des prix en France en raison de la mise à jour de sa composition.

RÉGION • L'ex-URSS
La dislocation

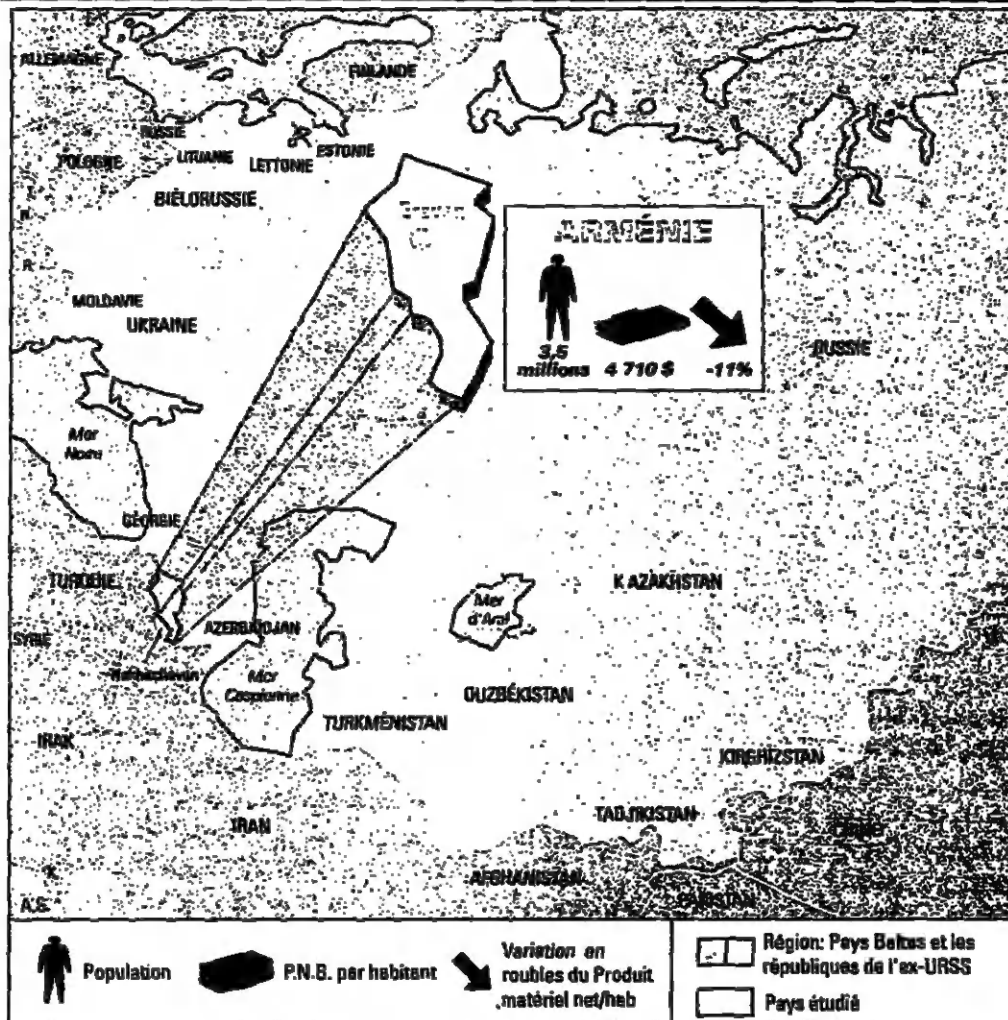
La réforme des prix de gros et de détail finalement entamée, après trois années d'atermoiements, en janvier et avril 1991 a été quasiment achevée le 2 janvier 1992. La décision de libérer les prix a été prise par la Russie sans véritable concertation avec ses partenaires de la CEI, qui ont été contraints de s'aligner, de crainte de voir leurs magasins assaillis par des consommateurs «étrangers» en quête de produits meilleur marché. Une telle réforme, particulièrement douloureuse pour la population – en Russie, le budget minimum était évalué, à la mi-janvier, à 1 450 roubles par mois et par personne, alors que le revenu moyen par tête se situait autour de 600 roubles – a-t-elle des chances d'être efficace ? On peut en douter au vu de la désintégration de ce qui fut, il n'y a pas si longtemps, un marché unique où l'intensité des échanges intérieurs était près de deux fois plus élevée que dans la CEE.

Dès 1990, l'aggravation des pénuries et la paralysie du gouvernement central poussent les Républiques et, à l'intérieur de celles-ci, les régions à se replier sur elles-mêmes. Elles interdisent de vendre hors de leur territoire denrées alimentaires et biens de consommation tant que leurs besoins intérieurs ne sont pas satisfaits, allant jusqu'à installer des bureaux de contrôle dans les gares, les aéroports et sur des frontières jusqu'alors informelles. Depuis, et en dépit des accords bilatéraux de commerce et de coopération signés par les Républiques, les restrictions ont fait boue de neige. L'Ukraine, la Moldavie et la Biélorussie ont en outre introduit des coupons qui sont utilisés pour payer une partie des salaires et qui permettent d'acheter dans les magasins d'Etat des biens particulièrement demandés ; c'est là une première étape vers la création de monnaies nationales.

Pour être à terme d'un coût élevé, ce protectionnisme a néanmoins été couronné de quelque succès : aujourd'hui, à l'inverse de ce qui fut la règle des décennies durant, les moyennes et les petites villes connaissent un ravitaillement alimentaire bien meilleur que les grandes, Moscou et Saint-Petersbourg étant désavantagées.

Or l'indépendance des Républiques va certainement accroître la contraction des échanges au sein de l'ex-URSS : selon des estimations russes, ils ne devraient plus représenter en 1992 que 10 % à 12 % du PNB de la Communauté, contre 20 % (pour l'URSS) en 1991 et 28 % à 30 % en 1988.

Certes, la réforme du 2 janvier dernier a rapproché très sensiblement les prix pratiqués dans cette zone de ceux du marché mondial et en a corrigé les plus grandes distorsions. Mais cela suffira-t-il à rendre plus attractif le commerce entre les nouveaux Etats ? Rien n'est moins sûr. La dévalorisation vertigineuse du rouble inspire une défiance générale (le cours du rouble vendu aux entreprises par les banques est tombé de 25 pour un dollar fin janvier 1991 à 110 un an plus tard), et le troc ne remplace que très partiellement les échanges «monétaires». La «faim» de devises est telle que tous, du plus grand Etat à la moindre région, dès lors qu'ils disposent d'une ressource ou d'un produit monnayable sur le



Le marché mondial, sont prêts à rompre des liens traditionnels qu'en soient les conséquences.

Aussi l'enceinte des accords constitués de la CEI n'avait-elle pas encore eu le temps de sécher que la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan, pour ne citer que ceux-là, tout en se préparant à ouvrir leur économie sur le monde extérieur, plaçaient leurs échanges avec le reste de l'ex-URSS sous un régime sévère de licences et de quotas.

Comment les entreprises vont-elles réagir aux réglementations qui leur sont désormais imposées par les divers gouvernements, alors que, dans leur ensemble, elles s'étaient relativement bien accommodées du vide laissé progressivement par l'administration économique centrale ? Elles ont, en effet, continué à produire, en traitant directement avec leurs partenaires en devises ou, faute de mieux, en roubles, et surtout en développant les accords de troc, qui excluent toute concurrence. Le rapport de forces joue en faveur des entreprises qui détiennent la marchandise la plus précieuse du moment, comme les matériaux de construction pendant toute l'année 1990, supplantés depuis par les denrées alimentaires.

La formation de ces marchés sauvages a eu des

résultats immédiats en reculant l'échéance d'un effondrement total de la production. Si les baisses se sont généralisées et accentuées en 1991 (la chute de la production industrielle serait passée de 1,2 % en 1990 à 8 % environ en 1991), elles restent très en-deçà de celles qui frappent les économies des pays d'Europe centrale et orientale engagés plus avant dans la transition.

Autre conséquence de ces relations interindustrielles informelles, les «émeutes de la faim» tant redoutées par les pays occidentaux ont pu jusqu'à présent être évitées. En effet, avec l'extension des pénuries dans le commerce d'Etat – qu'elles contribuent d'ailleurs à entretenir –, les entreprises affectent, au détriment des achats nécessaires à leur activité, une part croissante de leur production finale au troc contre des biens de consommation qu'elles revendent ensuite à leurs salariés. Une pratique qui se justifie par le souci des employeurs de motiver leur personnel, mais qui risque de rencontrer rapidement ses limites, à l'instar des politiques d'autarcie.

Marie-Agnès Crosnier
CEDUCEE, La Documentation française

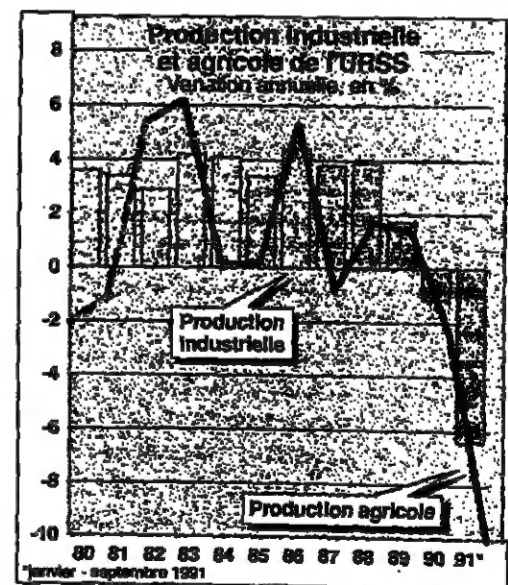
PAYS • L'Arménie
Atouts en otage

L'ARMÉNIE, l'un des premiers Etats de la CEI à avoir été reconnu par la France, connaît une situation économique particulièrement difficile. A la crise générale viennent s'ajouter les conséquences du séisme de décembre 1988 et celles du conflit avec l'Azerbaïdjan : 300 000 réfugiés, soit 10 % de la population, et un blocus économique qui la coupe périodiquement de l'ex-URSS, dont dépendent 80 % de ses approvisionnements énergétiques. L'Arménie est en quelque sorte prise en otage puisque tous les convois ferroviaires et routiers ainsi que le gazoduc transitent par l'Azerbaïdjan.

Sans l'embargo, l'Arménie serait pourtant plus près de la sortie de crise que ses partenaires de la CEI. Elle dispose, en effet, de quelques atouts : une quatrième place dans l'ex-URSS pour les minerais (or, molybdène, cuivre, zinc), une importante entreprise chimique, seul fournisseur de caoutchouc chloroprène, des industries mécaniques et électriques relativement performantes. Dans l'agriculture, la situation paraît plus prometteuse : la privatisation, lancée tambour battant en février 1991, concernait, à la fin de l'année, 80 % environ des terres et près des trois quarts du cheptel, un succès qui permet d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, sauf pour le blé.

L'Arménie voit son avenir à l'extérieur. Depuis un an, elle multiplie les prises de contact avec l'Iran, avec la Turquie, bonnie depuis le génocide de 1915, et les discussions vont si bon train que trois postes-frontières déjà ont été rouverts. En outre, l'Arménie participe au projet de zone de coopération économique du bassin de la mer Noire. Elle compte enfin sur sa diaspora, dont l'aide l'a jusqu'à présent sauvée du naufrage.

M.-A. C.



PERTES pour le sidérurgiste français Usinor-Sacilor. Pertes outre-Manche pour British Steel, son rival en influence sur le continent européen. Difficultés très sérieuses enfin pour Bethlehem Steel, l'américain dont la restructuration semblait pourtant la plus prometteuse. Trois coups de sonde suffisent à résumer ce que fut l'année 1991 dans le secteur de l'industrie de l'acier. Contraction des volumes, chute des prix selon les produits de 10 à 20 % : les producteurs d'acier dans les pays industrialisés ont payé, en 1991, un lourd tribut au ralentissement de l'activité économique. A 2,2 %, le rythme de croissance pour 1992 prévu par l'OCDE n'offre la perspective que d'une légère amélioration.

Industrie de biens intermédiaires, la sidérurgie enregistre avec une ampleur «démultipliée» les à-coups de la conjonction. Seule une croissance supérieure à 2,5 % tire les industries des biens d'équipement, et donc, en amont, la sidérurgie, car elle reflète alors une reprise de l'investissement sur lequel ces secteurs fondent leur activité, expliquait récemment Francis Mer, patron d'Usinor-Sacilor. Aux Etats-Unis et en Europe, les sidérurgistes sont toutefois convaincus d'avoir touché le fond l'an passé. Les stocks ont été réduits à zéro. Leurs clients, les constructeurs automobiles, les grossistes livrant le bâtiment et les industriels de la mécanique, pourraient, espèrent-ils, recommencer à commander.

SECTEUR • La sidérurgie
Gris acier

Les prévisions du comité de l'acier, organisme spécialisé de l'OCDE, appuient, il est vrai, cette vision optimiste. Selon les experts, dans ces deux zones, la demande d'acier devrait être plus ferme en 1992. La consommation apparente d'acier progresserait ainsi de 2 % dans la Communauté européenne après avoir accusé une baisse de 3 % en 1991. Aux Etats-Unis, le repli serait limité à 4,5 % après une dramatique contraction de 14 % (10 millions de tonnes l'an passé). Tout cela reposant sur un redémara-

ge – trop hypothétique encore – de l'industrie automobile.

Des trois sidérurgies majeures, la sidérurgie japonaise avait été la moins affectée en 1991. Le marché intérieur, très bien tenu par les producteurs locaux, parmi lesquels le premier sidérurgiste mondial, le géant Nippon Steel, avait affiché une progression de l'ordre de 2,5 %. Les mois à venir pourraient se révéler plus délicats. Les stocks sont élevés. L'activité dans l'automobile et la construction (hors logements) devrait se ralentir. Les principaux

producteurs japonais avaient déjà terminé le premier semestre de l'exercice 1991-1992 (avril à septembre) sur des bénéfices réduits. Selon le *Japan Metal Bulletin*, durant cette période, les résultats d'exploitation ont chuté de 34,8 % en moyenne chez les «cinq grands», à savoir Nippon Steel, NKK, Sumitomo Metal, Kawasaki Steel et Kobe Steel. Les résultats des exercices complets (achevés en mars) devraient confirmer cette tendance.

Grisaille atténuée, mais grisaille quand même : le panorama d'ensemble n'est pas réjouissant. Moins de développement, moins d'acquisitions, à nouveau des fermetures de sites industriels, enfin des remises en cause radicales de certains choix techniques : les stratégies des diffé-

rentes firmes épousent naturellement les replis de la conjonction mondiale de l'acier.

En Europe, le problème des importations à bas prix en provenance des pays de l'Est continue de faire frémir les sidérurgistes, qui brandissent désormais la menace de plaintes pour dumping. Usinor-Sacilor doit essuyer les critiques de ses concurrents européens, notamment les Allemands, qui dénoncent à propos de l'entrée du Crédit lyonnais dans son capital une subvention déguisée. Le groupe français vient d'annoncer 8 000 suppressions d'emplois au cours des trois prochaines années. Faute de reprise tangible, 1992 s'annonce difficile.

Caroline Monnot

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

هكذا من لاصول